QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE

№ 13174 - 8 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 7-LUNDI 8 JUIN 1987

Vingt ans après la guerre de six jours

es combato

医皮肤 化二烷

1 BREF

■ S. ACC (ASS) W. harm den verendetats tal

green groups and the major to Williams

NAMES OF STREET

● 1200mm - 110mm (M)

A 184 1 1 1 1 2 7

market of the state of the stat

the state of the s

THE REPORT OF THE PARTY.

B Francisco Ma

the last of the same areas

9 1 mg

with the state of the

A THE STATE OF THE

centrale

Vingt ans après la guerre de six jours, qui a modi-fié de fond en comble la certe géopolitique du Proche-Orient, les perspectives d'une paix négociée entre Israel et les pays arabes demeurent aussi éloi-gnées que jamais. Dans l'eupho-rie qui suivit la victoire-éclair de juin 1967, de nombreux laraéliens étaient persuadés que leur présence dans les territoires nouvellement occupés - à l'exception de Jérusziem - ne l'exception de Jerusmem — ne durerait que quelques semaines, voire quelques mois, le temps de négocier un règlement de paix qui écarterait une fois pour toutes les menaces contre la sécurité de l'Etat hébreu.

Il fallut copendant attendre lusieurs années après la guerre d'octobre 1973 pour qu'israël fasse la paix avec l'Egypte, en échange de l'évacuation du Sinai. Meis l'accord de Camp-David qui a permis ce règlement est demeuré inachevé : son volet pelestinien n'a jamais été mis en application, perpétuent sinsi l'occupation de la Cisjordanie st du territoire de Gaza.

Le même gouvernement Begin qui avait ordonné l'évacuation du Sinai et obtano, semi susciter de véritables résistances, le démentélement des colonies de la région de Yamit, en avril 1982, s'est employé à crâm un fait de colonisation irréversible dans les Anjourd'hui, les quelque deux cents colonies juives de peuple-ment établies en « Judée et Semarie » sont devenues un obstacle mejour à tout règlement.

de l'OLP portent également une part de responsabilité dans l'impesse : its n'ont pas pu ou pas voulu assouplir suffisamment leur politique pour forcer les Israéliens à négocier une paix équitable. Il est vrai que M. Arafat a multiplié les gestes de conciliation, en affirmant à plu-sieurs reprises qu'il était prêt à accepter un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza, ce qui impliquelt la coexistence avec l'Etat d'Israel ainsi reconnu de fait. Mais il n'a jamais formelle-ment reconnu la résolution 242 des Nations unies, ce qui eurait affaibli la position de ceux qui, à Jérusalem, considèrent que l'objectif fondamental de l'OLP set de détruire l'Etat hébreu. Il est vrai qu'il appartenait aux vainqueurs de la guerre de six jours de faire le geste généreux de nature à débloquer la situa-

I a-t-il de meilleures perspectives au plan international? Le projet de conférence avec la participation des cinq membres permanents du Conseil de sécurité suscite, aujourd'hui, quelques espoirs. En réalité, ce projet n'est qu'une reprise d'un de ces innombrables « exercices » diplomatiques auxquels le conflit a donné lieu depuis vingt ans, depuis la « mission Jarring » des origines en passent par le « plan Rogers » de 1971 et autres épisodes totalement oubliés.

Autre leçon de ces vingt ans : en 1967 comme en 1973 et en 1982, Washington at Moscou, maigré de durs afirontements diplomatiques parfois accompa-gnés de gesticulations militaires, ont veillé à ne pas se laisser déborder par leurs protégés et clients. Et c'est aux Etats-Unis et au président Carter, protecteur d'israel et de l'Egypte, que l'on doit le seul traité de paix jameis conce. Intre l'Etat juif et un de ses voisins. Le rôle des Deux Grands est donc décisif, et il n'est pas terminé...

(Lire nos informations page 4.)

La concurrence commerciale entre les grands pays industriels

La RFA et le Japon vont subir à Venise la pression conjointe des Etats-Unis et de la France

Le treizième sommet des sept principales démocraties industrielles commencera le lundi 8 juin, à Venise, en présence de Me Thatcher (Grande-Bretagne), MM. Reagan (Etats-Unis), Kohl (RFA), Mulroney (Canada), Nakasone (Japon), Fanfani (Italie) et Mitterrand (France). M. Chirac ne participera qu'à une partie des travaux mais M. Balladur restera pour toute la durée du sommet. Le président Reagan, arrivé le 3 juin à Venise, a

Dans l'entourage du chef de M. James Baker, secrétaire amé-l'Etat français, on prend bien soin ricain au Trésor, a prononcés de relever que « la France n'a pas l'habitude de s'immiscer dans les affaires des autres, car elle ne tolère pas qu'autrui s'occupe des

A propos des pressions qui pourraient être exercées sur les pays à excédents de balances de paiements, pour qu'ils stimulent ieur demande intérieure, on ajoute du côté français : « Il a'est du reste pas question non plus de faire porter la responsabilité du marasme économique mondial sur les pays qui ont réussi. -Ces propos font écho à ceux,

tout aussi conciliants, que

ricain au Trésor, a prononcés jeudi dans l'après-midi (le Monde du vendredi 5 juin): « C'est au gouvernement allemand de fixer la nature et le calendrier des mesures qu'il prendra pour remplir ses engagements en matière de croissance. Du côté américain, on précise encore que le sommet ne devrait pas être le lieu d'une confrontation.

Il n'empêche qu'en privé, on parle du «contentieux» avec l'Allemagne, et des frustrations que la politique économique et financière jugée restrictive de ce pays n'a pas manqué de provo-quer depuis un an à Washington.

réaffirmé que les Etats-Unis « ne renonceront pas à leur engagement pour la défense de l'Europe » et que le traité en cours de négociation avec Moscou sur les euromissiles « n'est pas la fin mais le début de l'effort de réduction des armements ».

Le principal souci des Etats-Unis, appuyés par la France, n'en reste pas moins de convaincre Bonn et Tokyo de prendre des mesures concrètes pour relancer leur croissance.

> Des deux côtés de l'Atlantique, on se félicite à haute voix du programme portant sur quelque 43 milliards de dollars (6 000 milliards de yens) que le gouvernement japonais a promis de faire voter par la Diète cet été, en supplément du budget annuel. Ce programme comprend, outre 2,8 milliards de dépenses gouvernementales (essentiellement construction et travaux publics), I milliard de réduction d'impôts, plus 2,2 milliards de dépenses incombant aux autorités locales.

> > PAUL FABRA.

(Lire la suite page 3.)

La fin de Normed



Encore cinq navires et on ferme! PAGE 13

Le conflit entre M. Chirac et M. Léotard

Pour le PR, la solidarité de la majorité n'est pas remise en cause. PAGE 6

Klaus Barbie de nouveau présent

L'appel du procureur général Truche à l'accusé.

Un portrait de Robert Maxwell

Qu'est-ce qui fait courir « Captain Bob », le magnat de la presse britannique qui investit en France? PAGE 10

Le sommaire complet se trouve page 16

Les difficultés économiques américaines

La bannière effrangée

par Pierre Drouin

Soubresauts du dollar, déficits énormes du budget et du com-merce extérieur (malgré l'embellie de mars dernier), les Etats-Unis vivent depais longtemps avec ces maux sans que cela affecte beaucoup leur rôle de leader mondial. Les maladies de cette économie font partie de son état, en tout cas depuis 1971, année où M. Nixon décrète l'inconvertibilité de la monnale américaine. 1971-1987 : seize années durant lesquelles les res-ponsables de Washington se sont efforcés de persuader le monde entier que ces vicissitudes n'étaient pas si graves, et que la plus grande puissance planétaire pouvait bien se permettre quelques écarts, sans que cela lui retombe sur le nez.

Nous voici pourtant arrivés à un tournant, celui du protectionnisme virulent. Là. l'infection ne change pas de degré mais de nature. Sans doute M. Reagan pourra-t-il dire qu'il a lutté de toutes ses forces contre le dragon logé au Congrès. Mais l'opinion mondiale se moque de ces subtilités, d'autant plus que l'administration américaine ne partage pas toujours - c'est le moins qu'on sse dire - les vues de l'hôte de la Maison Blanche, et que ce der-nier, au reste, n'a cessé de pratiquer un système d'« intervention-nisme libéral » (1).

Imrtile d'insister d'abord sur le fait que M. Reagan faisait - horresco referens - du keynésianisme sans le savoir en alimentant fortement la demande par son laxisme budgétaire. On mettait moins en avant, en revanche (sauf, en France, le CNPF), le fait qu'un protectionnisme larvé existait avant le coup de Trafalgar de la mi-avril, où M. Reagan a dû se résoudre à imposer une surtaxe de 100 % à l'importation de certains téléviseurs ou ordinateurs personnels et du petit outillage électrique japonais, point culmi-nant de la bataille sur les semiconducteurs. An moins aussi grave a été le vote par la Chambre des représentants, le 29 avril, d'un amendement qui prévoit des représailles automatiques contre les pays européens qui ne rédui-

raient pas leurs excédents commerciaux avec les Etats-Unis.

Cette stratégie va beaucoup plus loin que celle qui empruntait

— comme dans beaucoup de pays - des voies détournées pour réduire les importations ou aug-menter les exportations. Dans la première catégorie de mesures, on peut évidemment placer les normes d'hygiène, et plus généralement, la production agroalimentaire. Ainsi l'US Import Act de 1979 fixe un quota d'achais étrangers (de bœuf et de vezu essentiellement) qui interdit les importations au-delà de 7 % de la consommation américaine, avec un système de modulation selon la conjoncture. De même, les fromages importés ne peuvent dépasser 15 % de la consommation nationale.

(Lire la suite page 3.)

(1) Pour reprendre le titre de l'excel-lent ouvrage de Bertrand Bellon (éd. Economica, 1986), dont nous nous sommes inspiré pour la première partie de notre article.

VARSOVIE

sion que d'espoirs.



La troisième visite du pape

Jean-Paul II chez des Polonais sans espoir...

8 juin et y séjournera jusqu'au dimanche 14 juin. Cette visite, la souverain pontife Jean-Paul II à un pays où toutes l'objet d'une intense préparation chées ou de médiocre intérêt ? de la part des autorités et de Cela fait quelques années déjà l'Eglise polonaises. Elle suscite, semble-t-il, dans les milieux de Popposition, autant d'appréhen-

de notre envoyé spécial

Noyée de pluie, encombrée de harrières rébarbatives destinées à contenir la foule, Varsovie attend pour la troisième fois le pape. Tout le monde en parle, tout le monde s'y prépare, chacun à sa manière, les églises, les postes de police, l'opposition et essentiellement cette masse anonyme qui éprouve spontanément, naturellement, le plus grand respect, l'atta-

chées ou de médiocre intérêt ?

que le temps des grandes espé-rances est passé ici. Et le pape en est conscient, lui qui avait pris soin, dans l'avion qui l'amenait au Chili en mars dernier, de mettre les points sur les «i», d'expliquer « les Polonais n'avaient pas d'éléments d'espoir, que leur lutte par conséquent était beau-coup plus difficile » que celle des Chiliens, confrontés, eux, à une dictature e transitoire dans sa propre définition ».

Cela n'est pas une raison pour baisser les bras, et c'est précisément une « injection d'espérance - que Jean-Paul II entend donner à la Pologne, si l'on en croit ce qu'a dit à Rome l'un de ses proches amis, Jerzy Turowicz, directeur de l'hebdomadaire catholique indépendant de Craco-vie. Mais d'autres intellectuels de l'opposition sont franchement sur leurs gardes. Le dernier numéro de Tygodnik Mazowsze, principal journal clandestin, retentit de propos pessimistes quant au résul-tat prévisible de ce troisième séjour.

Les mots, les gestes du pape, pourront-ils avoir le même poids, la même charge d'émotion que lors de ses précédents voyages ? Le choc de sa première visite en 1979 n'est plus qu'un doux souvenir. N'a-t-on pas assez dit que Solidarité, né l'année suivante, était l'enfant du pape, de son union avec une société en voie d'émancipation? Quatre ans plus tard, en juin 1983, on avait beaucoup avancé - et beaucoup reculé. Ce fut une visite poignante, mélange de tristesse profonde et d'autant de bonheur, d'oubli d'une réalité trop terne Des foules immenses et d'une infinie patience, un pape qui parle de victoire à un peuple défait, la confirmation éclatante que ce pays voulait tout autre chose que ce que pouvait lui offrir le régime,

Le pape Jean-Paul II est chement le plus instinctif à la per- mais aussi que le régime désormais savait non sculement limiter les dégâts mais utiliser à son profit la venue du chef de l'Eglise.

Que peut donc apporter ce troisième voyage, alors que rien, fondamentalement, n'a changé, sinonque les prisonniers politiques out été libérés ? Que peut dire, que peut faire le pape qu'il n'ait déjà dit ou fait ? Dès 1979, il affirmait très haut qu'aucune paix réelle ne pouvait se concevoir en Europe « sans une Pologne indépendan et souveraine ». Et aussi qu'il fallait que le pouvoir accepte le dislogue. En 1983, il rappela le droit des gens à se grouper librement, y compris en syndicats indépendants. Au Vatican, on affirme que Jean-Paul II apportera des « idées nouvelles . dans les quelque trente homélies ou discours qu'il prononcera en sept jours. Peutêtre... Mais ce n'est sans doute pas ce qui importe le plus. L'important, pour le pape, comme pour ceux qui l'accueilleront, c'est sans doute d'exprimer une fidélité. Fidélité mutuelle et fidélité à certains idéaux chrétiens sans aucun doute mais auxonele n'adhèrent pas ici que des chrétiens.

Jean-Paul II. dit-on de fort bonne source, a hésité, s'est interrogé sur l'utilité de ce nouveau voyage, mais il a fait ce qu'il considérait comme « son devoir ». Les autorités de Varsovie au contraire ont, semble-t-il, estimé très tôt que cette troisième visite pouvait être une aubaine. Comment souligner plus clairement que le parti contrôle désormais sereinement la situation et que Jean-Paul II peut bien venir aussi souvent qu'il le souhaite, il trouvera toujours le général Jaruzelski pour l'accueillir dans un des palais nationaux? Il suffit que la visite se déroule normalement que les foules, quelle que soit leur importance, se comportent sagement, raisonnablement : la normalisation, cette fois, s'imposera comme une évidence, et Solidarité sera, définitivement, enterré ou au moins marginalisé jusqu'à l'insignifiance.

JAN KRAUZE. (Lire la suite page 12.)

Dates

RENDEZ-VOUS

Lundi 8 juin. — Venise : sommet des pays industrialisés (jusqu'an 10 juin). - Pologne : troisième voyage du pape en Pologne (jusqu'an 14 juin).

- Bruxelles : conseil des ministres des transports de

- Genève : reprise de la conférence sur le désarme-

Mercredi 10 juin. Madrid : élections régionales dans treize des dixsept régions; élection des représentants au Parlement

Jendi 11 jula. — Grande-Bretagne : élections législatives anticipées.

- Reykjavik : réunion des ministres des affaires étrangères du Conseil atlantique.

Vendredi 12 juin. — Berlin-Ouest: M. Reagan participe aux festivités du 750- anniversaire de la ville.

Dimanche 14 juin. — Italie . élections législatives.

Le Monde 7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tilex MONDPAR 650572 F ear : (1) 45-23-06-81 Tél.: (1) 42-47-97-27

Edité per la S.A.R.L. le Monde

Anciena directores : Einbert Beure-Méry (1944-1969)

> Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944,

nux annociés de la pocifié : Principaux associés de la sociaté :
Société civile
Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérane,
et Hubert Beuvo-Méry, Jondaieu

Rédacteur en chef : Daniel Vernet. Coréducteur en chef : Claude Sales.



Tel : (1) 45-55-91-82 on 45-55-91-71 Telex MONDPUB 206 136 F



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN : 0395 - 2037

Le Monde

TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Taper LEMONDE

ABONNEMENTS Tél.: (1) 42-47-98-72 Gancis 9 mais 12 mais

354F 672F 954F 1 200F TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 1337F 1952F 2530F

ETRANGER (per messageries)

BELGORE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS
99 F 762 F 1 689 F 1 300 F
IL - SUISSE, TURNSSE Por vole nériense : tenti sur demande.
Changements d'adresse définitifs on provisoires : nos abonnés sont levinés à loyande leur demande doux annaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'esroi à toute convespondance.
Veuillez avoir l'obligemes d'écrire tous les noms propres de capitales d'imprimerie.

Le Monde USPS 785-910 is published delly, except Sundays for \$ 460 per year by Le Monde c/e Specificper, 45-45 35 th Street, C.L. N.Y. 11104. Second ches pestage paid at New-York, N.Y. postnester: send address changes to Le Monde c/e Specificper (LSA, P.N.C., 45-45 30 th Street, L.I.C., N.Y. 11104.

Le lancement du plan Marshall

Il y a quarante ans

EORGE CATLETT MARSHALL était un homme hors du commun. De haute taille, le teint frais, le regard blen. Réservé mais ouvert, intimidant mais bienveillant, sévère mais non sans pointes d'humour. « L'autorité, écrit Jean Monnet, hii était aussi naturelle que la modestie et l'humanité.» Grand soldat venu à soixante-sept ans secrétaire d'Etat, il clôt son premier entretien avec ses nouvesux collaborateurs en les invitant à ne jamais craindre de lui parler franchement :

« Je ne suis pas émotif, leur dit-il, le peu d'émotivité que j'ai, je la réserve pour Mª Marshall. »

Il y a quarante ans, le général Marshall, offrant aux Etats européens l'aide des Etats-Unis, les appelait à s'entraider pour sortir du trouble et de la misère nés de la guerre. Quel était son dessein ? Qu'a-t-il réalisé ? Quelles eçons tirer de son entreprise ?

Jusqu'au début de 1947, on pense à Washington qu'il sera possible d'aider l'Europe par les moyens traditionnels, crédits commerciaux, prêts à plus ou moins long terme, et peu à peu rétablissement des circuits d'échange traditionnels. L'expérience faite en 1946 avec la Grande-Bretagne est un échec : malgré un prêt de 3,75 milliards de dollars le retour à la convertibilité de la livre. dollars, le retour à la convertibilité de la livre sterling doit être abandonné après quelques mois. Au début de 1947, les Anglais se déciarent hors d'état de continuer à soutenir financièrement la Grèce, où l'extrême gauche est menaçante, et la Turquie, menacée, elle, par l'URSS. A Washington de prendre le relais!

Le 12 mars 1947, Truman demande an Congrès les crédits nécessaires. Pour convainere le Congrès, Achesoa, alors sous-secrétaire d'Etat, prend sa plus belle plame. Il dépeint sous les traits les plus soirs la menace soviétique. A le lire, deux modes de vic s'opposent : « L'un est fondé sur la volonsé de la majorité par le jeu d'institutions libres », l'autre « impose par la force la volonté d'une minorité à la majorité (...). La politique des Etats-Unis doit être une p que de soutien aux peuples libres qui résis-tent aux entreprises de domination fomen-tées par des minorités armées ou par des sions extérieures. » C'est ce qu'on appelle la «doctrine Truman». Certains rvent le programme un peu vaste. Les crédits en tout cas sont votés.

Marshall a quitté Washington le 2 mars. Il du conseil des ministres des affaires étrangères. Il n'a pas participé à l'élaboration de la doctrine Traman. Mais il participe aux débats du conseil qui portent sur l'Allema-gne, son régime futur, le traité de paix, les réparations, les frontières... Auncun terrain réparanons, es mountes d'entente n'apparaît, pas même sur le projet américain d'un accord entre Alliés pour maintenir l'Allemanne démilitarisée pendant maintenir l'Allemagne démilitarisée pendant quarante ans! L'impression des participants est que l'URSS cherche à se donner les est que l'UNSS cherche à se conner les moyens de contrôler l'Allemagne du dedans lourd tribut de réparations, partis politiques et « mouvements de masse » groupés dans un front commun, gouvernement provisoire à Berlin doté de pouvoirs efficaces.

Staline pêche en eaux troubles

Le 18 avril 1947, Marshall est reçu par Staline. La conversation révèle chez Joseph Vissarionovitch le désir de laisser traîner les Vissarionovitch le désir de laisser traîner les chotes. « Dessinant au crayon rouge ses inévitables têtes de loup, il demanda pourquoi l'absence d'accord faisait problème. — Nous avons tout le temps, dil-il, de nous mettre d'accord la prochaîne fois, ou bien la suivante... » (1) Marshall retire de cetts conversation l'idée que Staline veut pêcher ean trouble, maintenir l'Allemagne et l'Enrone dans la starnation nour en tirer menl'Europe dans la stagnation pour en tirer profit le moment venu. A son retour aux Etaus-Unis, s'adressant par radio le 28 avril au peuple américain, il résume en quelques mots l'état de l'Europe tel qu'il le voit : «Le patient agonise tandis que les médecins dis-cutent. » Plus tard, il dira à ses proches : Nous ne pouvons, dans une telle situation, rester les bras croisés. » Le 29 avril, il convoque George Kennan, le chef du Policy Planning Staff, organisme tout récemment créé, et lui demande de préparer un rapport sur les moyens d'assurer le relèvement de l'Europe. « Evitez les banalités », tel est le conseil dont Kennan se souvient.

Le 23 mai, Marshall reçoit le rapport demandé. Celui-ci se distingue nettement de la doctrine Troman. Le soutien à donner aux Européens n'est pas seulement « une réaction défensive contre le communisme », il a sa valeur propre et devrait être mis en œuvre même s'il n'y avait pas de menace venant de l'Est. Ce soutien, d'autre part, ne s'applique pas automatiquement dans toute région du monde où peut apparaître un trouble ou une menace. Limitation et concentration!

Le pivot du rapport est l'idée d'un proramme proposé par les Etats européens eux-ièmes s'engageant dans une coopération à

Lorsque Marshall réunit ses collabora-teurs, le principal débat porte sur le point de savoir si l'URSS et ses voisins européens doisavoir si l'UNSS et ses voisins européens doi-vent être invités eux aussi. Il existe certes une possibilité que l'URSS n'accepte de partici-per que pour mettre des bâtons dans les roues. Mais l'échec de l'entreprise serait plus probable encore si les Etats-Unis apparais-saient comme responsables de la division du continent. Sur la participation de l'Allema-gne, il n'y a pas grand débat : elle est indis-

ques sont intéressés. C'est par Radio-Moscou que les Poloosis apprennent qu'ils ont refusé l'invitation. Quant aux Tchèques, qui avaient accepté, ils sont convoqués au Kremlin et contraints de se dédire. L'offre de Marshall a agi comme un révélateur. Au-delà d'une ligne traversant l'Europe du nord au sud, elle reste sans effet. En deçà elle en produit au

contraire de très importants. C'est le cas notamment pour la France. Jusqu'à 1947 la politique extérieure fran-çaise avait suivi une ligne quelque peu sinueuse entre la passé, l'alliance de revers contre le Reich, et l'avenir encore indistinct, la solidarité occidentale, entre une politique sévère à l'égard du vaincu et une politique

Cette dramatisation poussée à l'extrême mérite réflexion. Pourquoi tant de fureur contre un projet dont on ne sait pas encore comment il sera appliqué? C'est, semble-t-il, parce qu'il risque de ruiner un dessein à long terme qui n'apparaît pas dans les discours mais qu'on décèle dans les faits. Plusieurs indices permettant de dire qu'en 1945 des dirigeants soviétiques penastent que leur influence s'étendrait à tout le continent européen. A Yalta. Roosevelt avait dit qu'il aurait péen. A Yalta, Roosevelt avait dit qu'il aurait du mal à maintenir ses forces en Allemagne plus de deux ans après la victoire. Churchill s'en était éanu. Staline n'avait dit mot. Au conseil des ministres des affaires étrangères à Moscon en mars 1947, Molotov insiste pour

and the same of th



trois zones occidentales. Tout bien pesé, le président ayant donné son accord, Marshall, invité par l'université Havard à parler devant les étudiants, prononce le 5 juin un discours en trois points.

D'abord, un constat : à la suite de la guerre, l'appareil de production de l'Europe geare, l'apparent le production de l'attope est disloqué. « La structure commerciale s'est effondrée. » En conséquence et pour une longue période, les gouvernements emploient ce qu'ils ont de devises à acheter à l'étranger les produits indispensables. Ils épuisent ainsi leurs réserves. « Le système oderne qui repose sur la division du travail et l'échange des produits est en train de s'effondrer.

Ensuite, une offre: « Les Etats-Unit doivent faire tout ce qu'ils peuvent pour aider à rétablir la santé économique du monde sans laquelle la stabilité politique et une paix durable sont impossibles. »

Pour conclure, un conseil : « L'initiative actuelles peuvent être surmontées. Elles le

L'Europe divisée

A Londres et à Paris, l'accueil est dès le premier jour très positif. « Le général Mar-shall, écrit Hervé Alphand dans son journal à la date du 9 juin 1947, a prononcé avant-hier à Harvard un discours qui marquera dans l'histoire (...). Cette décision correspond entièrement aux væux que nous avions émis il y a quelques jours (2) ».

Ernest Bevin et Georges Bidault se réunissent à Paris le 17 juin et proposent à Molotov une rencontre aussitôt que possible. La réu-nion à trois se tient à la fin juin : Molotov ne s'oppose pas au principe de l'aide améri-caine; en revanche, il refuse toute coopération organisée entre les Etats européens, elle scrait, selon lui, contraire à l'indépendance nationale. C'est l'impasse.

Anglais et Français invitent néanmoins les Etats européens à se joindre à eux pour envisager la suite à donner à l'offre américaine.

plan Marshall, c'est la deuxième option qui va s'imposer. Elle permettra d'éviter la répé-tition des erreurs commises entre 1919 et 1939. L'imitiative du général Marshall a, dans ce domania, été décisive. Non sans débats achamés et crises violentes, la France a pu se débarrasser du poids de ses revendi-cations sur la Ruhr et sur la Sarre, de celui de sa politique ultra fédéraliste pour l'Allemagne. Non sans mal mais aussi non sans fruit. Sans la réconciliation francoallemande, Adenauer et de Gaulle se

Marshall a donc réussi. Mais à moitié! Au 30 décembre 1951, l'Europe occidentale a reçu au titre de l'aide américaine et sous la forme de dons 12,4 milliards de dollars (3), elle est sortie des troubles de l'après-guerre. L'Allemagne occidentale a cessé d'être un no man's land, elle participe efficacement à l'effort commun. Mieux encore, dans le domaine politique les « rivalités nationales » ont pâli, les « hostilités héréditaires » ont disparu face au péril nouveau, celui des idéolo-gies totalitaires. Celle de Hitler est discrédie, l'autre, celle de l'Est, subsiste et masqu l'horizon. Lui résister sans dériver vers la guerre devient le but instinctif des dirigeants et de l'opinion en Europe. Car l'initiative du général Marshall, si elle a pacifié l'Europe occidentale, a accru la tension entre l'Est et Pouest. C'était pent-être inévitable. Mais dans ce cas, on doit se demander pourquoi.

On sait que, dès juillet 1947, Staline a. considéré le plan Marshall comme dirigé « contre nous », contre l'Europe de l'Est. En conséquence et pour éviter la débandade, il a créé en septembre 1947 le Kominform, organisme de coordination des partis communistes an pouvoir, plus les PC italien et fran-çais. A cette réunion du Kominform, Jdanov a présenté le plan Marshall comme « une menace d'intervention dans les affaires intérieures des pays européens, portant atteinte à leur souveraineté et conduisant à la division de l'Europe », la politique améri comme tendant à « rétablir l'impérialisme allemand en tant que force capable de s'opposer à la démocratie et aux socialismes en Europe - et la question allemande comme l'obstacle sur lequel se briserait l'entente entre les Etats-Unis, l'Angleterre et la

s'étaient développés, l'Allemagne et, avec elle, l'Europe, ne risquaient-elles pas d'être entraînées dans le sillage de l'URSS ?

La question allemande

Ce qui est certain, c'est que les historiens soviétiques présentent l'Europe à l'issue de la guerre comme animée per un paissant mou-vement « révolutionnaire » anquel s'opposent les Anglais et les Américains. Selon Anatole Gromiko et Boris Ponomerev, les alliés occidentaux au moment du débarquement avaient comme objectif « d'occuper le plus grande partie de l'Europe. Ils ne voulaient pas que l'Europe soit libérée par les forces de l'armée rouge ou par celles des peuples conquis par Hitler » (4).

De ces faits et de ces dires il ne résulte pas que l'URSS entendait établir partout des régimes communistes. Simplement, son objectif à long terme était d'exercer sur l'ensemble du continent l'influence prépondérante. D'où l'importance de la question alle-mande. D'où l'opposition au plan Marahall. D'où les crises comme celle de Berlin en 1948 lorsque, pour s'opposer au projet de regroupement des trois zones occidentales élaboré à Londres par les Etats-Unis, la Grande-Brefagne et la France, l'URSS organise le blocus de Berlin qui ne prendra fin

qu'au bout d'un an. Ainsi le plan Marshall n'a pas divisé l'Europe, il a révélé non seulement l'existence mais la portée de cette division. Il a permis d'éviter jusqu'aujourd'hui que la division ne soit comme le premier moment d'une dialec-tique aboutissant à quelque chose de pire. Mais l'objectif à long terme, l'évolution du régime soviétique vers la tolérance et la coopération, n'a pas été atteint. Nous ne sommes même pas à mi-chemin. Ne l'oublions pas !

JEAN LALOY

(1) Ch. E. Bohlen, Witness to History, New York, 1973, page 263. (2) H. Alphand, l'Etomement d'être, Journal 1939-1973, Paris Fayard, 1971, page 198. (3) R. Marjolin, ep. cit., page 130.
(4) A.A. Gromyko et B. N. Ponomarev, Histoire de la politique extérieure de l'URSS (1917-1976), (cn russe), Moscon, 1976, T. I., page 471.

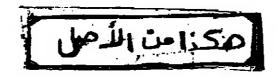
"GRAND JURY" RTL-Le Monde

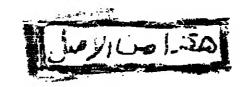
dimanche 18 h 15

animé par Philippe CALONI

avec André PASSERON et Daniel CARTON (Le Monde) Paul-Jacques TRUFFAUT et Catherine MANGIN (RTL)

en direct sur





Etranger

Le sommet de Venise

La concurrence commerciale entre les grands pays industrialisés

(Suite de la première page.)

Section of the sectio

Miles of the Alexander

in account to the second

* to a 1 - 12 mg

Lifety for the research

What is a facility of the

The factor of the second

April 1984 September

1. 1.41 Nov. 1. 19 1942

ವರ್ಷ-೧೯೮೮ ಕನ್ನಡಿ

general section of

. . . .

2.30

19 A

44

10 July 1997 1997 1997

74.5

The Control of the F

Ce sera donc à ces dernières de déterminer comment elles financeront ces dépenses supplémentaires, dont elles devront elles-mêmes déterminer la nature. Quant aux dépenses gouvernementales, elles seront financées à concurrence de la moitié par la vente des actions de Nippon Telephone and Telegraph Nippon l'eseptione and l'esegraph (NTT), la plus grande privatisation du monde. L'autre moitié étant converte par des émissions de bons de la construction, dont l'encours s'ajoutera à l'énorme dette publique japonaise.

Tant du côté français qu'américain, on ne dissimule pas qu'ameri-cain, on ne dissimule pas que la mise en vigueur du programme japonais sera « suivie de près » dans les capi-tales intéressées. En attendant, on oppose à la hardiesse japonaise la pusillanimité germanique.

Tout se passe comme si les Français et les Américains s'étaient donné le mot pour aborder Venise dans un esprit de grande compréhensiou. Mais simultanément, on se montre plus désireux que jamais d'obtenir du Japon qu'il tienne toutes ses promesses, et de l'Allemagne qu'elle consente enfin à une politique de relevant female et de l'allemagne qu'elle consente enfin à une politique de relevant female et de l'ellemagne de relevant female et de l'allemagne de relevant female et de l'allemagne de relevant female et de l'ellemagne de l'allemagne de l'ellemagne female et de l'ellemagne de le l'ellemagne de l'el tique de relance franche et claire. On est parfois d'autant plus modéré avant de s'asseoir à la table de conférence qu'on est bien décidé à taper du poing. Reste que le «climat» d'un sommet est à peu près la seule chose qu'on na puisse déterminer à l'augnes.

La querelle des indicateurs

On a beau dire, du côté américain notamment, que ce n'est pas l'aug-mentation des déficits budgétaires que l'on recommande, on voit mal mment on pourrait éviter ce résultat si on suit jusqu'au bout les sug-gestions de Washington (et de Paris). Comment, par exemple, les Allemands pourraient-ils avancer de un ou deux ans l'abaissement prévu des impôts sans creuser du même coup un déficit budgétaire qui est déjà en train d'augmenter de façon

Il reste que, du oôté français, on vent reconnaître que les politiques actuellement saivies par les trois principaux protagonistes vont dans le bon sens. Les Etats-Unie réduisent leur déficit budgétaire. Les Ailemands et les Japonais ont commencé à mettre en œnvre les engagements pris le 22 février 1987 à Paris (accords dits du Louvre). Cepen-dant, Paris, qui se félicits de la baisse des taux d'intérêts intervenus en Allemagne, voudrait que les taux à long terme « jugés encore trop élevés », continuent à diminuer.

La politique dite macroéconomique ne sera pas le seul objet de discussion feutrée on ouverte ; un autre sujet de friction existe au sujet de ce qu'on pourrait appeler la procédure de conciliation des politiques économiques.

Le précédent sommet qui s'était tenu à Tokyo avait porté notamment sur ce thème, qui a fait l'objet de travaux d'experts an sein du Fonds

Les Français et les Américains, encore une fois d'accord, sont dési-

reux de voir officialiser la méthode dre les suggestions faites par qui consiste à sélectionner un certain nombre de critères (dénommés indicateurs), pour permettre aux Sept d'exercer mutuellement un droit de regard (surveillance, selon le terme anglais) sur leurs politiques écono-miques et financières respectives. La grande affaire est de savoir si. parmi ces indicateurs, sera inclus le taux de changes. Le chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson, est opposé à cette formule. Elle ne sou-lève aucun enthousiasme en Allemagne où l'on craint que l'inclusion d'un objectif de taux de changes n'implique l'engagement d'interve-nir sur le marché des changes, en

cas de baisse du dollar. On se souvient en Allemagne, avec effroi, des interventions mas-sives qui eurent lieu, notamment après le sommet de Bonn de l'année 1978. La Bundesbank dut, à cette occasion, absorber des milliards de dollars, dont l'acquisition forcée fut une cause majeure de l'inflation sub-

Du côté français et américain an contraire, l'inclusion de l'indicateur de taux des changes est particulièrement souhaitée, parce qu'elle pour-rait constituer un premier pas vers la formation de cette zone de référence désirée à Washington, et encore plus à Paris. Les fluctuations de changes seraient enfermées à l'intérieur d'une large fourchette, dite zone cible ou zône de référence, elle-même révisable. Telle est la concepmeme revinante. Leile est la concep-tion qu'on se fait aujourd'hui d'un retour prudent à une stabilité rela-tive des changes. Le moyen pour y parvenir serait quasi claudestin, puisque les limites supérieure et inférieure de la zone en question ne seraient en principe pas rendues publiques, sous prétexte de laisser planer un doute parmi les opérates du marché. Une certaine prévisibi lité des changes n'aurait, au contraire, d'intérêt que si elle constimait une indication véritable, non pas sculement pour les cambistes, mais aussi pour les agents économi-ques qui produisent et investissent.

En es qui concerne le dollar, Venise devrait être l'occasion de réaffirmer les engagements pris le 22 février à Paris (en verts de l'accord dit du Louvre). Le dollar avaient dit alors les Six (l'Italie, pour des raisons de protocole et de susceptibilité, s'était abstesse), a suffisamment baissé. Le taux auquel il est pervenu correspond aux don-nées fondamentales du marché.

Qu'en pensent les Japonais qui ont va, depuis l'accord du Louvre, le dollar baisser encore subtantielle-ment (ramené de 150 yens à 140 yens environ)?

Recommandations

Le délégation française insisters pour que les chefs d'Etat et de gou-vernement prennent position sur la nécessité d'alléger le fardeau de la dette des pays les plus pauvres. Sur ce thème, plus encore que sur d'autres, il est entendu que la M. Edouard Balladur à Washington en avril dernier.

Le ministre d'Etat avait alors proposé que les délais de remboursement soient allongés - jusqu'à une vingtaine d'aunées s'il le faut – pour les pays les plus pauvres, qui rééche-lonnent au sein du Club de Paris leur dette dite «publique» (celle qui correspond à des crédits garantis par l'Etat dont l'organisme créancier est ressortissant).

Le ministre français de l'économie et des finances avait encore pro-posé des mécanismes à travers lesquels les pays industrialisés augmenteraient leur aide directe ou indirecte aux mêmes pays africains les plus pauvres. Dans l'esprit de la France, il s'agirait de contributions supplémentaires des pays riches au Fonds monétaire et à la Banque

Du côté français, on se plaît à nouveau à souligner que les sommets sont des réunions informelles entre chefs d'Etat et de gouvernement. Ce n'est pas là que des décisions peu-vent se prendre. Mais on insiste moins, cette année en tout cas, sur l'objet purement économique et financier des entretiens. Les problèmes de défense, comme on le sait, seront sans donte largement

Plus d'un millier d'Américains se déplacement à Venise si on compte, outre les membres de la délégation, les journalistes de la presse écrite et de la télévision.

Les chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Venise seront sans dote leur possible pour cacher qu'il n'ont pas de formule cohérente pour «coordonner» leurs politique respectives. On veut stimuler la demande intérieure aux Etats-Unis grâce à une diminution des dépenses publiques (et donc des emprunts pour les financer). On presse la République fédérale et le Japon à relancer leurs économies respectives par une augmentation des dépenses budgétaires (et donc des emprunts). Aucune opération médiatique ne parviendra à venir à bout de la

PAUL FABRA.

La bannière effrangée

(Suite de la première page.)

Pour les achats de l'administration, s'applique toujours le Buy American Act de 1933, qui oblige à acheter des produits américains de préférence aux concurrents, jusqu'à ce qu'apparaisse une différence de prix supérieure à 50 % pour les achats du ministère de la défense. 12% pour les marchandises produites par le « small business » et 6 % pour les autres produits.

Après les négociations du GATT, les États-Unis ont toutefois accepté de renoncer à la préférence d'achat américain pour un montant annuel de 13 milliards de dollars environ (soit 10 % des achats fédéraux de biens d'équipement), concentrés sur quelques marchés de grande dimen-

La part globale du marché américain couvert par les barrières non tarifaires était de 20 % en 1980, et elle conserve aujourd'hui, malgré les positions très libérales de M. Reagan, un niveau comparable.

Quant an soutien des exportations, il prend le plus souvent la forme de déductions fiscales ou de crédits directs. Sans doute le système du DISC (Domestic International Sales Corporation) a été sup-primé officiellement en 1982, tellement il était en contradiction avec les règles du GATT, mais il a été remplacé, en 1985, par les structures ayant la même fonction (Foreign Sales Companies), si bien que, en 1985, les déductions fiscales liées aux exportations représentaient encore 1,5 milliard de dollars (comme en 1981).

Pour le soutien du financemen des exportations, c'est l'EXIM-BANK, créée en 1945 et conservée par M. Reagan, qui est le principal instrument d'intervention. En 1985, la banque a dépensé près de 4 mil-liards de dollars en crédits directs et s'est portée garante pour plus de 10 milliards.

Quant aux sides fédérales à l'industrie, elles sont très diverses, les plus importantes soutenant la recherche et l'innovation technologi-que plus spécialement dans les petites et moyeumes entreprises.

Le grande réforme fiscale de 1986, qui a supprimé bien des privi-lèges, a corrigé notamment les effets

pervers de dispositions prises par le gouvernement Reagan en 1981 (abattements sur les impôts payés par les entreprises et crédits d'inves-tissement). C'est ainsi qu'une foule de bureaux plus ou moins inutiles et d'usines tournant au quart de leur capacité étaient nés, du fait des libéralités - plus que du pluralisme de M. Reagan. Il était temps de remettre un peu d'ordre dans cette

Les «lobbies» agricoles ont retoursé leur veste

Plus difficile est le cas de l'agriculture, en crise profonde aux Etats-Unis. Cette situation n'a pas empêché le déclenchement de mesures inspirées des doctrines libérales votées par le Congrès fin 1985 (Food Security Act), après une bataille d'amendements de onze mois qui a réduit régulièrement la vigueur du projet initial. Cela dit, le prix de sortie des produits agricoles a tout de même diminué, et les prix d'objectifs - qui ne bougent pas en 1986-1987 - baisseront ensuite par étages jusqu'à 90 % du prix actuel en 1990. Allant cette fois dans un sens tout à fait contraire aux principes libéraux, ce même texte prévoit la réduction des superficies emblavées et de substantielles aides à l'exportation. Des produits agricoles jusqu'à un montant de 2 milliards de dollars sont prélevés sur les stocks fédéraux et remis en prime aux exportateurs pour favoriser leurs ventes (2).

La situation est telle que les lobbies agricoles traditionnellement libre-échangistes sont maintenant devenus protectionnistes.

Comme beaucoup de prétendants arrivés au pouvoir, M. Reagan a dû rogner sur des promesses inspirées du par courant libéral, quand il ne du par courant noeral, quant il ne leur a pas complètement tourné le dos. Ce n'est pas le plus grave. Cela fait partie du paysage classique qui vire du soleil idéologique à la grisaille pragmatique. Non, le plus inquiétant, pour les Etats-Unis — et le grassion est partienlièrement la question est particulièrement opportune à la veille du sommet de Venise, - est de savoir s'ils pourront conserver leur rôle à la tête de l'éco-

On se rend compte, par exemple (3), que les Américains cherchent moins des solutions internationales aux problèmes économiques posés. De nombreux hommes d'affaires estiment aujourd'hui en effet, que ce n'est pas l'insuffisante croissance de la productivité américaine qui est la cause de leurs maux, mais l'existence des « règles du jeu équitables » qui président au com-merce international. Dans ces conditions, le libre-échange devient un luxe. Même M. Reagan, qui n'entend pas les choses de cette oreille, n'a rien fait pratiquement pour prouver le contraire.

Ainsi les Etats-Unis ont conclu un accord de libre-échange avec Israël, discutent aprement avec le Japon, se méfient du FMI et de la Banque mondiale pour l'octroi de l'aide au tiers-monde, renoncent à faire appel à des agences internationales pour soutenir économiquement l'Amérique centrale, et préfèrent avoir recours à des programmes bilaté-

Sans doute, l'Amérique a accepté l'idée d'une conférence multilatérale sur le commerce. Pour certains experts, tel Alan J. Stoga, dont nous citions l'article, il s'agirait là d'une tactique à court terme visant à empêcher le Congrès d'adopter des lois trop protectionnistes. Et l'on vient de voir que cette entreprise a plus ou moins échoué.

Alors? Faut-Il encourager la tendance à l'établissement de relations bilatérales entre les Etats-Unis et leurs partenaires commerciaux? Par crainte du chaos, certains pensent que ce serait encore la moins mauvaise solution. Se rendent-ils compte à quelle régression cette philosophie désenchantée aboutirait? Parce que le pays dominant n'arrive plus à être à la hauteur des responsabilités de la puissance, le monde va-t-il se fragmenter à nouveau, se livrer aux forces d'une spéculation effrence, et d'une jungle commerciale?

PIERRE DROUBL

(2) Lire le chapitre « L'impase agri-cole américaine » dans RAMSES 86-87. Editions IFRI Economica.

(3) Lira l'article d'Alan J. Stoga dans le numéro 64 (automne 1986) de la revue Foreign Policy.

Interrogé avant sa nomination à la tête du FED

M. Greenspan juge vraisemblable une poursuite de la baisse du dollar

animera le successeur de M. Paul Voicker à la tête du FED (la Bantion ne soit connue, le nouveau président avait fait des déclarations au magazine économique Business Week qui donnent quelques indica-

Reconnaiseant qu'« il n'y a aucun Franco parlera « d'une seule voix ». gétaires et commerciaux sans quel-M. Mitterrand pourrait ainsi reprenque désagrément », M. Greenspan ment ».

Quelles conceptions économiques estime cependant qu'« il ne faut pas augmenter les impôts » aux Etats-Unis. A propos de la politique monéque centrale américaine), M. Alan taire menée jusqu'à présent, le suc-Greenspan? Avant que sa nomina-cesseur de M. Volcker juge : cesseur de M. Volcker juge : « Lorsque nous regarderors en arrière, nous découvrirons probablement que nous avons permis une expansion monétaire plus imporsante que nécessaire. - Sur la devise américaine, enfin, M. Greenspan moyen de résorber les déficits bud-gétaires et commerciaux sans quel-dollar se poursuivra vraisemblable-

Taxes sur les huiles végétales

Durcissement dans le conflit entre la CEE et les Etats-Unis

BRUXELLES

(Communautés européennes) de notre correspondant

munanté européenne de représailles immédiates dans le cas où les Douze approuveraient la proposition de la Commission européenne d'instaurer nne taxe sur les huiles végétales. produites ou importées dans la CEE. C'est ce qui ressort le plus claire-ment du monde de « la pluie de lettres - que les gouvernements mem-bres reçoivent de Washington. Ces res de rétorsion pourraient porter, dit-on, sur un volume d'importa-tion de 1,8 milliard de dollars (11 milliards de francs).

L'objectif de la taxe est budgétaire et non pas commercial. Il s'agit de dégager des fonds pour contri-buer au financement du soutien du marché des oléagineux dans la CEE (huile d'olive, colza, tournesol, soja). Le coût de ce financement déjà considérable (4 milliards d'ECU, soit 28 milliards de francs) va s'accroître de manière très sensi-ble, de l'ordre de 1,2 milliard d'ECU, soit 7,14 milliards de francs, en 1990, lorsqu'il faudra soutenir les producteurs espagnols d'huile d'olive. Ces derniers sont actuelle-ment à l'abri d'une réglementation nationale qui interdit pratiquement l'entrée des autres huiles végétales, mais qui devra disparaître à l'issue d'une phase de transition de cinq

La proposition de la Commission constitue un des principaux élé-ments du « paquet prix » dont déli-bèrent, jusqu'à présent sans succès, les ministres de l'agriculture des Douze, et qu'ils vont reprendre en principe pour un ultime marathon le

Trois pays membres, la Grande-Bretagne, la RFA et les Pays-Bas se sont prononcés contre la taxe. Les Espagnols, les Portugais et les Danois ont une position hésitante, mais pourraient se rallier à la propo-sition de la Commission si c'était nécessaire, pour conclure. Les autres Etats membres appuient la Commission. M. François Guil-laume, quant à lui, a dit et répété qu'il n'y aurait pas d'accord sans la taxe.

Le principal, voire l'unique souci des Allemands, des Britanniques, des Néerlandais, est de ne pas heurter les Américains, afin de ne pas s'exposer à des mesures de rétorsion commerciales. De son côté, la Com-

mission s'emploie à démontrer que la taxe ne représente d'aucune manière un danger pour les fournis-seurs extérieurs de la CEE.

Elle n'est pas discriminatoire, que aussi bien aux huiles produites dans la Communauté, qu'aux huiles importées. Elle ne modifie pas la hiérarchie des prix entre les diffé-rentes builes. Si bien qu'elle ne devrait pas provoquer des modifications des courants des changes.

La politique de la canonnière

La Commission propose aux Douze d'adopter en même temps que la taxe une série de mesures ayant pour but de stopper le déve-loppement de la production commu-nautaire de colza, de tournesol, d'huile d'olive et de soja. C'est là, insiste-t-elle, la garantie que son intention n'est pas de substituer les producteurs européens aux fournis-seurs américains, africains ou asiati-

M. Yeutter, le représentant spé-cial du président pour les affaires commerciales, ne l'entend pas de cette oreille. Il réplique qu'il considérerait l'adoption de la taxe comme une attaque frontale contre les inté-rêts vitaux des Etats-Unis. Pas moins. Les soixante-six pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) signataires de la Convention de Lomé, ainsi que des pays producteurs d'Asie du Sud-Est et d'Amérique latine, ont emboîté le pas aux Américains.

La Commission de Bruxelles reste tout à fait convaincue que sa proposition est parfaitement conforme au GATT, l'accord qui réglemente le commerce international. Alors que sans mul doute, les représailles américaines, si elles étaient mises en œuvre, y seraient contraires.

On observe, et le président Delors lui-même, que les Etats-Unis interfè-rent une fois de plus, de manière brutale, dans la gestion de la politique agricole commune. C'est, dit-on, la transposition aux affaires commerciales de la politique de la canonnière.

Comment, ajout-t-on, ne pas constater le hiatus entre ces coups de force sur le terrain et le discours presque rassurant qu'on a entendu à l'OCDE, et qu'on va tenir à nouveau à Venise sur l'assainissement concerté des politiques agricoles ?

PHILIPPE LEMAITRE.

A TRAVERS LE MONDE

Birmanie

Offensive gouvernementale contre les Kachins insurgés

Des accrochages entre les troupes régulières birmanes et le principal mouvement ethnique insurgé, l'Armée d'indépendance kachin, ont fait trente-cinq morts parmi les maguisarda le vendredi 5 juin, à leu quartier général sur la frontière chinoise. Selon l'agence de presse officielle birmane NAB, les troupes gouvernementales se seraient empa-rées de plusieurs camps retranchés à Pajau, bastion insurgé situé en pleine jungle, à 160 kilomètres au sud-est de Myitkyina, capitale de l'Etat kachin et l'une des rares villes du

Les séparatistes kachins - environ huit mille hommes en armes -contrôlent un territoire de quelque 40 000 kilomètres carrés de montagnes recouvertes d'une épaisse forêt tropicale. Ils sont alliés au Parti communiste birman interdit, fort de quelque dix mille hommes. De souche tibéto-mongole, les Kachins sont dirigés par des chrétiens baptistes. ute de leur quartier général serait, si elle se confirme, un revers sérieux. L'armée a indiqué avoir, au cours de l'opération, saisi des stocks a annoncé, vendredi, la formation en 1966 du droit d'exercer son

de jade et d'opium, soule monnaie d'échange des populations de l'extrême nord birman.

Philippines

Cinq policiers tués en deux jours

Cinq membres des forces de l'ordre ont été assassinés, jeuci 4 et vendredi 5 mel, à Manille et dans ses environs, dans trois attentats commis par des jeunes gens armés que les autorités pensent être des maquisards communistes. Cas maquisards, surnommés *e moi-*nesux » en raison de leur rapidité d'action, ont notamment abattu jeudi un colonel de police et son adjoint dans un faubourg au nord de Manille, et tué, dans une embuscade, un capitaine du même corps affecté à un commissariat de quartier où son présseur avait été assessiné dans des circonstances identiques en

La cuérilla communiste ne revertdique pas ces attentats qui, seion les autorités, ont fait dix-neuf morts dans les rangs de la police de la capitale depuis le début de l'année, Selon l'armée, environ sept cents « moi-negux » seraient présents à Manille.

D'autre part, la présidente Aquino

combattre les maquisards communistes dans les campagnes aux côtés des forces régulières, et destinée à placer le corps de défense civil (CHDF), connu pour ses exactions, qu'elle avait décidé de démanteler. Cette nouvelle force, a-t-elle dit, sera composée « des citoyens les plus

d'une force paramilitaire visant à

capables > des communautés rurales. Mª Acruino a précisé que ce corps serait placé sous son autorité personnelle, ajoutant qu'en démocra-tie « l'autorité doit être exercée par la nation en armes, et non per une caste militaire ». (AFP, Reuter.)

URSS

Le prêtre orthodoxe Gleb lakounine

recoit un avertissement de la hiérarchie

Deux métropolites (archevêques) de l'Eglise orthodoxe russe ont lancé vendredi 5 mai un clair avertissement au prêtre dissident Gleb lakounine, récemment libéré , qui avait convoqué une conférence de presse pour demander la liberté de la pratique religiouse en URSS.

Le Père lakounine avait été privé

sacerdoca, Condamná en 1980 : cinq ans de camp et cinq ans de relé gation pour agitation anti-soviétique, il a bénéficié d'une grâce en février et a pu revenir à Moscou (le Monde du 27 mai 1987).

Salon le métropolite Juvenel, chaf du diocèse de Moscou, le synode a accepté de réintégrer le Père lakounine dans ses fonctions en lui demandant de ne pas reprendre € ses activités antérieures ». Or seuls des journalistes occidentaux ont assisté à sa conférence de presse. « Il ne m'en avait pas informé, et m'avait encore moins demandé mon conseil ou mon accord », a déclaré le métropolite

« Nous désirons toujours lui donner une peroisse, mais il doit être rai-sonnable ; s'il veut nuire à l'Eglise, elle renoncere à lui », a-t-il ajouté.

Le 2 juin, le métropolite a eu une « longue conversation avec le Père Gleb », qui tui a remis une copie de la lettre qu'il avait envoyée à M. Gor-batchev pour demander la liberté de culte. « J'ai l'impression qu'il est manipulé », a dit le métropolite. « L'Eglise a ses lois et ses règles, elles s'appliquent è tous, du clerc au patriarche ; un prêtre ne doit rien faire sans l'accord de l'épiscopat. Ce n'est pas parce que l'on parle actuellement de « glasnost » (transparence) et de « perestroika (refonte) que ce doit être l'anarchie dans l'Eglise », a souligné le responsable religieux. — (AFP.)



4 Le Monde Dimanche 7-Lundi 8 juin 1987

Asie

SRI-LANKA

Colombo proteste auprès des Nations unies contre le parachutage indien sur Jaffna

Le gouvernement sri-lankais a élevé, le vendredi 5 juin, auprès des Nations unies, une protestation à la suite du parachatinge par l'armée de l'air de New-Delhi de vivres destinées aux populations tamoules de la région de Jaffas. Le ministre des affaire étrangères de Colombo, M. A. C. Shahul Hammed, a qualifié l'action indiemne d'a meinte comprésiée à la souveni-Hammed, a qualitie l'action indienne d'a atteinte caracterisée à la souverai-neté, à l'indépendance et à l'intégrié territoriale » de Sri-Lanka. Toutefois, M. Hameed se borne dans sa note à soumettre la version sri-lankaise de l'aflaire à l'attention des membres du conseil de sécurité des Nations unies, par de de la régistre de cette insnander la réunion de cette ins-

D'autre part, le Pakistan et le Bangladesh, tous deux partenaires de l'Inde et de Sri-Lanks au sein de l'Inde et de Sri-Lanka au sem de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (SAARC), om désapprouvé l'opération indienne — le premier en termes plus vis que le second. Islamabad a en effet qualifié l'action de New-Delhi de grave violation du principe de non-ingérence et du droit international.

Le chef adjoint de la diplomatie indienne, M. Natwar Singh, a déclaré vendredi à la presse que l'Inde souhaitait ouvrir aussi vite que possible, et peut-être au cours de la prochaine réminon ministérielle de la SAARC, le 17 juin à New-Delhi, un dialogue avec Sri-Lanka. Les statuts de la SAARC ne prévoient pas, en principe, de concertation bilatérale de ce type.

concertation fulaterale de ce type.

Evoquant pour sa part devant la
presse, à Point-Perdo (extrémité septentrionale de la péninsule de Jaffua),
le parachutage indien, le ministre silankais de la sécurité, M. Lalith Athulathmudali a confirmé que, face à la
détermination de New-Delhi, les forces de Colombo avaient recu l'ordre de ne pas s'opposer an survoi du territoire sri-lankais par les avions indiens. Selon les autorités sri-fankaise, une partie des charges larguées par les avions sont tombées aux mains des séparatistes tamouls, et certaines ont au contraire atterri dans les régions contrôlés par les forces régulières. Un porto-parole du groupe séparatiste tamoul des «Tigres» a remercié New-Delhi de son action. — (AFP-Reuter.)

Proche-Orient

LIBAN

La démission du président du Parlement a aggravé la coupure entre chrétiens et musulmans

BEYROUTH de notre correspondant

La démission du président de l'Assemblée nationale, M. Hussein Husseini, quatre jours après l'assas-sinat de Rachid Karamé (le Monde du 6 juin), a fait sensation. Les deux événements risquent de créer une situation difficilement contrôlable.

Personnalité chiite modérée et fervent partisan du dialogue au sein du camp musulman, M. Husseini avait été, dans les heures qui suivi-rent l'assassinat de Rachid Karamé, l'interlocuteur du président Gemayel pour éviter le vide institu-tionnel. Ce qui fut fait avec la nomi-nation de M. Sélim Hoss au poste de premier ministre intérimaire. Tout est maintenant remis en question avec la fracassante démission de M. Husseini, d'ailleurs précédée d'une mise au point de M. Hoss, qui avait estimé nécessaire de souligner qu'il poursuivrait, à l'instar de son

prédécesseur, la politique de boycot-tage du président Gemayel.

Dans son message « au peuple libanais - annonçant sa démission, M. Husseini met expressement en cause le président Gemayel, l'accu-sant d'impuissance et de compromission. Il fait nettement comprendre que le rôle national de l'armée a été ouvertement sabordé par les organi-sateurs de l'attentat, du fait même qu'ils ont utilisé à dessein un hélicoptère militaire pour commettre

Déconsidérer l'armée

Sans incriminer nommément la milice chrétienne, il ressort des propos de M. Husseini qu'il considère que l'assassinar de Karamé a été fomenté par les Forces ilba-naises, de façon à impliquer l'armée pour la déconsidérer, dans le dessein de saboter les institutions de l'Etat

et toute politique unitaire, sans que le président Gemayel ait la capacité ou la volonté de s'opposer à ces

Les Forces libaraises ont répliqué en faisant diffuser par leurs médias des révélations sur d'acerbes repro-ches que le vice-président syrien, M. Khaddam, aurait faits lors des M. Khaddam, aurait faits lors des obsèques de Karamé aux « assises islamiques » dans leur ensemble, et an président Husseini en particulier, pour avoir pris l'initiative, sans en référer à Damas, de coopérer avec le président Gemayel. Réprimande qui aurait entraîné le raidissement constaté chez M. Hose, puis amesé M. Husseini à la démission.

La coupure s'aggrave donc entre les deux camps, musulman et chré-tien, l'un et l'antre très divisés. Un ement se dessine cenendant au sein du Parlement pour le vote, des démission de son président.

LUCIEN GEORGE.

Le conflit du Golfe Les Etats-Unis envisageraient une action préventive contre les missiles maniens

Deux sénateurs américaina, de retour du Golfe, out affirmé, le vendredi 5 juin, à Washington que les Enats-Unis pourraient devoir envisager une action préventive contre les missiles sol-mer franteus si ceux-ci étaient déployés coutre les bateaux navignant dans le détroit d'Ornmuz. Les deux sénateurs, le républicain John Warner et le démoterate John Gleen, out indiqué que les Etats-Unis devaient « être prêts ». « Nous ne pouvous pas prendre le risque de voir fermer le démoit. » M. John Warner a précisé : « Nous le farons seuls s'il fant le faire. » La Maison Blanche a, pour un part, refusé de commenter ces propos ainsi qu'un article du Warhington Post, selon lemel le président Reagan cuvisagent cette attaque préventive.

A New-York, l'ambassadeur de la Ligne arabe auprès des Etau-Uniset de l'ONU a hissé entendre que les Américains allaient obtenir, sous certaines conditions, des facilités logistiques dans certains pays de

certaines conditions, des facilités logistiques dans certains pays du Golfe afin de protéger la route du pétrole. Des conversations ont en lieu à ce sujet dans le suid de la France entre le secrétaire américain à la défense, M. Caspar Weinherger, et son homologue saoudieu, le prince Sultain Ben Abdel Aziz. Mais rambassadeur de la Ligue arabe a précisé que ces facilités logistiques seraient secordées à condition qu'elles soient a temporaires et subordomées à une intensification des efforts pour mettre fin au conflit Iran-Irak.

En Iran, les diplomates britanni-

En Iran, les diplomates britanni-ques s'attendent, pour leur part, à des représailles de la part des autorités sprès la fermeture du consular de la République islamique à Man-chester. Les diplomates britanniques en poste à Téhéran out ainsi com-mencé vendredi à brûler leurs doct-ments, à rapporté la Timer de Lon-

dres.

Le gouvernement britannique a assai fan procéder le même jour an rapatriement de dix personnes attachées à sa représentation. Un portuparde de Foreign Office a simplement indiqué qu'il s'agissuit d'une « memer de précaution sensée à la famière des récents développements ». El faisais référence aux décignations du chargé d'affaires isanien à Londres. M. Akbuazadeh Basti, qui a accueilli jeudi la nouvelle de l'expusion de ses comparisiones en estimant que son gouvernement riposterait probablement nement riposternit probablement « dans les trois ou quaire jours ». — (AFP, Renter.)

le in

The state of

Le vingtième amiversaire de la guerre de six jours

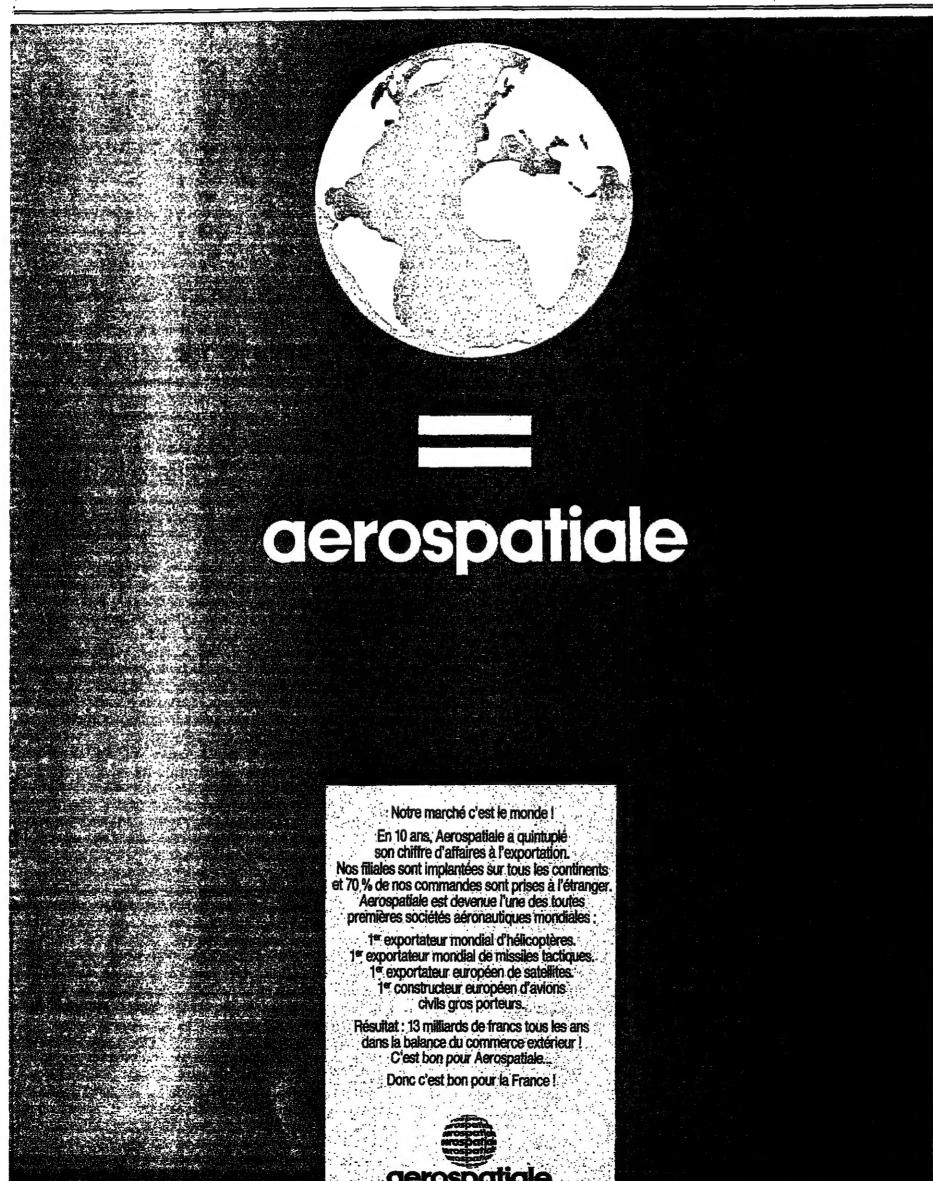
Un jeune Palestinien tué par balles à Naplouse

Jérusalem (AFP). — Un adoles-cent palestinien a cét toé par balles et un autre grièvement blessé, ven-dredi 5 juin, à Napiouse, dans le nord de la Cisjordanie occapée, à la saite d'un incident opposant de jeunes Palestiniens à une patrouille mortel signalé dans les territoires occupés de Cisjordanie au cours de cette journée du vingtième anniversaire de la guerre israélo-arabe de juin 1967.

Selon la version des autorités militaires israéliennes, confirmée de sources palestiniennes à Napiouse, une patrouille israélienne circulant à pied dans le centre de la ville, vers 15 h 30 (heure locale), a été attaquée à coups de pierres par de jeunes Palestiniens. Il ne s'agissait pas d'une manifestation organisée mais d'un acte spontané, a-t-on pré-cisé de sources palestinieunes.

Les soldats de la parronille out tiré en Pair, affirment les militaires, tout en reconnaissant que deux jeunes Palestiniens ont été atteints par des balles. L'un d'entre eux, Azzam Arandi, quinze ans, est mort de ses blessmes en arrivant à l'hôpi-tal Rafidieh de Naplouse. Le





Europe

ESPAGNE

Difficile mobilisation des foules pour le scrutin européen

Outre leurs conseils municipaux et leurs parlements régionaux, les Espagnois éliront pour la première fois, le 10 juin, leurs soixante députés au Parlement européen. L'actuelle représentation espagnole au Parlement de Strasbourg avait été désignée à titre provisoire par les cortes, au lendemain de l'adhésion de Madrid à la CEE, le 1ª janvier 1986.

de notre correspondant

Quarante-deux pour cent des Quarante-deux pour cent des Espaguols ignorent qu'ils sont appelés à élire leurs représentants au Parlement européen : c'est ce qui ressort d'un sondage publié il y a peu par le quotidien Diario 16. C'est dire que le principal adversaire qu'affrontent les candidats de tous les mertie à cette première élection

les partis à cette première élection curopécane est... l'indifférence. Pen d'Espagnois savent au juste à quoi sert le Parlement de Strasbourg. Les partis ont donc fort à faire pour vaincre l'apathie des électeurs. Plusieurs d'entre eux présentent pourtant des « têtes d'affiche » connues. Les listes européennes ont, en effet, permis de caser opportuné-ment l'un ou l'autre « dirigeant his-torique » que les vicissitudes de la vie politique avaient écarté de la scène nationale. « Le Parlement de Strasbourg fait figure de cimesière des éléphants », dit-on à ce propos, avec un brin d'irrévérence, à

C'est le cas, notamment, des deux formations les plus importantes. L'Alliance populaire a désigné comme tête de liste son fondateur, M. Manuel Fraga, qui avait démissionné de la présidence de son parti en février dernier, afin de «faire place aux jeunes». Les socialistes,

eux, ont fait appel à l'ancien minis-tre des affaires étrangères, M. Fer-nando Moran, écarté du cabinet en juillet 1985 après qu'il eut discrètement esprimé ses réserves à l'égard de la «dérive atlantiste» qu'il attri-buait au gouvernement de M. Felipe

Après avoir représenté son pays anx Nations unies, M. Moran, qui reste très populaire, est donc redes-cendu dans l'arène électorale.

Mais il peine autant que se adversaires pour battre le rappel de ses troupes. C'est le cas par exemple à Ségovie, où ils n'étaient que quelques centaines, l'autre soir, à assister au meeting socialiste, sur une petite place de la vieille ville. Avec cet air à la fois grognon et distrait qui semble éternellement le caractériser, M. Moran serre quelques mains, tapote quelques joues, sans trop de conviction toutefois.

Un discours didactique

Son discours est d'abord didactique : il s'agit d'expliquer l'impor-tance du Parlement européen. Puis l'orateur en vient à l'argument central de sa campagne: « Nous ne voulons pas une Europe soumise aux seules lois du marché. Il faut d'abord réduire l'inégalité existant entre l'Europe du Nord et l'Europe entre l'Europe du Nora et l'Europe du Sud en se basant sur le concept de solidarité. Et cette idée de soli-darité, le socialisme est le seul à la défendre. L'Europe voulue par la droîte, c'est celle des égoïsmes nationaux et de la liberté de mar-

Plaza Mayor de Madrid, le • leader historique » de l'Alliance populaire, lui non plus, n'a pas fait le plein pour son meeting.

Symbole de la relève de générations au sein de la droite espagnole, il déambule entre les rangs du public flanqué de deux « jeunots », M. Antonio Hernandez Mancha, trente-cinq ans, son successeur à la tête du parti, et M. Antonio Ruiz Gallardon, vingt-neuf ans, secrétaire général adioint

A la tribune, après l'inévitable orchestre de rock, M. Fraga se vent lui aussi didactique pour décrire le Parlement européen. Mais les démons de la politique nationale le reprennent rapidement. «L'adhésion à la CEE, dit-il, a été mai négociée par les socialistes : nos pêcheurs restent en dehors de l'Europe bleue, nos agriculteurs ne sont pas protégés, nos éleveurs paient des excèdents communau-taires qu'ils n'ont pas produits...» M. Hernandez Mancha corrigera

d'ailleurs le tir par la suite à la tribune, en rappelant que au delà des « problèmes ponctuels », il s'agit avant tout, durant cette campagne, d'expliquer aux Espagnols «l'importance de l'idée européenne, qui conditionne leur futur». Une tâche qui n'est apparemment pas aisée, à gauche comme à droite!

THIERRY MALINIAK.

chinois des affaires étrangères. — M. Wu Xueqian, ministre chinois des affaires étrangères, est arrivé, le vendredi 5 juin, à Madrid, pour une visite de M. Frage, même si le débat entre les deux hommes, qui se connaissent bien (M. Moran était premier secrétaire d'ambassade à I oudres le connaissent voir les États-Unis et l'ince taire d'ambassade à Londres lorsque clure un accord sur le désarmement M. Fraga y était ambassadeur) est sans porter préjudice à d'autres plutôt à fleurets mouchetés. Sur la pays ». — (AFP.)

GRANDE-BRETAGNE: la campagne électorale en pays celte

La cote des conservateurs est au plus bas en Ecosse

LONDRES de notre correspondant

Le Royaume-Uni est une mosaïque. Dans cette campagne électo-

rale, plus que jamais, les pays celtes (Ecosse, Pays de Galles et Irlande du Nord) affirment leur particularisme, voire leur nationalisme. Même si, globalement, Mª Thatcher remporte, fe jeudi 11 juin, fa victoire à l'échelle de tout le royaume, elle pourrait aller audevant d'une grave défaite en Ecosse. Et cela risque de poser, à terme, un délicat problème constitu-

Depuis l'échee, en 1979, de la dévolution » - réforme visant à accorder aux Ecossais et aux Gallois accorder aux excessis et aux Ganois une réelle autonomie dont ont joui pendant quelques décennies les Irlandais du Nord (on une partie d'entre eux), — l'idée était en sommeil. Mais elle revient à l'ordre du jour. Et comment!

Selon divers sondages, plus d'un Ecossais sur deux souhaite aujourd'hui l'instauration d'une essemblée « nationale » ; un sur quatre se prononce même en faveur d'une quasi-indépendance. Peut-être plus inquiétants encore sont les résultats d'une enquête publiée le 2 juin par le Glasgow Herald, le jour même d'une des rares visites du premier ministre en Ecosse : les travaillistes recueillent 45 % des intenvailistes recueilent 45 % des inten-tions de vote, les centristes de PAlliance font jeu égal avec les conservateurs, qui n'obtiennent que 19 %, deux points de plus seulement que les indépendantistes du Parti national écossais (SNP). Pour ces derniers, il s'agit d'un sérieux encou-ragement car ils n'avaient eu que ragement car ils n'avaient eu que 3 % des suffrages lors du scrutin de

Il paraît loin le temps où le tories, dans les années 60, pouvaient compter sur la moitié des voix écos-

saises. Si l'on en croit cette étude, dont les données recoupent celles de la plupart des autres sondages, le Parti conservateur risque de perdre jusqu'à quinze des vingt et un sièges qu'il détenait en Ecosse, et ceux de deux membres du gouvernement, M. George Younger, ministre de la défense, et M. Malcolm Rifkind, secrétaire d'Etat pour l'Ecosse, ne sont pas les moins menacés.

Les Ecossais se plaignent de n'avoir guère profité des royalties d'un pétrole qu'ils considèrent comme leur. De tonte façon, l'apogée de l'exploitation des gisements en mer du Nord au large des côtes écossaises est déjà passée. La pro-duction commence à diminuer d'antant plus vite qu'elle a été récemment affectée par la chute des prix. L'avenir économique de l'Ecosse n'en paraît que plus incer-tain alors que les aciéries et les houillères achèvent de disparaître. · Huit ans de thatchérisme ont coûté à notre pays la perte d'un tiers de notre industrie manufacturière et deux cent cinquante mille emplois », déclare le secrétaire général du Congrès des syndicats en Ecosse. Quelques expériences sis-

Cause commune avec les Gallois

cales controversées et la « nucléari-

sation - de l'Ecosse tant au plan

civil que militaire (1) ne font

qu'ajouter au malaise.

Le Parti conservateur paie le prix d'être la seule formation politique à refuser d'inscrire à son programme le projet d'une assemblée autonome. Dans ces conditions, le Scottish National Party, qui se donne pour but de tripler ou quadrupler le nombre de ses députés (deux élus en 1983), envisage de négocier avec le Labour et l'Alliance mais . en

cette campagne - et c'est une non-veauté, - le SNP fait tactiquement cause commune avec les nationalistes gallois du Plaid Cymru, considérant qu'une « coalition celte » pourrait être en situation d'arbitrage et, donc, susceptible d'imposer quelques concessions importantes si les élections produisent un Parlement où ni les conservateurs ni les travaillistes n'auraient la majorité absolue.

A la différence du SNP, le Plaid Cymru estime que l'indépendance est économiquement irréalisable au Pays de Galles. Il met davantage l'accent sur des revendications culturelles et linguistiques. Son leader, M. Dafydd Thomas, met en garde les Gallois contre les dangers du séparatisme et cite comme mauvais » exemple les aléas du mouvement québécois. M. Thomas n'en est pas moins convaincu que le moment n'a jamais été aussi propice pour une alliance celte et pour la promotion de son objectif « minimum » : la création d'un Parlement écossais et d'un « Sénat » gallois. A certaines réserves près, les travail-listes et les centristes anglais en

FRANCIS CORNU.

Les principales bases de sous-marins mucléaires américaines et britan-niques sont situées près de Glasgow.

• FINLANDE : démission de M. Kalevi Sorsa. - M. Kalevi Sorsa, dirigeant du Parti social-démocrate finlandais depuis 1975, a démissionné de ses fonctions le vendredi 5 juin, devant le congrès socialiste qui a lieu actuellement à Helsinki. M. Penti Paasio, chef du groupe socialiste au Parlement, lui succède à la tête du parti. Son père, M. Rafael Paasio, avait présidé le Parti accialdémocrate finlandais de 1963 à queun cas avec les tories . Dens 1975. - (AFP.)

ITALIE: il y a sept ans, 85 morts, 200 blessés

Les inculpés de l'attentat à la gare de Bologne comparaissent devant leurs juges

BOLOGNE

essa: Polistinia

r hades a Nation

100

de notre envoyé spécial

A peine descendu du train, le voyageur aperçoit sur le mur exté-rieur de la gare désormais recons-truite une grande plaque commémo-rant l'attentat «fasciste» du 2 août 1980: quatre-vingt cinq noms de victimes y figurent, la plupart ita-liens, mais aussi ceux d'Allemands, d'un Japonais, d'une jeune Française de Besançon. C'était un samedi de erands départs en vacances, il était 10 h 25 du matin : ce fut là le plus sangiant massacre de l'aistoire du terrorisme italien, et sans doute européen, contemporain — d'autant que des quelque deux cents blessés, certains sont demeurés marqués à

Il faut traverser dans toute sa longueur la vieille ville de Bologne pour arriver au palais de justice. Point ici, comme pour le « maxi-procès » contre la Mafia à Palerme, de « bunker » spécialement construit. C'est que, dans cette ville de vieille tradition communiste, des inculpés clai-rement marqués de l'étiquette « extrême droite » sont, alors même qu'ils sont encore présumés inno-cents, sons la surveillance de la population tout entière.

Dans les quatre cages métalliques installées dans la salle poussiéreuse de la cour d'assises, il y a ce jour sept prévenus. Six d'entre eux sont des militants reconnus de groupus-cules fascisants, dont le tristement fameux Stefano Delle Chiaie, cinquante et un ans, arrêté fin mars au Veneznela, et Massimilio Fachini, quarante-quatre ans, leader d'un mouvement appelé Construisons l'action, tenu par les magistrats instructeurs pour le « cerveau opéra-tionnel du massacre de 1980 ». Le septième détenu se présente devant le président Antonacci comme Francesco Pazienza, quarante et un ans, » homme d'affaires ».

La « stratégie de in tension >

Quatorze autres inculpés sont soit en fuite, soit prévenus libres, soit détenus, mais hors de Bologne, pour d'antres affaires liées à leurs activités politico-criminelles. Le plus célèbre est M. Licio Gelli, nouveau chef de la loge maçonnique dévoyée P 2, qui vit sans doute quelque part en Amérique – ne désespérant pas,

grand intérêt dans la péninsule. Son implication dans le massacre de la gare de Bologne n'est certes pas directe. Il n'est inculpé « que » pour association subversive >.

Mais la subversion en question allait fort loin : • Il s'est créé en Italie, lit-on dans l'acte de renvoi à jugement, un pouvoir invisible qui, grâce à ses liens avec la criminalité organisée, le terrorisme, des milieux político-militaires, certains secteurs de services secrets et la franc-maconnerie », forme un « Etat dans l'Etat ». Pour quel objectif? « Le conditionnement politique de la démocratie italienne. - En quei sons? Globalement : anticommuniste. Par quelle stratégie ? Celle dite de la « tension » qui, de 1969 à 1984, a tenu le pays en halcine, de l'attentat à la bombe contre la Banque de l'agri-culture à Milan, à celui contre le train 904 au nord de Florence, en passant par le plus grave de tous, celui, précisément, contre la gare de Bologne.

En l'absence d'un Licio Gelli. représentant assez bien co « terrible vieillard inspirateur des assassins » que l'Italie a toujours aspiré à découvrir, M. Pazienza apporte sa touche spécifique : celle de l'homme anx multiples connexions, américaines au premier chef.

Héros de l'extrême droite

Tout chez lui témoigne d'un extraordinaire entregent que confirme la maîtrise de soi dont il fait preuve à l'andience, lançant de bors mots, anticipant les questions. Seule l'évocation de sa proximité éventuelle avec l'actuel ministre des affaires étrangères lui fait un peu perdre patience - « tout le monde parle avec Andreotti », lâche-t-il,

A-t-il aussi parlé avec Licio Gelli, dont, suggère l'acte d'accusation, il s'apprétait à reprendre les fonctions de grand maître de la P 2 au tout début des aunées 80? « Je ne l'ai jamais vu », assure M. Pazienza. Sa participation aux services secrets italieus? Ca oui! Et ils en avaient même bien besoin vu qu'ils n'étaient, avant lui, parvenus à nouer aucun contact sérieux avec leurs homologues occidentaux! Le massacre de Bologne? Aucune connaissance de ce sujet puisque les fonctions occultes de M. Pazienza

Delle Chiaie ne perd pas un mot de de la cour. Leur chef présumé, Mas-tout cela. Ce héros de l'extrême similio Fachini a, pour sa part, droite italienne a demandé à n'être entendu qu'après les élections des 14 et 15 juin de sorte que les remous provoqués par ses déclarations n'interferent pas avec le campagne. C'est aussi se donner un peu de

temps pour « voir venir »... Dans une autre cage, un jeune couple file un discret amour. Ces tourtereaux auraient, eux, selon l'accusation, directement participé, en leur qualité de membres des Noyaux armés révolutionnaires, à la préparation de l'attentat du 2 août 1980. G. Fioravanti et Valeria Mambro, respectivement âgés de vingt-deux et vingt et un ans au moment des faits, n'ont jamais nié leur affiliation à l'extrême droite; mais poser des bombes, pas ça, s'insurgent-ils. Ils ont jusque-là refusé de répondre à l'interrogatoire

consenti à parler.

Pour lai comme pour la plupart des inculpés, l'attentat de Bologne est le fait des « services ». La stratégie de la tension aurait en pour objet l'installation d'un gouvernement « centriste » (c'est-à-dire de droite) musclé, capable de remettre au pas les extrémistes des deux bords. En attendant, les auteurs des massacres lustres courent toujours. Cette année encore ont été acquittés tous les inculpés des attentats de la place Fontana à Milan (1969, seize morts, quatre-vingt-huit blessés) et place de la Loge à Brescia (1974, buit morts, cent blessés).

JEAN-PIERRE CLERC.

AUTRICHE

Vienne renonce à expulser l'ancien SS Martin Bartesch

VIENNE

de notre correspondante

Après l'échec de toutes les tenta-tives pour refouler M. Bartesch vers les Etats-Unis (*le Monde* du 5 juin), l'intrus indésirable a été relâché, le jeudi 4 juin, et a regagné son refuge en Hante-Autriche. Les autorités américaines, réso-

lues à empêcher le retour de l'ancien gardien SS du camp de concentra-tion de Mauthausen accusé d'avoir tué un prisonnier juif, ont donné des sinstructions » aux compagnies aériennes de ne pes accepter comme passager Martin Bartesch. Par ces « méthodes de Far-West », selon l'expression de M. Karl Blecha, ministre de l'intérieur, les Américains ont réussi à déjouer les plans des autorités à utrichiennes qui des autorités autrichiennes, qui avaient déjà fait réserver des billets d'avion au nom de M. Bartesch.

Le chancelier Vranitzky déclarait encore, jeudi soir, que l'Autriche envisageait sérieusement d'expulser

Bartesch pour - signaler clairement que ce pays ne peut pas être consi-déré automatiquement comme un dépotoir pour des personnes deve-nues indésirables ailleurs ».

Sur le plan diplomatique, les Etats-Unis ont permis à l'Autriche de sauver la face, en exprimant leurs « regrets » et en présentant, après coup, une « demande » formelle à l'Autriche de reprendre M. Martin Bartesch conformément à une déclaration signée en 1954 par Vienne Ce document engage en principe l'Autriche à accepter le retour sur son territoire de réfugiés émigrés aux Etats-Unis et naturalisés sur b base de fausses informations sur leur passé pendant la seconde guerre mondiale.

M. Mock n'a pas caché, vendredi, que l'affaire Bartesch a encore détérioré les relations entre Vienne et Washington », déjà compromises par la décision des États-Unis de pe pas recevoir le président Waldheim. Il s'est cependant montré satisfait de la façon dont l'incident a été régl diplomatiquement et a affirmé avoir reçu l'assurance qu'une telle affaire ne se reproduirait pas.

Sur le plan juridique, cependant, le parquet de Linz (Haute-Autriche) examine le dossier de Martin Bartesch en vue d'éventuelles poursuites judiciaires. M. Simon Wiesenthal, directeur du centre de documentation juif à Vienne, a d'ores et déià demandé au ministère de la justice de juger l'ancien SS devant un tribunal autrichien pour le meurtre de Max Ochshorn, un juif autrichien, commis le 20 octobre 1943, dans le camp de concentration de Mauthausen.

WALTRAUD BARYLL

NOUVEAU PORT DE PARIS POUR L'ANGLETERRE Brittany Ferries Toutes agences de voyages Tél.: 31 96 80 80

Amériques

ARGENTINE

Les députés ont voté la «loi d'amnistie»

BUENOS-AIRES de notre correspondante

Les députés argentins ont fini par approuver, vendredi 5 juin, le projet de loi du président Alfonsin visant à exempter de poursuites judiciaires la plupart des militaires accusés d'atteinte aux droits de l'homme sous la dictature. Depuis la rébellion de Pâques, le président cherchait une solution au malaise de l'armée. La loi, dont les législateurs ont finant accouché dans la douleur, satisfait l'armée sur un des points de

ses revendications. Elle blanchit, en effet, a priori et au nom du devoir d'obéissance tous les militaires inférieurs au rang de général. Et, parmi ces derniers, seuls sont encore concernés ceux qui com-mandaient un corps d'armée, une zone militaire ou un organisme de sécurité, en tout vraisemblablement pas plus d'une quinzaine de per-sonnes. Restent justiciables égale-ment ceux, supérieurs on subalternes, accusés de vol, viol ou enlèvement d'enfants, des crimes

concession, celle-ci en réclame

Elle exige l'augmentation du budget qui lui est alloué et que le prési-dent a réduit de 50 % en trois ans. File prétend également à la gratitude d'une nation qu'elle estime avoir - sauvée de la guérilla marxiste». Antant de revenu tions que l'on voit mal M. Alfonsin satisfaire. Reconnaître que l'armée a sauvé le pays de la « subversion » serait renier toutes ses prises de position antérienres.

Pour le budget de l'armée, en revanche, le chef de l'Etat a reconnu qu'il constituait un réel problème et a entrepris, dès vendredi, des consultations sur ce thème avec les chefs d'état-major des trois armes. Mais au moment où la situation sociale semble à nouveau se tendre, notamment sur la politique des salaires, une acceptation des doléances de l'armée serait certainement perçue comme une provocation par les syndicats ouvners.

semble-t-il, de parvenir un jour à étaient toutes orientées vers le sec-négocier son retour en Italie.

En attendant, l'interrogatoire du « docteur Pazienza » suscite un début à la fin de l'audience, Stefano

pourtant que pertiellement résolu. voter une loi dont beaucoup affir-En effet, à peine obtenue cette maient, il y a encore deux mois. qu'ils ne l'approuveraient iamais ».

Le jeu des péronistes

Ils ont de plus en travers de la gorge la manière dont leurs adversaires péronistes ont profité - selon eux - des circonstances pour obtenir des avantages politiques ou électoraux. Bien qu'admettant en privé que le gouvernement n'avait pas le choix, les péronistes rénovateurs (contrists), persuadés qu'ils pour-raient utiliser comme argument électoral le fait que les partisans de M. Alfonsin aient voté une loi évidemment peu populaire, se sont refusés à les suivre. Les législatives et le renouvellement des sièges de gouverneurs sont prévus pour septembre prochain...

Les péronistes orthodoxes (aile droite du parti) ont, de leur côté, fait « payer » leurs votes : partisans d'une amnistie totale, ils ont obligé le gouvernement à modifier son projet pour en faire bénéficier le plus

grand nombre possible d'accusés. CATHERINE DERIVERY.

Politique

Le conflit entre M. Chirac et le ministre de la culture

La décision de M. Léotard ne peut remettre en cause la solidarité de la majorité

assure le porte-parole du PR

Le suspense aura duré cinq jours. M. François Léotard, ministre de la culture et socrétaire général du PR, devait annoncer, samedi 6 juin dans la soirée, sa décision. La tendance générale au sein du PR, quelques heures avant que M. Léotard mette un terme avant que M. Leoiston, était plutôt à l'apaisement. Chacun s'attendait à une démission en solo du patron, ou, à la rigueur, avec son secrétaire d'Etat à la

> Selon le baromètre SOFRES-« le Point »

La cohabitation se porte bien et profite à M. Mitterrand

Pour la septième fois depuis avril 1986, la SOFRES a établi le «baromètre» de la cohabitation à partir d'interviews réalisées entre le 21 et le 26 mai, auprès de mille per-sonnes, et dont le Point publie les résultats. Cette enquête montre que les Français voient en M. François Mitterrand le principal bénéficiaire de la cohabitation : 43 % (au lieu de 29 % lors de la précédente enquête effectuée en février) estiment que le président de la République - profite de cette période de cohabitation ».

M. Raymond Barre qui, à la même époque, arrivait en tête avec 40 %, n'est plus considéré comme profitant de la cohabitation que par 21 %, soit un peu moins que M. Jacques Chirac. Le premier ministre voit cet indice augmenter de 18 % à

Si, en février, il y avait autant de Français (45%) à estimer que la cohabitation fonctionnait bien que de Français à penser le contraire, cette fois, la tendance redevient positive : 58 % jugent que le système - fonctionne très bien ou plutôt bien - contre 32 % d'un avis

On constate la même évolution quant aux souhaits sur la durée de la cohabitation: 76 % (au lieu de 65 % en février) souhaitent qu'elle dure jusqu'en avril 1988 tandis que 16 % (au lieu de 26 %) préférent la perspective d'une élection présidentielle anticipée. La période est jugée plus positive (46%) que négative (38%) pour la France. Toutefois, les Franais sont, dans leur grande majorité (62%), partisans d'un retour à la ice politique entre président de la République et gouvernement: 24% seulement souhaitent que la cohabitation « continue après l'élection présidentielle de 1988 ».

Chirac, entouré de plusieurs minis-tres, a présidé, le 5 juin, une séance

de travail à laquelle ont participé les

présidents des vingt-six conseils

régionaux de métropole et d'outre-mer ou leurs représentants. Vingt et

A l'ordre du jour de cette réunion, qui avait été préparée par plusieurs rencontres précédentes, notamment

à Clermont-Ferrand le 26 mars,

figuraient plusieurs suiets : le per-

sonnel des régions, la fiscalité, la for-

mation professionnelle, la « politi-que extérieure » des régions (que le ministre de l'intérieur, M. Charles

Pasqua, voit d'un mauvais œil, alors

que le Quai d'Orsay est plus - libé-

ral »), et surtout les contrats de plan

Les contrats de plan (inventés par la gauche en 1982-1983) font l'una-

nimité, dans la majorité comme

chez les socialistes. Après l'achève-ment de la première phase en 1988, ils seront renouvelés pour cinq ans.

C'est, selon le gouvernement, une bonne manière d'harmoniser les poli-

tiques régionales et celle de l'État,

et de rendre plus efficaces les finan-

cements des grands investissements.

Mais il faudra « resserrer les prio-

Un groupe de travail interministé-

riel va, dans les prochaines semaines, être constitué pour élabo-

document d'orientation de

l'Etat », qui définira le champ de la

contractualisation. Simultanément,

dès la semaine prochaine, les préfets

de région et les présidents des conseils régionaux seront consultés

conseils régionaux seront consultés par la DATAR et le commissariat

an Plan pour connaître les priorités régionales. Celles-ci devront être

rité et cinq de l'opposition.

culture et à la communication, M. Philippe de Villiers (1).

C'est du moins ce que l'on pouvait penser après les déclarations de MM. Philippe Vasseur, porto-parole du PR, et Jacques Blanc, ancien secré-taire général du PR. « Le PR ne veut pas provoquer de crise en remettant en cause la solidarité de la majorité... avait indiqué le premier, en ajoutant d'autre part : « Quelle que soit la décision de François Léotard, ce sera une décision qui montrera que le secrétaire général du PR est conscient des responsabilités qui sont les siennes et, compte tenu de la gravité de la situation, démontrera sa carrure d'homme d'Etat. . M. Blanc affirmait, hui, que le secrétaire général du PR avait « une trop haute conception de l'intérêt du pays pour demander à ses collègues de démissionner - et entraîner ainsi

Quant à ce que M. Léotard pourrait faire une fois dégagé de ses fonctions ministérielles, il en avait déjà une petite idée : « François Léotard engagera une action politique au sens noble du terme, à la tête de son parti plutôt que de rester au gouvernen mais cela n'implique pas qu'il sera forcément candidat » à l'élection prési-

- Il y a un temps pour tout -, a expliqué, pour sa part, le ministre

d'Etat, ministre de l'économie et des finances, M. Edouard Balladur, ven-dredi à Valognes (Manche), devant un parterre de militants RPR. «La politique reprendra ses droits le moment venu, mais il ne l'est pas », a-t-il précisé. A cette occasion le ministre a demandé aux Français de soutenin l'action de ceux qui sont « au char-bon » : « C'est ce qui compte, le reste n'a pas d'importance », a-t-il ajouté pour minimiser l'ampleur de la crise qui secoue le gouvernement. « Chocan sentiments, mais c'est secondaire. L'essentiel est qu'en 1988 les choses suivent la même voie, la bonne, et qu'on ne se retourne pas en arrière.

«Extravagant!» Pour le premier secrétaire du Parti socialiste, M. Lionel Jospin, il n'y a pas d'autre mot pour dépeindre la situation qui a pré-valu toute la semaine dernière, le gouvernement étant paralysé « en atten-dant Léo ». La faute en incombe à M. Chirac, a-t-il expliqué, qui, en acceptant de faire figurer au sein du gouvernement des chefs de parti és quelités, « courait le risque de ce qui se passe aujourd'hui ».

(1) A la suine du décès, la semaine der-nière, de Vincent Ansquer, député de Ven-dée, M. de Villiers, premier non-flu le 16 mars 1986 de la liste de la majorité dans ce département, pourrait trouver ainsi un point de chane à l'Assemblée nationale,

Du bon usage du consensus

La classe politique, doucement agitée par ses bisbilles ordinaires ou secoués, comme en ce moment, par ses querelles de chefs et de prétendants, n'estelle que la dérisoire image inversée d'une masse de citoyens pai-siblement accordés sur toutes les grandes préoccupations du moment ? M. Jean Charbonnet, ancien ministre, qui avait de lonque date décidé de soumettre à ses amis de la Convention pour la défense de la Ve République le thème du consensus et de l'avenir de cette notion, ne pouvait mieux tomber, le mercredi 3 juin, en letent en pâture à ses auditeurs cet apparent paradoxe, au moment où la gent qui nous gouverne « se déchire à belies dents a.

En vérité, ca consensus est bien difficile à cemer avec précision. Sentiment et volonté repérables dans l'opinion, comme l'ont montré les débuts de la cohabitation, cetta nouveauté française dans le pays, qui se fit pendant lontemps de la division une spécialité, est aussi une authentique production des politiciens eux-

Tel est bien le cas dans le domaine de la défense ou de la politique étrangère - comme l'a rappelé le sénateur RPR de la Sarthe, M. Jacques Chaumont - au terme de ralliements successifs et opportunistes (à droite comme à partis d'abord hostiles aux lignes de force imposées par de Gaulle

Mais ce consensus national n'est fort que parce qu'il repose « sur des principes généraux et limités » devait observer M. Cheumont qui y voit un « réducteur du débat politique ».

de rapture

Paradoxe et ambivalence sont donc toujours présents là où règne la consensus qui peut être à la fois une « force » et ce « mouvement qui déplace les lignes et ne prospère que dans le flou, voire ens l'immobilisme ».

Ainsi M. Chaumont oppose-t-il l'emaltant > consensus qui peut être recherché à propos de l'union européenne, de la paix ou du tiers-monde « au rite magique, au hachisch du peuple tout à fait dépriment » qu'il rieque constamment de devenir.

De même, tout en disant non à l'unanimisme, M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, appelle t-il de ses vœux un ensus social. Seula façon, à ses veux, de se garder du double risque de ruptures violentes dans l'évolution de la société et d'exclusions (qui peuvent revêtir de nombreuses formes) de certains de ses membres.

consensus social exige deux conditions : un «impératif de transparence > à l'égard des citoyens et une «rénovation de la négociation sociale » pour le moment pletôt mai en point.

Soulignant d'autre part la diffeeergong iop auaneergo nu'b noie sivement clait tache d'huile » na la collectivité national M. René Rémond, président de la Fooristing optionale des sciences politiques, invitait à se demande si ce consensus est toujours ausai profond qu'il y pereit. Cer les exemples abondent dans le passé récent d'accords général bientôt évanouis : l'impératif de croissance, le rôle d'intervention de la puissance publique, la prioricé à accorder su système éduca-

Les ambitions et les zizanies de qualques hommes publics ne sont donc finalement que l'écume (amplement médiatisée) des choses. Il faut, a souligné M. René-Rémond, que « les consensus scient constamment entretenus, affernis autent que difirmés, mis à jour ». Sinon, lle qu' « artificiels, résiduels ou superficials » su risque de devente « sussi pernicieux que les déchire-

En Nouvelle-Calédonie

« Titin » Guillemard, la voix du broussard!

NOUMÉA

Vingt-six présidents de région chez M. Chirac

Un effort budgétaire sera fait par l'Etat

en 1988 pour les lycées

Une semaine après avoir réuni les Commenceront alors les « aller et préfets de région, M. Jacques retour » pour aboutir à des sys-

de notre envoyé spécial

Tout le monde ici l'appelle familièrement « Titin ». Certains indépendantistes — les plus excessifs — ajoutent parfois « Titin le facho ». Rançon de sa pugnacité politique. Normal. C'est une éminente figure de la Caldochie, Justin Guillemard, depuis le temps qu'il milite au pre-mier rang des défenseurs de la Nouvelle-Calédonie française. Ses « coups de gueule » font la joie de ses amis broussards, surtout quand il prend à partie « les affairistes de Nouméa -, comme il l'a fait le 23 mars devant le congrès du territoire, ce qui lui a valu d'être aussitôt Calédonie dans la République (RPCR) par M. Jacques Lafleur (le Monde du 28 mai).

A propos des lycées, dont la

construction et l'entretien sont à la

charge des régions, le gouvernement a promis pour 1988 un effort finan-cier exceptionnel et supplémentaire

par rapport à la dotation budgétaire

normale, qui pourrait être de 1 à 1,5 milliard de francs selon M. Jac-

ques Chaban-Delmas (RPR, Aqui-

taine). Cet effort ne permettrait que de rattraper très partiellement le retard, tant l'équipement de nom-

breux lycées est vétuste, voire déla-

Dans le Nord-Pas-de-Calais, par

exemple, l'Etat a transféré à la

région 150 millions de francs

en 1987, mais le conseil régional, présidé par M. Noël Josèphe (PS),

a voté sur ses propres ressources 350 millions. En Ile-de-France (région présidée par M. Michel Giraud, RPR) est posé aussi un pro-

bième des effectifs. La région a dû, pour s'occuper des lycées, emban-

cher une cinquantaine de personnes

d'Etat), qui emploient quelque mille

huit cents agents, refusent de trans-

férer à la région des fonctionnaires, notamment des fonctionnaires de

Selon M. Chaban-Delmas, -

gouvernement a montré sa volonté de coopérer étroitement avec les

régions. La région a désormais droit de cité ». Mais pour MM. Robert

Savy (Limousin) et Josèphe (Nord-Pas-de-Calais), tous deux socia-listes, M. Chirac a exprimé une

conception « assez restrictive » de la région parmi les institutions fran-

çaises, « insistant plus sur ce qu'elle ne devait pas faire que sur ses com-

mais les trois rectorats (service

Dans son fief raral de Bourail, où sa souche familiale a déjà produit cinq générations de vaillants Calédoniens, le président des comités d'action patriotique exprime ses convictions avec une extrême sérénité : « Je suis bien dans ma peau. » Une pean dont le teint mat, accentué par le contraste d'un collier de barbe grise, révèle des ascendances mélanésiennes. Ses deux arrière-grands-mères étaient canaques. Titin » en est fier. « Je fais partie de l'histoire de la Nouvelle-Calédonie. On ne fera pas la Nouvelle-Calédonie sans les Canamais on ne la fera pas non plus sans ceux qui, comme moi, ont du sang

« Je défends les petits >

Cet agriculteur de cinquantedeux ans, reconverti dans le commerce, se moque des critiques du président du RPCR qui l'a accusé de faire le jeu du FLNKS en divi-sant son camp : « Ces gens-là sont aveuglés par leurs affaires. Mol, je ne défends pas les gros, je défends les petits, en particulier tous les broussards qui se sont réfugiés à Nouméa en 1984 et 1985 et qui vivent dans des conditions misérables, enfermés comme des oiseaux en cage dans les tours du quartier de Saint-Quentin.

» Pourquoi som-ils là ces gens? Tout simplement parce qu'ils ont voulu défendre le drapeau français l'époque de forcer des barrages du FLNKS pour aller voter pour le RPCR, il fallait les aider en priorité. Et, ce que je reproche à l'ADRAF (Agence de développement régional d'aménagement fon-cier, qui a remplacé l'Office foncier), c'est de n'avoir pas retenu

cette priorité. L'ADRAF, qui marche au pifo-mètre, a préféré donner des terres à ceux qui en avaient déjà. Il y avait 40 000 ou 50 000 hectares qui pou-vaient être accordés en priorité aux petits. A l'époque de Giscard d'Estaing, j'avais critiqué la politique foncière de Paul Dijoud. Sous les socialistes, j'avais combattu l'Office foncier: maintenant, avec l'ADRAF, on est en train de faire pire que les autres, alors qu'on avait enfin une chance de maîtriser une vraie réforme agraire. »

La fin de tont

La terre, c'est sa passion, à Titin ». Il n'a toujours pas
 digéré » le fait que l'ADRAF ait envisagé de consacrer ses premiers crédits au rachat d'une partie du vaste domaine de Ouaco, dont le député RPR, M. Jacques Lafleur, est le principal actionnaire. « Titin » a un autre regret : « On aurait du profiter du drame algérien pour peupler ce pays et le développer. Si l'on avait ouvert la porte aux pieds-noirs, la Nouvelle-Calédonie aurait

aujourd'hui une autre physiono-mie. - De tout cela, « Titin » aurait bien aimé entretenir le ministre des DOM-TOM, lors de sa dernière visite dans le territoire. « Le RPCR a tout fait pour m'emp de le voir, souligno-t-il. J'ai alors écrit à Bernard Pons pour lui dire que j'étais prêt à venir à Paris, à mes frais. J'attends sa réponse. »

Justin Guillemard s'en remet à ses électeurs pour trancher son conflit avec le RPCR. Il conduira sa propre liste anx futures élections

régionales. L'avenir ? « Titin » place ses espoirs dans la possibilité d'un «retour en arrière» : «Avec la départementalisation, x'importe quel Français pourroit venir ici, sans rien demander à personne, tandis que, avec l'autonomie interne, les affairistes de Noumén pourront continuer à tout contrôler », dit-il. Le boycottage du pro-chain référendum par le FLNKS? Pas question de laisser les indépen-

serons peus-être obligés de l'occuper nous aussi, pour contraindre le gou-vernement à faire son travail. - Au besoin, les comités d'action patriotibeson, ses contres d'action patroti-que, qui revendiquent « deux à trois entlle adhérents», se remobiliseront au nom de la « majartié silen-cleuse». L'élection présidentielle de 1988? « Titin», la voix du brous-serd, a une certitude : si Mitterrand est réélu et retrouve la majorité à l'Assemblée nationale, alors, pour nous, c'est la fin de tout...

ALAIN ROLLAT.

Region of the second

- LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

■ UlT auteurs merxistes, représentant plusieurs disciplines (philosophie, histoire, sociologie, anthropologie, psychologie, psychiatrie) se penchent sur l'individualité. Nous avons voulu, écrit l'un d'eux, c renouveler l'approche matéria liste de la subjectivité et de l'objectivité », car, ajoute-t-il, « jamais comme aujourd'hui n'a ité ausai forte l'exigence à la fois théorique et pratique de comprendre la subjectivité pour transformer le monde. Je : c'est en son nom que s'engagent aussi bien les mouvements sociaux que les recherches théoriques les plus diverses ». Ce retour sur le Je, parce que l'affirmation de l'individualisme est de retour, témoigne de la vitalité et de l'ouverture des études manxistes, ce qui ne va pas naturellement sans risques. Celui, d'abord, d'être discuté et contesté sur le plan théorique : calui, ensuite, d'être mis en cause aur le plan politique per les prati-ciens officiels — en principe — du

L'ouvrage coffectif sur l'individualité a connu cette demière mésaventure. Une critique de Danièle Bleitrach dans l'Humanité s'en est prise à certaines des contributions, en particulier à celle de Lucien Sève, lequel, membre du comité central du PC, s'est étonné, au sein de cette instance, de la nature d'une telle attaque. Roland Leroy, directeur de l'Humanité, et Georges Mar-chais, secrétaire général, sont entrés dans le débat. Quel problème politique soulève donc cet ouvrage collectif destiné au départ à mettre en relief *« l'irrem*plaçable fécondité des approches manxistes de l'individualité » ?

La démarche qui consiste à étudier les nouvelles formes de l'individualisme n'est pas, théori-quement, en cause. Sauf si elle conduit à des remerques ou à des analyses susceptibles de déranger les certitudes du Parti. Or toute vraie recherche est, au moins dans une première phase, dérangeante. On le constate, ici, sur certains points précis, et on a le sentiment que, globalement, l'ensemble de ce travail ne correslione ? - du PC, mais à son attitude de repliement sur lui-même.

Comment s'empêcher en tout cas de noter - dans cette chronique consecrée aux livres politiques - combien l'intérêt porté à l'individu et à ces motivations sociales va plus dans le sens d'un socialisme autogestionnaire attentif aux mutations de la société moderne qu'à un retour à un communisme figé sur ses positions traditionnelles ?

Michèle Bertrand souligne, per exemple, la part de l'imaginaire, de l'espoir, de l'émotion, de l'esthétique qu'il y a dans l'enge-

Je, parmi nous

gement politique et dans la participation à une action historique. Les partis qui fonctionnent à l'idéal, ajoute-t-elle, doivent être attentifs à leur langage pour ne pas perdre leur crédibiliné, «Le plus grande faute politique, pour un parti, n'est pas tant d'échouer, affirme-t-elle, que d'ôter espoir. >

Antoine Casanova analyse, à partir du recul de la confession dans la religion catholique, l'évolution de la notion de péché. Le péché individuel n'est plus forcément perçu comme l'origine de tous les maux. Et cette mutation de la culpabilité peut renforcer le sentiment d'« une responsabil sociale raisonnée » et servir « une action créative de transformation

Yves Clot montre combien la massification de l'enseignement secondaire, associée à l'évolution des mosurs et aux contraintes de la crise, a fait de l'adolescence « un âge social qui échappe aux

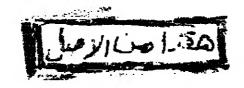
elites bourgeoises et vient en retour animer la jeunesse populaire de conflits nouveaux ». La jeunesse devient ainsi « une périphérie sociale a quand elle ne se transforme pas en véritable « zone ». (La critique de l'Humenité a contesté cette approche du problème.) Yves Schwertz, qui s'intéresse à la place de la subjectivité dans le travail, souligne le caractère original et irremplaçable de l'expérience personnelle, à inquelle rien ne saurait se substituer. Aussi récuse-t-il l'idée d'une division des tâches entre « ceux qui vivent et ceux qui pensent la vie des autres ».

Il faudrait aussi citer les contributions de Bernard Doray, sur ce que la psychanalyse peut apprendre au mandisme dans le domaine de la subjectivité; de Françoise Hurstel, sur l'identité du père en milieu ouvrier ; de Jean-René Terrail, pour ses réflexions sur l'approche des individus per la Si Lucien Sève s'est attiré les

foudres de l'Humanité, c'est en raison des responsabilités politiques qu'il exerce au PC et parce oue, dens sa contribution sur e la personnalité en gestation », il a été conduit à s'interroger sur la crise de la vie militante. Il se demande si e la notion de parti révolutionnaire d'avant-garde » n'est pas dépassée, sujourd'hui, siors que les transformations sociales apparaissent « comme l'affaire de tous ». La grande question ne devient-elle pas, conclut-il sur ce point, « celle du développement en chacun de l'individualité autogastionnaire » ? Ce qui est concrétement mis en cause, a noté Michèle Bleitrach: dans l'Humanité, t'est « la nécessité d'un parti d'avantgarde pour avencer vers le com-munisme ». Si c'est vrai, il y a de quoi s'émouvoir, mais, même s'il ne s'agit que de réfléchir sur le nouveau rôle du PC dans son environnement social, c'est une menace peut-être plus grave à terme que celle de la dissidence des « rénovateurs ».

* Je, sur l'individualité, par un collectif d'anteurs marxistes, Messi-dor Editions sociales, 315 pages,





Société

Ramené une deuxième fois devant la cour d'assises du Rhône

Klaus Barbie persiste dans son mutisme

LYON

nsus

the same of the sa

William Control

Name of the second seco

Spiriture of the spirit

Service of the servic

The state of the s

14.544.45

12 (175) 4 (12 (22)

175

Company of the ex-

4.14 % 70.447

. .

de notre envoyé spécial

La journée avait été longue, labo-rieuse, éprouvante et même désor-donnée. Elle avait commence par l'audition des derniers témoins déportés par le convoi du 11 août 1944. Tous, M. Otto Abramovici, M Joséphine Ambre, M. Siegfried Szemendera, avaient konguement exposé les circonstances de leur arrestation, les épreuves subles dès ce moment, et, bien sûr, les conditions concentrationnaires avec leur cortège d'horreurs. Si ceux-là sont certains d'avoir eu affaire à Barbie au moment de leur interrogatoire à Lyon, ils ne peuvent affirmer, en revanche, que l'ancien chef de la section IV du SIPO-SD était présent le 11 août dans la cour de la prison de Montluc et ensuite sur les quais de la gare où ils furent

Et puis, à 18 h 30, on avait ramené Klaus Barbie dans la salle d'audience pour que deux autres témoins, M Julie Franceschini et M. André Courvoisier, arrêtés, eux, respectivement le 29 juin 1944 et le 28 février 1943, qui n'avaient pas été mis en sa présence, puissent dire s'ils retrouvaient en lui l'homme qui fut leur tourmenteur, celui qui aussi leur annonça qu'ils seraient déportés, celui qui proclamait : « Lè où je vous enverrai, ce sera pire que

L'un et l'autre s'étaient montrés

. Oh, oui ! c'est bien !ui, avait dit, toute bouleversée, M= Frances-chini. Des yeux pareils, cela ne s'oublie pas, même si on est abasourdi par les coups. >

Et M. Courvoisier, tourné vers Barbie et pointant vers hi son doigt, avait lancé : « Monsieur Barbie, vous ne me reconnaissez pas ? Mais moi je vous reconnais et je vais vous dire pourquol. Oui, monsieur le président, je le reconnais à ses yeux enfouis sous ses sourclls, toujours les mêmes, toujours ce regard de chacal. Je sais bien que je ne devrais pas dire ce mot ici, mais, que voulez-vous, ce n'est pas telle-ment à moi que je pense, c'est à sous ces jeunes qu'il a envoyés dans les

Berbie, on s'y attendait, répéta les mêmes mots qu'il avait eus le 26 mai : « Rien à dire ».

« La clé du procès

C'est alors que se leva le procu-renr général, M. Pierre Truche. De sa voix la plus calme, tout à fait maitrisée, sans éclat, presque douce-ment, il s'adressa à Klaus Barbie et tenta de la manière la plus humaine de toucher ce vieillard enfermé dans son système.

. Je voudrais, dit-il, lui parler du Barbie de 1933, du jeune homme de vingt ans, dont nous savons qu'il fut impressionné par la vague du national-socialisme, qu'il s'y engagea sans réserve; mais, ce même jeune homme est aussi celui qui, le dossier nous le montre, a eu des accents émouvants pour parler de son père, hu aussi qui, jusque-là, dans sa famille catholique, s'était dévoué aux autres, accueillant des infortunés, visitant des prisons,

attentif alors, semble-t-il, au respect de la dignité humaine. Comment ce jeune homme aux réactions normales a-t-il pu devenir un SS convaincu? Qu'est-ce qui s'est passé chez lui entre 1933 et

1937? Puis, s'adressant alors directement à l'homme qui, par le truche-ment de l'interprète, enregistrait avec une attention apparente cette adresse pathétique, M. Truche a poursuivi : « Nous connaissons votre position,, mais, quoi qu'il arrive, vous savez bien que vous ne retour-nerez jamais en Bolivie. Vous savez bien que ce procès ira à son terme. Et, dans un certain nombre d'années, les personnes qui seront admises à voir et à entendre l'enregistrement intégral de notre débat, se demanderont : mais comment se fait-il qu'il n'avait rien à dire à tout

- Alors, pour la dernière fois. vous avez l'occasion de parler, de nous révéler ce qui s'est passé à

le procureur général Pierre Truche a tenté de pousser Barbie à expliquer comment il a pu devenir un SS convaincu. En vain...

cette école des SS de Bernau, près qu'est-ce qui a sait de vous cet mme que nous décrivent tant de témoins, car c'est bien là la clé du procès, mais c'est aussi la clé de votre vie ; et vous devez, je le crois, y répondre aujourd'hui. »

Chacun écoutait M. Truche, mais regardait Barbie. Qui pourra dire comment en lui-même îl ressentit cette adresse, cet appel tout à la fois habile et émouvant dans sa simpli-cité, pour tenter de donner au débat nouvelle dimension.

L'interprète acheva de traduire et, enfin, livra la réponse qui avait été faite en allemand.

 Monsieur le procureur général, je ne peux pas répondre à vos questions. J'attends ce qui va se passer car, comme je vous l'ai dit, je suis ici victime d'un enlèvement, d'une illégalité, qui me forcent à vous répéter que je suis juridiquement absent.

M. Truche enregistra en manifestant sa déception : « Je vous plains de continuer à vivre dans une ficae commune à vivre aons une fic-tion. » Le procureur avait-il réelle-ment espéré? Il avait cherché à ébranier l'accusé, à le toucher en le renvoyant à hui-même. Le SS lui evait répondu.

Du côté des parties civiles, comme pour ne pas sembler se trou-ver en reste, on tenta aussi d'engager le dialogue mais d'une manière touts différente. Ainsi, M' Paul voulut savoir si Klaus Barbie avait eu des rapports en Bolivie avec le général

« Je n'ai jamais eu de rapports rticuliers avec ce général , lui particuliers ... fut-il répondu.

Quant à Me Richard Zelmati, sa curiosité touchait à l'enseignement donné dans cette école de formation des SS de Bernau.

« Yous souvenez-vous avoir assisté à des conférences animées par Bichmann, Dannecker et

 Je n'ai jamais vu personnelle-ment Eichmann et n'ai jamais fait le banquier suisse François Genoud sa connaissance. .

Ainsi s'acheva cette journée du vendredi 5 juin. Renvoyé dans sa prison, Klaus Barbie devrait, maintenant, y demeurer jusqu'au terme de son procès, à moins qu'il ne décide de lui-même de reparaître, car la cour n'a plus aucune raison d'ordonner qu'il en soit extrait par la force publique. Les témoins, qui vont se succèder à partir du mardi 9 juin, une fois passé la trêve de la Pentecôte, seront des témoins dits « d'intérêt général ». Qu'ils soient résistants, porte-parole d'associa-tions diverses qui se sont constituées parties civiles, aucun n'a eu personnellement affaire à Barbie durant l'Occupation et ne peut lui imputer tel ou tel acte, tel on tel propos. De plus, la présence de l'accusé, ven-dredi 5 juin, a encore été l'occasion de tensions, d'applaudissements dans la salle, lorsque, par exemple, M. André Courvoisier, auquel

Dans une adresse à la fois habile et émouvante.

M. Vergès rappelait qu'il a décrit Barbie, dont la taille est modeste, comme « un homme grand et superbe », rétorqua : « J'al dit grand au sens figuré, vous voulez m'embarrasser mais avec moi cela ne marche pas. >

Le président Cerdini n'apprécie pas de telles démonstrations et ne tient pas à les voir se renouveler.

Il reste à parier d'un antre épi-sode de cette journée, celui qui amena M. Guy Bermann, l'un des avocats des parties civiles, à demander la comparation du banquier genevois François Genond. Il a pour origine la déposition qu'avait faite, la veille, M. Fernand Hahn. M. Hahn est ce témoin qui affirme, mais il est le seul, avoir entendu Barbie sur le quai de la gare de Perra-che, au moment du départ du convoi du 11 août 1944, proclamer qu'il avait à sa disposition un butin confortable et qu'il allait partir pour l'Amérique du Sud, tandis que les déportés ne reviendraient pas de l'endroit où il les envoyait. Cette idée de butin de guerre, à iaquelle croient les parties civiles, en se fondant sur les pillages opérés par les nazis lors de leurs opérations contre les juifs on les résistants, avait excité alors la causticité de Mª Vergès.

. Je ne sache pas, avait-il dit, que us soyons ici pour des affaires de vol à la tire. »

C'est pourquoi Me Bermann voulut revenir sur le sujet.

 Cette expression de vol à la tire, dit-il, m'est restée dans la gorge. Il faut que la cour et le jury sachent que les pillages ont été organisés, que l'économie même du système concentrationnaire reposait sur une gestion très rigoureuse. Le travail force avait pour but de constituer des richesses. Tout était confisque à l'arrivée dans les camps, des vêtements aux bijoux, des chaussures aux denis en or que l'on arrachait aux cadavres. C'est comme çà que fut constitué un véritable trésor nazi, dont le livre de M. Erna Paris, l'Assaire Barbie, analyse d'un

singulier. . Sommes-nous saisis. demanda M. Vergès, de cette affaire de trésor nazi? La défense s'étonne

qui le gère aujourd'hui. Alors, je vous demande, Monsleur le prési-

dent, en vertu de votre pouvoir dis-

crétionnaire, de faire comparaitre

ici ce citoyen suisse habitant Lau-

Ce fut l'occasion d'un échange

d'une pareille manifestation; du côté des parties civiles, elles deman-dent que soit entendu M. Genoud. mais elles restent muettes quand il s'agit de faire venir Lucien Bourdon, l'homme soupçonné d'avoir livré les enfants d'Izieu, même s'il fut acquitté par une cour de justice, 'homme en tout cas qui fut vu avec les Allemands ce jour-là. Et pourrait-on nous dire qui étaient ces Allemands et si Barbie se trouvait bien parmi eux ?

- Eh bien oui, rétorqua Me Zelmati, du côté des parties civiles nous voulons bien que Bourdon soit entendu, si on peut le retrouver. La défense est-elle d'accord, de son côté, pour que l'on entende aussi M. Genoud?

- il ne s'agit pas d'un marchan-dage, rétorqua Me Vergès : ce n'est pas : donne-moi Bourdon, je te donne Genoud, car je ne vois aucune raison à la présence de M. Genoud alors que j'en vois une à celle de

Très sagement, le président André Cerdini a pris le parti d'attendre. Il décidera plus tard ai l'audition de M. Genoud, l'homme - tranquille et modeste », qui déclarait en mars 1982 à un journal de Lausanne e le national-socialisme a trouvé des solutions aux grandes mutations du vingtième siècle », est nécessaire à la manifestation de la vérité. Ce n'est à vrai dire, en l'état des choses, pas une évidenc

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

La fusillade de l'avenue Trudaine aux assises de Paris

Le procès des absents

A la troisième audience, l'effrite-ment du procès d'Action directe pourtant considéré comme solide, comme étant Mohand Hamami. en béton ., est sensible. Quatre ans ont passé depuis la fusillade du 31 mai 1983, avenue Trudaine, et les souvenirs des témoins qui ont daigné déposer, vendredi 5 juin, se sont dangereusement estompés. Ainsi une juridiction où l'oralité des débats est censée être reine se voit contrainte, en permanence, de recourir à la lecture des procèsverbaux rédigés au cours de l'instruction.

Mais ce n'est pas tout. La lassi-tude ou la démission a visiblement gagné nombre de témoins, et la dernière audience a été l'occasion de noter que six d'entre eux n'ont pas jugé bon de déférer à la convocation du président Xavier Versini. A tel point que Me Bernard Ripert, défenseur de Régis Schleicher, a déposé en sin de journée des conclusions visant à obtenir que la cour « ne renonce plus à la moindre audition

Le sentiment que le procès d'Action directe s'effiloche tient aussi au fait que sur les six auteurs présumés d'une fusillade, au cours de laquelle deux policiers trouvèrent la mort, trois parmi les principaux ne sont pas dans le box. Sans cesse nommés parce que identifiés par d'innombrables témoins, Mohand Hamami est, aujourd'hui, en fuite à l'étranger; pour être dissérent, le cas de Gloria Argano et Franco Fiorina, détenus en Italie pour d'autres faits, a le même résultat....

Or chaque témoin, jeudi et ven-dredi, a insisté sur le rôle de Gloria Argano, une jeune femme - au tains et gris », pistolet à la main. Chaque témoin a insisté sur le rôle d'un homme spontanément décrit sous les traits d'un « Eurasien » ou d'un « Astatique », tirant « comme

C'est dire si le procès prend parfois une légère teinte irréelle. Il est finalement assez peu question, pour l'instant tout au moins, du rôle de Claude et de Nicolas Halfen. Le témoignage prudent, mesuré de M. Pierre Lemaître, soixante-six ans, ingénieur-conseil, n'en aura peut-être que plus de poids. Car s'il a refusé, de peur d'être influencé par le fait de l'avoir déjà observé en décembre 1986 dans le box des accusés, de reconnaître Claude Halfen, M. Lemaître l'avait désigné sur trois clichés durant l'instruction comme faisant partie d'e un groupe de quatre personnes qui couraien avenue Trudaine, en formation carré, donnant l'impression de gens déterminés et entraînés ».

Il fut aussi question, à plusieurs reprises, d'un homme mince portant moustaches, • se retournant pour tirer •. Chacun pensait alors à Régis Schleicher, qui observe scrupuleusement, depuis jeudi, sa grève des audiences.

Les débats doivent reprendre merdi 9 juin.

LAURENT GREILSAMER.

 L'ancien président de la Maison du para écroué à Toulon. — M. Bernard Bagur, l'ancien prési-dent de la Maison du para de Toulon, a été écroué, vendredi 5 juin, sous a ete ecroue, vendreut 5 juin, sous l'inculpation d'abus de confiance, falsification de chèques et usage de faux, à la suite d'une plainte déposés par son employeur, M. André Brignol, pour un détournement de fonds qui porte sur 350 000 F environ.

M. Bagur avait déjà été écroué pendant quelques jours au mois d'août dernier, dans le cadre de l'enquête sur la mort de quatre proche de SOS-France (organisation un lapin - le gardien de la paix l'explosion de leur propre voiture

« Enquête sur un carrefour dangereux » de Jacques Derogy et Jean-Marie Pontaut

Le guide du scandale

« Une enquête à bout portant ». En présentant ainsi le livre qu'ils consacrent à l'affaire du Carrefour du développement, Jacques Darogy et Jean-Maria Pontaut reconnaissent les limites du genre. Entre le sort judiciaire d'Yves Challer et des autres inculpés, la procédure de Haute Cour contre Christian Nucci et la riposte socialiste visant Charles Pasqua, le fauilleton est effective ment loin de connaître son épilogue. Aussi nos contrêres, journalistes d'investigation dont la réputation n'est plus à faire, prennent-ils le risque d'être incomplets et de manquer de

Leur livre n'en est pas moins un honnéte état des lieux, enrichi per un souci méticuleux du détail sur les épisodes déià connus. Le lecteur n'ignorera donc rien du scandale financier, des sommes détournées au franc près, ou de l'emploi du temps d'Yves Chalier avant sa fuite au Brésil, début mai 1986. Une avalanche de précisions puisées au cosur même du dossier d'instruction, à tel point que le juge Jean-Pierre Michau n'en sait sans doute quère plus. En revanche, malgré des précisions inédites, Enquête sur un carrefour dangereux laisse entiers certains des mystères de l'affaire, hâtivement recouvert d'un opportun secret défense : la manipulation policière et politique de l'ancien chef de cabinet de Christien Nucci.

L'essentiel y est cependant dit, et clairement axposé. Dans un récit rythmé, qui évolue entre le polar vrai et le livre de comptes. tout à la fois histoire de l'ombre et expertise comptable, Derogy et Pontaut assènent deux vérités. La scandale politico-financier réside d'abord dans la gestion traditionpré-carré africain, même relayée par la légéreté d'un ministre socialiste bon vivant plutôt que bon gestionnaire. La seconde, c'est que ce scandale fut de bout en bout géré et orchestré politi-quement par la nouvelle majorité sortie des umes le 16 mars 1986, afin d'embarrasser la gauche.

Les autres dénoncent donc un ¶ néocolonialisme à la fimite de la caricature », cette « pénétration des Etats issus de l'empire par les affaires d'import-export et par les agents secrets ». Si l'on y ajoute qu'est « la facilité avec laquelle l'appareil d'Etat peut délibéréla comptabilité publique », on obtient ce « cocktail très V° République, affaires africaines et vie privée, services spéciaux et trafic d'armes, financements occultes et mœurs politiciennes, domaine réservé et chasse gardée ».

Le sommet de Bajumbura

Derogy et Pontaut démontent bien l'origine du scandale enfanté dont le pouvoir socialiste a hérité : tout part du sommet franco-africain de Bujumbura Burundi) organisé en décembre 1984, dans des conditions, matérielles et financières à tout le moins acrobatiques. Il fallait faire vite, sans rechigner à la dépense, una hypothétique menace ilbvenne s'ajoutant à des pratiques locales de corruption. De telles opérations supposent des maîtres-d'œuvre peu suspects de succomber à la tentation. A l'évidence, ce ne fut pas le cas d'Yves Chalier, Cependant, les auteurs restent fort indulgents à l'égard portés à accabler Christian Nucci.

reconnechilité dens toutes ces manipulations, comment Yves Challer aurait-il pu lui-même résister aux tentations de la pompe à fric mise en marche avec le sortmet de Bujumbura ? », écriventis, non sans mansuétude pour celui qui n'hésitera pas à utiliser la dite « pompe » pour des achats privés - studios, voitures, cadeaux à diverses maîtresses, yoyages luxueux... Ce qui n'enlève évidemment rien aux fautes de celui dont il fut le bras droit, l'ancien ministre de la coopération : Derogy et Pontaut soulignent les incohérences de sa « défense à géométrie variable ».

Le montant des sommes détournées ne dépasse pas toutetois e le millième du budget annuel du ministère de la cocoération ».: « Minimes, en vérité, par rapport à d'autres affaires soulevées par la Cour des comptes et retombées comme un soufflé, telle celle des « avions renifieurs » sous le précédent septennat. > L'exploitation politique des accusations d'Yves Chalier. alors que de toute façon la justice était en marche, n'en apparaît que plus partisane. Ici, Derogy et Pontaut insistent d'emblée sur le rôle méconnu de deux personnages : Christian Sabbe, conseil-

ler technique de M. Michel Aurillac, successeur de M. Nucci au ministère de la coopération, qui, issu de la Cour des comptes, avait déjà eu vent de l'affaire avant le 16 mars 1986, et André Mousset, également membre du cabi-net, « ancien proche collaborateur de « Ponia » au ministère de l'intérieur, raillé en 1981 à Jacques Chirac, et qui connaît bien le musique administrative, policière et médiatique... ».

Les deux hommes se seraient livrés à une « enquête-maison », accumulées au ministère de la coopération par « un fort courant de mécontents, proches de l'opposition gaulliste». Défilent ensuite une galerie de portraits déjà connus : le colonel Maurice Robert, grand spécialiste de l'Afrique au RPR, qui préside, avec M. Aurillac, aux destinées du « très chiraquien Club 89 », et qui rencontrera Challer avant se fuite; le contrôleur gánéral Jacques Delebois, que ce demier accuse d'avoir organisé sa fuite e vrai-faux » passeport, bref de l'avoir manipulé; la miliau corsa des jeux, qui l'accueillers à Copacabana: et. enfin. «le chel » ou « le grand Charles », autrement dit ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua...

Une mystérieuse attachée de presse Avancant avec prudence, rele-

vant les démentis des uns et des autres, Derogy at Pontaut n'arri-vent pes à faire la lumière sur la mystérieuse rencontre que Chali affirme avoir eue, au 45 de l'ave-nue Montaigne, à la mi-avril rieur lui-même. Mais ils apportent un élément nouveau en insistant sur le rôle d'intermédiaire d' « une attachée de presse du RPR, chargée des relations avec les Français de l'étranger, Marie-Antoinette Isnard, une Corse d'origine, très proche, dit-on, de Charles Pasqua ». Challer, affirment-il, l'a rencontrée au gnage de cette femme, suggèrent-ils, serait « bien intéressant a.... Nos confrères ne vont pas au-

delà. Affaire à suivre, en somme. Dans cette attente, leur livre constitue un guide utilé.

EDWY PLENEL

* Jacques Derogy et Jean-Marie Pontaut, Enquête sur un carrefour dangereux, Fayard, 89 F.

FAITS DIVERS

La «manif» en camionnette

Sur la place de l'Hôtel-de-Ville

L'agent, en casquette et épaulettes blanches, qui règle la circulation rue de Rivoli, a été le premier à s'approcher ; puis sont venus deux factionnaires engoncés dans leur gilet pare-bailes, arme à la main; enfin l'officier de CRS posté avec sa compagnie un peu plus loin est venu à son tour, bientôt suivi d'une petrouille appelée par on ne sait qui : en quelques minutes, une bonne dizzine de policiers ont entouré la camionnette qui, incongrue et provo-cante, s'est garée sue la place, devant l'Hôtel de Ville.

A l'intérieur, une famille au bord de la crise de nerfs : le père, le mère et les trois enfants êgés de dix, sept et quatre ans, sont en passe d'être expulsés de leur « logement », une loge de concierge de 35 mètres carrés, au 34 de l'avenue de Laumière, à Paris (19°), où la famille vit depuis plus de dix ans.

Lui, Jean-Noël Letourneur, vend des fruits et légumes sur les merchés. « Je suis artisan, monsieur, pas chômeur», mais les affaires ne sont pas mirifiques. Il y a quatre ans, les propriétaires de l'immeuble, où sa femme est concierge, ont décidé de suppri-

une HLM et, en attendant, il refuse de quitter les lieux, malgré un jugement du tribunal et les sommations à déqueroir ». Et quelques heures après que le commissaire de police du com-missariat Villette lui eut signifié que l'expulsion « par la force » était cette fois imminente, Jean-Noël Latourneur avait embarqué sa famille dens la camionnette pour expliquer son cas au maire Il n'a pourtant pas vu M. Jac-

ques Chirac. Aux policiers, qui tentaient avec compréhension de le calmer, il a exhibé sa carte du RPR. Puis est arrivé « quelqu'un du cabinet du maire » qui a quarts d'heure de négociations, menées tant bien que mal, à l'abri des oreilles indiscrètes du journaliste de passage, M. Letourneur et sa famille ont

accepté de quitter la place. La susiendemain, l'Hôtel de Ville annonçait qu'il serait relogé d'urgence dans une HLM prise sur le contingent du préfet de Paris,

GEORGES MARION.

Sous le nom d'« Irgoun »

Une organisation revendique **Passassinat** d'un commerçant algérien à Caen

Un commerçant algérien de Caen (Calvados) a été mortellement ssé et un ressortissant tunisien légèrement atteint par un inconnu qui a ouvert le feu dans une énicerie avant de prendre la fuite, vendredi 5 juin, dans la matinée.

Le gérant de la boutique Aux ices d'Atlas, M. Abdel Kader Moussaoui, âgé de cinquante-sept ans, a succombé dans l'après-midi à

Les policiers ont retrouvé sur place des tracts revendiquant la fusiliade au nom d'une organisation appelée « Irgoun » et portant les mots - Israël vaincra ». Le tireur a pris la fuite dans une voiture munie de fausses plaques d'immatricula-tion. SOS-Racisme appelle « l'ensemble des démocrates » à participer à une « journée contre la haine » organisée mardi 9 juin à

Médecine

La polémique sur la prévention du SIDA

La conférence internationale sur le SIDA s'est achevée le ven-La conference internationale sur le SIDA s'est achevee le véndredi 5 juin à Washington. Le discours de clôture de M. Otis Bowen, secrétaire américain à la santé, a été marqué par de très vives protestations des congressistes, qui ont haé M. Bowen. Les spécialistes contestent la politique de lutte contre le SIDA préconisée par le président Ronald Reagan concernant notamment le dépistage systématique des prisonniers et le contrôle sérologique aux frontières.

A Strasbourg, les directeurs des administrations pénitentiaires européennes ont refusé, le vendredi 5 juin, la mise en place d'un dépistage systématique des détenus.

Le dépistage ne se fera pas dans les prisons européennes

La population carcérale euro-péenne présente un taux de séroposi-tivité « extraordinairement élevé par rapport à celui de la population générale ». Cette affirmation est generale s. Cette attribution ex-contenue dans le rapport élaboré par le médecin suisse M. T. W. Harding pour la Huitième Conférence des directeurs d'administration péniten-tiaire, qui s'est tenue à Strasbourg du 2 au 5 juin.

Le secrétariat général du Conseil de l'Europe a lancé pour l'occasion une enquête auprès des Etats membres. Douze des vingt et un pays y ont répondu, et leurs chiffres permettent au rapport Harding d'estimer à 12 % le taux moyen de séropositivité dans les prisons d'Europe, soit environ un détenu sur

Deux exemples: en Suisse, les dépistages systématiques opérés dans cinq prisons ont révélé 11 % de séropositifs parmi les détenus et pas un seul dans le personnel. En France, un test sur cinq cents entrées successives dans le même établissement décelait 12 % de séropositifs. Si l'on réduit l'échantillon sant la voie intraveincuse, ce taux est plus élevé. Une étude française sur cent dix-huit cas le situe à 61 %.

Le chiffre fourni par l'Italie est de 12,3 %, tandis qu'en Espagne, où seuls les groupes « à risque » sont testés, il est de 26 %. Il semble très faible en Belgique, en Autriche, au Luxembourg, à Chypre ou au Por-tugal. En République fédérale d'Allemagne, l'enquête est en cours. En Norvège, tous les résultats sont converts par le secret médical.

La disparité des chiffres accompagne les divergences de vues des politiques. Six des pays interrogés prévoient le contrôle - avec leur consentement - des détenus - à risque » et des tests à la demande pour les autres. D'autres ne prati-quent le dépistage que par volonta-riat. A l'inverse, le Portugal a

entrepris le dépistage complet de ses huit mille trois cents détenus. Les réactions sont également variées : beaucoup de pays ne pren-nent aucune mesure spéciale pour les séropositifs ou les malades du SIDA: en Belgique, en Allemagne ou au Portugal, l'isolement des séropositifs est de règle. Dans six pays,

les malades sont traités dans des hôpitaux pénitentiaires, Fresnes, par exemple, pour la France. La Répu-blique fédérale d'Allemagne et la Norvège évoquent la possibilité d'une libération anticipée dans les cas où la maladie ne laisse que quelques mois de survie.

Une approche paternaliste

Le médecia suisse précoaise, plus qu'une « approche paternaliste » (dépistage systématique, isolement des porteurs du virus), celle qui pri-vilégie la « responsabilité indivi-duelle ».

Le rapport propose plusieurs mesures. Ainsi l'information du personnel et des détenus sur le SIDA, mais aussi sur les autres maladies transmissibles ; la fourniture de préservatifs à la demande, non seulement avant les sorties, mais auss pendant la détention (1). Selon ce rapport, le dépistage ne devrait être pratiqué qu'à la demande et les résultats devraient être communiqués au détenu par le personnel médical et suivis d'entretiens personnalisés. En revanche, il écarte toute idée d'isolement des détenus portours du virus.

JACQUES FORTIER.

(1) M. Jean-Pierre Dintilhac, sous directeur de l'exécution des peines pri-vatives de liberté et de la réinsertion à la chancellerie, a indiqué le 5 juin à Stras-bourg qu'il n'était pas question de fournir des préservatifs aux détenus

Après de nombreux atermoiements

Le comité national pour l'évaluation médicale est créé

Le Journal officiel du 5 juin Clamart), l'un des militants les plus convaincus de l'utilité d'une telle publie un décret « portant créstion du comité national pour l'évaluation médicale ». Composé de dix membres (1), ce comité est créé auprès du premier ministre.

L'idée vient des Etats-Unis et de l'Europe du Nord. Il s'agit schématiquement d'un organisme chargé de définir un terrain d'entente sur des aspects controversés ou problématiques des techniques ou des pratiques médicales. Dès 1977, les États-Unis ont mis en place un système dit de « conférence de consensus » dans lequel des « jurys » cherchent à éta-blir à échéances régulières un accord minimal entre les différents partenaires du monde de la santé sur un dossier donné (échographie obstétricale, traitement du cancer du sein, prévention de l'ostéoporose, etc.). Les consensus ainsi dégagés doivent ensuite faire l'objet d'une très large diffusion apprès des professionnels de santé et du grand

En France, le professeur Émile Papiernik (hôpital Antoine-Béclère,

SCIENCES

· Eutelsat en faveur de lanceurs américains. — Le consortium européen de télécommunications par satellite Eutelsat vient de prendre auprès de la société américaine General Dynamics des options pour le lancement de deux satellites par des fusées Atlas-Centaur. Selon l'hebdomadaire spécialisé Aviation Week and Space Technology, le premier de ces lancements pourrait avoir lieu dans le courant du premier triest d'autant plus intéressante que le chaîne de fabricaiton des Atlas-General Dynamics a récemment fait savoir que la fabrication de ce lanceur capable d'emporter plusieurs tonnes de charge utile pourrait

procédure, avait été chargé, dès 1985, par M. Edmond Hervé, alors secrétaire d'Etat à la santé, d'un rapport sur ce thème. M. Hervé, le 18 décembre de la même année, en conseil des ministres, annonçait officiellement la création d'une fondation d'évaluation sur les pratiques médicales qui aurait dû voir le jour en janvier 1986 (le Monde du 20 décembre 1985). Ce ne fut pas le cas. Des blocages médicaux d'abord, le changement de gouvernement ensuite, firent de cette fondation une

Tout en signalant l'intérêt qu'elle portait à ce dossier, Mª Michèle Barzach ne fit rien pour donner vie à un tel projet. En novembre dernier. toutefois, elle annoncait la création d'un « comité des sages » chargé de définir « un outil d'évaluation technique et économique dans le domaine de la santé ».

C'est cet - outil - qui, après bien des difficultés - la place des méde-cins et des non-médecins dans le comité national a fait l'objet de très vives discussions, - voit enfin le jour de manière officielle.

Beaucoup moins ambitieux que le précédent projet, ce comité n'aura que des compétences réduites. Il n'effectuera pas lui-même les actions d'évaluation mais se bornera les demander à certains organismes comme l'Union nationale des associations de formation médicale continue (UNAFORMEC). Le budget - « très lèger », dit-on dans l'entourage de M™ Barzach devrait être fourni par l'ordre des médecins et par la caisse nationale d'assurance-maladie, dont les présidents sont, avec celui de la conférence des doyens, membres de droit du comité.

(1) La composition du comité sera onnue dans quelques jours.



ROLAND GARROS

à Roland-Garros dimanche 7 juin. Comme en 1985, Wilander et Lendl se rencontreront en finale. Le Suédois, ani a éliminé Becker, est arrivé trois fois à ce stade du tournoi et a gagné deux fois. Le Tchécosloraque, qui a dominé Mecir. disputera sa cinquième finale pour espérer gagner un troisième titre.

Le bon docteur Lendl a réussi. vendredi, une grande première, qui lui vaudra peut-être un jour le Nobel de tennis : il a trouvé un vaccin contre le virus Mecir, qui provoque une épidémie de balle, la coupait et la recoupait,

Sports

TENNIS: les Internationaux de France

Lendl: cuisson à l'étouffée

teurs, cette population à moindres risques. Les ravages de la « rétromolécule » tchécoslovaque étaient particulièrement graves depuis le début des Internationaux de France. Hélas! les clients du laboratoire Roland-Garros n'ont pas bien évalué la portée de la découverte qui leur a été révélée, il est vrai dans un langage gai comme un traité de biologie. Certains ont même protesté pour exercice illégal du tennis. C'est que l'antidote était tellement rude qu'il a bien failli tuer et Mecir, et cette demifinale, Lendl ayant choisi de guérir le mal par le mal, d'éliminer le Slovaque par anesthésie générale.

> Et ce fut plus facile à dire qu'à faire quand on s'appelle Lendl. Le Tchécoslovaque du Connecticut a fondé tout son jeu sur la vitesse qu'il imprime à la balle. Depuis dix ans, il s'est entraîné d'arrachepied pour améliorer sans cesse cette puissance de feu. Il est champion du monde en mitraillant ainsi à tirs tendus.

Or, vendredi, le canonnier avait singulièrement haussé la mire et réduit la charge de poudre. Et Lendi, quand il ne levait pas la

· Pour empêcher Mecir de faire son jeu, il ne fallait donner aucun rythme à l'échange . . expliqué le Tchèque, avec la froide logique qui lui permettait de résoudre l'énigme du Rubik's cube en quelques minutes. Mais, pour appliquer cette tactique, il dut résister à la tentation de cogner, maîtriser son instinct et son orgueil de champion, pour ne laisser parler que la raison.

Sons son scalp de Heron, il devait avoir le crane comme une cocotte-minute. D'ailleurs, la pression était devenue insupportable au troisième set. Il laissa partir la vapeur. Mecir phagocyta alors la puissance des coups et se retrouva derechef servant pour le set. Mais Lendi referma le couvercle de la marmite. Mecir était bien cuit.

Cette défaite du Slovaque a été amère. Plus encore que celle à lui grimoire sur le jeu de ses adverdéjà infligée par le Tchèque lors des Etats-Unis. Car Mecir est un sans aucune magie noire. Il n'arrifaux indifférent. Cette apparente nonchalance sur le court et cette réserve gardée dans l'interview

défaites dans les rangs des lif- attendant sans cesse l'ouverture tion : il rêve d'inscrire son nom au palmarès des épreuves du grand chelem. Il s'est approché du but, travesti en pêcheur à la ligne. Mais, désormais, le déguisement lui mit, puisque par deux fois il n'a pas su ferrer le brochet Lendi quand la bonne occasion se présentait. A Key-Biscayne, cela n'a finalement compté que pour du beurre. La 20toriété du cinquième tournoi de cent vingt-huit joueurs n'est pas encore solidement éta-

> Et, en Floride, Lendl, qui ne s'était pratiquement pas entraîné depuis deax mois, souffrait d'un genou, qu'il devait d'ailleurs faire opérer aussitôt après la finale perdue. Bref. Mecir a dů, vendredi, réaliser à ses dépens tout le chemin qui le sépare encore de LendHa-Science.

Ce n'est pes pour rien que le Tchécoslovaque se promène dans le monde entier avec un énorme saires. Il en tire des formules de la finale des Internationaux alchimiques pour les battre, mais versit pas à ses fins sams une condition physique supérieure.

Wilander : le cru 87

L'assassin habite bien à Auteuil Mats Wilander s'en revenait vers sa ligne à petits pas, petit crochet, l'air absorbé en gratouillant sa raquette comme un rempailleur affairé. Puis il leva la iête. Ce visage malin de lutin, cette mine pointue de furet, et ces yeux riaient, mais riaient: Boris Becker, plutôt en cette affaire l'air d'un moulin à vent, venait de subir le châtiment absolu, la iésintégration totale de son jeu.

Noah, Becker, même combat même punition ou presque. Trois petits sets (6-4, 6-1, 6-2) et puis la trappe, le doute qui ronge l'âme et sape le moral, la question existentielle: sais-je encore jouer au tennis? Mats le maudit, le voleur de sérénité, a encore une fois fait davantage que gagner un match : il a autopsié tout cru, tout vif, son adversaire du jour, sur ce billard ocre, son jardin des supplices.

Etonnante tyrannie. On savait Mats le Suédois, deux fois vainqueur ici, en 1982 et 1985, plus qu'excellent sur l'échiquier de terre battue. En tout cas, toujours capable de remettre une fois de plus que l'adversaire la balle sur le court, ce qui est la finalité même du jeu. On le savait talentueux à l'extrême, dans l'usure et la rapine, dans cette longue patience du fond de ligne et l'ajustement, au moment opportun, d'un grand coup d'épée à travers le lard adverse.

Mats Wilander gagnait donc. Mais le voici aujourd'hui qui, de retour d'épousailles, se pique de gagner encore et de séduire, en prime. Séduire en effet tout le monde, et d'abord lui-même. Il e'en est expliqué d'ailleurs : en 1986, se regardant en son miroir, il prit son jeu vaguement en horreur, ne se supportant plus ainsi dans l'assurance tous risques. « Le tennis m'ennuyait, mon tennis m'ennuyait un peu. »

Alors, histoire de se désennuver beaucoup, Mats Wilander se maria. Et il revint flambant neuf pour changer de tennis, comme l'on abandonne le célibat. Elle pourrait prêter à sourire, cette

La dernière journée de cham-

nionnat de France de football, ven-

dredi 5 juin, a été marquée par la

défaite des deux équipes qui ont

survolé la saison: Bordeaux et Marseille. Les Bordelais, sacrés

champions la semaine dernière, ont

fêté leur titre par une défaite à Metz, alors que Marseille allait

Mais cette trente-huitième jour-

née était surtout décisive pour les

clubs situés dans le bas du tableau.

Battu à Auxerre, Nancy accompa-gnera Rennes en deuxième divi-

sion, aiors que Sochaux, grâce à son match nul à Saint-Etienne,

jouera les barrages contre Cannes.

Toulouse et Auxerre vont dispu-ter la saison prochaine la Coupe de

perdre à Monaco.

métamorphose voulue, si elle n'était avant tout un acte de réelle et courageuse remise en question.

Mats Wilander n'a jamais en vocation, ni envie furieuse, d'être le premier de la classe. Voguant entre la septième et la quatrième place du classement mondial, depuis 1982, le Suédois s'est s'était? - toujours refusé au sacrifica extrême, à l'obsession maniaque et admirable du sommet et aux mortifications, type planche à clous, que cela suppose. Il faut être Ivan Lendl ou fakir, ou les deux, pour chevaucher avec constance une telle ambition.

Le Suédois, simplement au plaisir de gagner, veut ajouter celui de plaire et de se plaire. Voilà qui est fait et rudement fait. depuis cette demi-finale cruelle et révélatrice. - La terre battue, dira un juge de ligne de bon voisinage, a ceci de très particulier, par rapport aux autres surfaces, qu'elle révèle véritablement les faiblesses techniques, les manque-ments au savoir du joueur en dif-

C'est peut-être là une généralisation un peu excessive ou un plaidoyer pro domo un rien chauvin. Mais il est vrai qu'on aura pu mesurer en deux heures et onze minutes les limites d'un Boris Becker, numéro deux mondial, en ce genre d'exercice.

Un septième jeu somptueex

Les choses pourtant avaient plutôt bien commencé pour lui. En fanfare même. Le jeu du jeune Allemand, lorsqu'il fonctionne à la perfection, fait assez penser, dans la débauche des cuivres, à un emportement wagnérien. Et, précisément, Boris Becker, les genoux couverts d'ecchymoses simples oblitérations d'un joli tempérament, donnait furieuse-ment de la cymbale. Services fracassants, coups droits immenses, la partie s'était engagée sur les chapeaux de roue. Et la foule de Roland-Garros, sevrée depuis trop

LES RÉSULTATS

*Metz b. Bordeaux 2-1
*Monaco b. Marseille 2-0

*Toulouse b. Lens 1-0

*Anxerre b. Nancy 4-2
*Laval b. Paris-SG 4-3

*Brest b. Le Havre 2-0
*Toulon b. Nice 2-0
Nantes b. *Lille 1-0

© Chassement. — 1. Bordezux, 53 pts; 2. Marseille, 49; 3. Toulouse, 48; 4. Auxerre, 47; 5. Monaco, 45; 6. Metz, 43; 7. Paris-SG, 41; 8. Brest, 40; 9. Laval, 38; 10. Lens et Nice, 37; 12. Nantes et RC Paris, 36; 14. Lille et Toulon, 34; 16. Saint-Etienne, 33; 17. Le Havre, 32; 18. Sochaux, 31; 19. Nancy, 29; 20. Rennes, 17.

FOOTBALL: championnat de France

Nancy et Rennes relégués

longtemps de vrai tennis, chloro formée par la partie de badming ton Lendl-Mecir, pouvait hurier enfin son plaisir.

Très vite, Boris Becker, colors sur terre d'argile, prenait l'avan-tage. Le terrain, le match, le pre-mier set lui appartenaient, quatre jeux à deux. Or c'est à ce moment-là, précisément, dans ce septième jeu semptueux, que le Suédois nouveau allait surgir pour briser un à un les avantages adverses. Sous l'avalanche, sous le feu à mitraille, Mats Wilander montait une fois, deux fois, trois fois à toute allure au filet. A la volée, la raquette droit devant, comme un garde du cardinal devait tenir son épée pour quelque botte secrète, le Mats Wilander nouveau arrivait.

Après une bonne demi-heure de rêve, Boris Becker se retrouveit d'un seul coup, d'un seul jeu, désintégré. Mats Wilander avait trouvé ses marques, ses réglages étaient prêts. Il ne lui restait plus qu'à faire de cette partie sa par-tie, un époustouflant tracé d'épure parfaite, dans un tennis superbe et dépouillé.

Sans souffler un instant, sauf en fin de deuxième set, avec la précision d'un géomètre inspiré, le quadrilatère intégré sur son ordi-nateur de vol, Mats Wilander accumula les jeux. Comme Noah l'avant-veille, Boris Becker était groggy, dépassé, en retard sur les balles, contraint à la faute. Comme Noah, il n'avait plus de jeu et plus une chance. Même son service, son prodigieux service, qu'il monte avec les gestes saccadés et parfaits d'un automate. ne servait plus à rien. Même la volée et le filet, son empire présumé, lui échappaient.

Mats Wilander avait pris l'avantage partout. Au service, à la volée, en fond de court. Une très belle réaction d'orgeuil, en fin de troisième set — trois balles de match sauvées à 5-1, après de merveilleux échanges — vint nous rappeler que Boris Becker était vraiment un surdoné et no vraiment un surdoué et un fameux combattant. C'était assez pour que Wilander le punisse définitivement par un ultime jeu blasc.

Après, en conférence de presse, Boris Becker affirmera sans rire que s'il avait gagné le septième jeu du premier set, la face du match eut pu être changée. Vezé, il rappela à chacun que Mats Wilander était numéro quatre et que lui-même restait numéro deux. Et puis il dit sa satisfaction de s'en aller jouer sur herbe, « là où je suis né comme joueur de tennis ».

Sur ce point, on veut bien le croire. Le malheur, c'est que Mats Wilander a pris, lui aussi, rendez-vous. « Mon principal objectif de la saison, dira-t-il, reste Wimbledon. Et le Suédois, dont Yannick Noah notait en expert la nouvelle dimension, n'est pas homme à s'aventurer. S'il le dit, c'est bien qu'il pense pouvoir le faire.

PIERRE GEORGES.

Résultats du vendredi 5 juin MESSECURS

(dend finales) Lend (Tch.) b. Mecir (Tch.), 6-3 a Wilander (Saède) b. Becker (RFA), 6-4, 6-1, 6-2.

Coupe du monde de rugby

La Nouvelle-Zélande bat PEcosse (30-3)

CHRISTCHURCH de notre envoyé spécial

An contr de cette ville dont on prétend qu'elle est, hors de Grande-Bretague, la cité la plus britannique du monde, l'amateurisme impavide des Econsis se dressait sur la roun des Néo-Zélandais. D'un côté, un regby pratiqué comme un art de vivre par une élite culturelle et sociale; de l'autre, le ballon ovale moyen d'expression de tout un peuple qui pousse en mélée avec ses « Blacks » pour le titre de champion du monde,

En dépit de ces conceptions aux antipodes, les deux équipes jonent sur le terrain un rugby jumeau fondé sur un troisième élément surpuissant, dont is mission est d'envoyer l'arrière et les ailiers sur orbite.

La générosité écossuise a contenu. pendant quarante minutes, le dynanisme du pack adverse. Si la Nouvelle-Zélande menait à la mitemps par 9 à 3, c'était uniquement grâce à la botte de son ouvreur Grant Fox, auteur de trois coups de pied de pénalité contre un seul à l'arrière écossais Gavin Hastings.

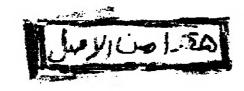
Manque de panache

Ensuite, la préparation physique imposée depuis des mois par Bryan Lochore à ses joueurs allait porter ses fruits. Par deux fois, les Ecossais, les bras rompus à force de pla-quer, offrirent des brèches aux Néo-Zélandais. Le troisième ligne Alan Whetton conclusit d'abord par une attaque en rafale de son pack et, en fin de rencontre, l'arrière John Gal-lagher parachevait le score. Entre-temps, Grant Fox avait réussi trois pénalités supplémentaires, quelque-fois sous les huées du public de Christchurch, qui est aimé plus de panache dans la victoire.

Pour son premier test sérieux depuis le début de la Coupe du Monde, la Nouvelle-Zélande n'a pas employé d'autre recette que contre l'Italie, l'Argentine et les îles Fidji. Le mélange puissance dynamisme a cu raison de la résistance des Ecossais. Mais les difficultés rencontrées par les Alf Blacks pour enchaîner leurs mouvements doit ouvrir des horizons à leurs prochains adver-

radio de la compansión de la compa





Culture

ARTS

Fig. 12 Sec. 12 Sec

 $||||_{\mathcal{F}_{2}}^{2}|||_{L^{2}(\mathbb{R}^{2})}\leq 2^{\frac{1}{2}}\cdot |||_{L^{2}(\mathbb{R}^{2})}^{2}|||_{L^{2}(\mathbb{R}^{2})}^{2}$ 16. July 10. 71. 7.752

NT 5" 11 1471 - DE

76.5 W. W.

Award Grand

Resultate

rescired 5 inte

Markett 28

iouvelle-Zélas

PEcosse 363

1125

« Haniwa de Shibayama » au Grand Palais

Les traits oubliés du Japon primitif

L'exposition organisée au Grand Palais grāce à la Maison des cultures du monde nous fait découvrir, à travers quelques dizaines de figurines en terre, un Japon primitif inconnu, qui ne ressemble en rien à l'idée que l'on se fait de cette civilisation.

Au premier étage du Grand Palais, les caisses s'entassent. Quelques-unes sont déjà ouvertes. Des empreintes de polyester laissent deviner, en creux, des formes humaines de petite mille.

Dans un silence presque religieux, une demi-douzaine de Japonais s'affairent autour de momies enveloppées de bandelettes. Avec une infinie délicatesse, ils déroulent les interminables morceaux de tissu qui protègent ces stancettes dont les plus grandes atteignent 1,50 m; hommes et semmes aux membres parsos ébauchés et toute une gamme d'animaux domestiques, chevaux, chiens, porcs, oiseaux de basse-cour... Ils nous donnent une idée pen commune du Japon à l'âge du fer, du quatrième siècle au septième siècle de notre ère.

de notre ère.

La fragilité de ces figurines de terre, cuites à basse température, explique les précautions exceptionnelles prises pour leur déplacement, le premier jamais effectué hors du territoire national. Les quarantecinq pièces exposées ici provienment toute du même endroit, Shibayama, près de l'aéroport de Narita, dans la région de l'acyo, Elles furent déconvertes il y a une trentaine d'années par le propriétaire des lieux. M. Shipar le propriétaire des lieux, M. Shimekuza, qui est également le conser-vateur du musée actuel.

Ces objets accompagnaient les tombes des seigneurs locaux enterrés avec épouse, armes et bagages, dans des chambres de pierre, recouvertes d'un tumulus de terre. Autour du monticule, dont la forme ressemblait souvent à celle d'un trou de serrere géant, des cylin-dres de pôterie — c'est le sens littéral de haziwa, le mot qui les désigne servaient à retenir la terre tassée audessus du tombeau. Peu à peu, ces tuyaux reçurent des formes humaines ou animales.



Leur rôle purement fonctionnel fut doublé d'un autre, de nature rituelle, rattaché à la religion pratiquée, une sorte de chamanisme. Enfin, ils rappelaient les fastes de la vie du défunt. Mais tous gardent de leurs origines une forme cylindrique et la plupart du temps des membres simplifiés. Ils sont placés autour du tumnlus dans un ordre précis : palefreniers avec leurs chevaux, prêtresses chamanes, le visage levé vers le ciel et le cou ceint d'un collier orné de griffes de tigre, guerriers casqués, musiciens, animaux familiers dont le coq, animal totémique des royaumes coréens tout proches.

L'esthétique de ces œuvres surprend. « Ces masques de terre aux yeux évidés nous restituent les traits du Japon à l'aube de l'his-totre », explique Vadime Elisseef, le maître d'œuvre de l'exposition. Rieu ne rappelle un art que l'on croit comaître depuis plus d'un siècle. Le tout est rugueux, mouvements figés, expressionisme arrêté. Les amateurs de rapprochements interplanétaires ou synchroniques évoqueront sans

doute la Grèce archaïque, Paul Klee et le Donanier Rousseau. L'anthropologue sera surpris par les longs cheveux bouclés et les barbes flu-viales des personnages, évocation de peuples disparus, refoulés ou noyés sous des vagues successives.

Les habitants du royaume des Wa, initiateurs de ces sépultures, mais ignorant l'écriture, restent très mal connus. On sait qu'ils ne découvrirent le fer qu'au quatrième siècle grâce à leurs voisins coréens. Ces derniers introduisirent le boudderniers introduisirent le bond-dhisme au Japon. Avec cette nou-velle religion, les tumulus et les haniwas vont disparaître. Et les tombes ouvertes dès la fin du siècle dernier ne feront guêre avancer la connaissance de cette civilisation disparae avec ses secrets. Il n'en reste que ces processions hiératiques d'hommes, de femmes et d'animaux, qui veillent inlassablement autour de tombes vides.

EMMANUEL DE ROUX.

* Guerriers et Chamans du Japon antique, su Grand Palais, jusqu'au 13 juillet.

L'architecture française à Tokyo

La ville entre la mémoire et l'utopie

A Tokyo, l'architecture française débarque en lorce. M. François Léotard est venu inaugurer l'exposition consacrée à Ciriani, Gaudin et Portzamparc : les « grands projets » parisiens sont proposés à l'appréciation des foules et un colloque vient de se tenir sur le thème de la « qualité de la ville ».

TOKYO de notre correspondant

On ne pouvait trouver de lieu plus

On ne pouvait trouver de lieu plus approprié pour y poser la question de la «qualité de la ville». Tokyo, comme New-York, est sans doute la métropole la plus caractéristique de la modernité de cette fin de siècle, dans ses excès comme dans ses équilibres. Tokyo est en outre l'expression d'une tradition urbaine à bien des égards antithétique de celle de l'Occident. A l'Est comme à l'Ouest ses fout écho les mêmes questions: se font écho les mêmes questions; celles de villes souvent asservies à des visions fonctionnalistes de leur des visions tonctionainstes de leur patrimoine et de leur mémoire, celles de leur réappropriation par leurs habitants. Ces questions, cependant, ne se posent mi dans les memes termes, compte tenu de contextes culturels différents, ni avec la même intensité.

Organisé par le ministère des affaires étrangères français, la Maison franço-japonaise de Tokyo (1) et le journai Yomiuri, le colloque

Prolongation

exceptionnelle

de la projection

de «Shoah »

aux 3-Luxembourg

Toute la force du film de Claude Lanzmann, Shoah, qui relate l'extermination des juils lors de la

seconde guerre mondiale (Shoah signifie « anéantissement » en hébreu) réside dans le parti qu'a choisi le cinéaste de restituer un

passé enfoui avec des images

Alors que continue à Lyon le procès de Klaus Barbie, c'est l'hon-neur du cinéma les 3-Laxembourg à Paris de prolonger la projection de ce film de neuf heures et treute minutes. Rassemblement de témoi-

gnages vivants d'Allemands et de Polonsis, juifs et non juifs, persé-cutés ou persécuteurs, recherche aur

traces de la « solution finale », il ne recourt à aucun moment aux images

Prix du judatame, de la Licra, de

l'Association de la critique cinéma-tographique new-yorkaise, projeté dans le monde entier, la première époque de Shoah est projetée depuis le 3 min et la seconde époque le sera

★ Les 3-Luxembourg, 67, rue Monsieur-le-Prince, 75006 Paris.

CINÉMA

d'actualité, alors que l'on cherche à revenir à des approches plus sensi-bles de la cité après la vogue du fonctionnalisme technico-économique des épigones du Corbu-

sier.

Le dialogue entre les tenants de deux pôles de la tradition urbaine n'a pas été aise, malgré une répartition tripartite des débats (journée des écrivains, des architectes, des sociologues). La complexité du sujet, la difficulté intrinsèque à le cerner, mais aussi des conceptions culturelles différentes, ont été à l'origine de ces achoppements: les Français ayant tendance à théoriser, tandis que les Japonais raisonnaient par analogies, privilégiant la description au détriment de l'explication des phénomènes.

tion des phénomènes. La rencontre des écrivains a été sans doute la plus décevante, par l'absence de véritable dialogue qui l'a marquée. L'auditoire aurait légila marquee. L'autontre des auteurs qu'ils évoquent la ville en tant que creuset d'inspiration et d'imaginaire. Mais chacun donna plutôt l'impression de s'enfermer sur soi, dans un espace sans lieu. Michel Butor, dans un espace sans lieu. Michel Butor, dans un espace sans lieu. Michel Butor, dans un espace sans lieu. une intervention inaugurale, tenta de formuler la question centrale de cette rencontre, sans toutefois esquisser de réponse. Des digres-sions sur la lisibilité et la visibilité urbaine lui donnèrent l'occasion de lancer des idées intéressantes sur le surgissement de la cité à l'horizon du paysage et sur sa monumentalité.

du paysage et sur sa monumentalité.

La question de l'articulation « du dedans et du dehors», chère à Michel Deguy, ne trouva guère d'écho chez un Ryu Murakami (auteur de Bleu presque transparent, Laffont éditeur), qui se contenta de queiques variations inopinément pastorales, ou d'un Genpei Aksepayse ause une interparent Akasegawa, avec une intervention sur l'inconscient de la ville à partir des rencontres incongrues qu'elle ménage, et qui aurait ravi les surréa-listes.

Une ambiguité de départ La journée des architectes, dont le débat était animé par Kisho Kuro-

kawa, a été marquée par une ambi-guité de départ : alors que les archi-tectes français présentaient des réalisations de « logement social », les Japonais ont illustré leurs propos d'architectures individuelles.
L'intervention d'Henri Gaudin a été
remarquée, car elle témoignait de la
détresse de l'architecte, qui pense la
« maison comme une existence sociale », et se voudrait le « lisse-rand de la ville », mais est contraint de construire dans le désert les objets solitaires que sont les villes nouvelles. Christian de Portzampare a fait écho à ces propos en soulignant la nécessité d'une « désacralignant la nécessité d'une « désacralignant la nécessité d'une » désacralignant sation de la ville pure - et d'un renoncement à penser l'avenir en rasant le passé.

L'inertie des formes héritées, qui semble obséder les architectes fransemble obsèder les architectes fran-çais, paraît beaucoup moins pesante aux Japonais. Si ce colloque a'a pas évité le ressassement de quelques poncifs sur le « désordre de Tokyo » et « le bonheur de la ville » que serait supposer offrir Rome (ce qui revient à réduire le modèle d'urba-

qui vient de se dérouler (du 27 au 29 mai) visait, en cherchant à instaurer un dialogue entre des écrivains, des sociologues, des architectes et des urbanistes des deux pays, à explorer les mouvements qui donnent un sens à la ville. Un sujet des proposités alors que l'en cherche à mité moderne à des nostalgies verna-culaires et à une sorte de - répétition sur les amas »), il a permis de saisir une aspiration commune chez les architectes français ou japonais : se réapproprier l'héritage. Tendance certes plus prononcée chez ces der-mités de Tadao Ando se réapproprier l'héritage. Tendance certes plus prononcée chez ces derniers. Qu'il s'agisse de Tadao Ando ou de Kazuo Shinohara, qui évoquait « l'anarchie progressive » de Tokyo il faut pour eux intégrer et faire vives l'héritage has integrer et faire vivre l'héritage, bref jouer du contexte et non le renier. Fumiko Maki a, pour sa part, montré com-ment dans le cas de Tokyo s'insèrent les nouvelles structures dans les

Le débat sur la ville comme objet de pensée et la ville sensible, en d'autres termes la ville vécue résisd'autres termes la ville vécue résis-tant à la ville conçue, a donné lieu à des échanges de vues et d'idées, sinon à un véritable dialogue entre les sociologues et urbanistes français (Paul Claval, Marcel Roncayolo, Guy Burgel, Henri Raimond et Michel Maffosoli) et leurs interlo-cuteurs japonais (Yasuo Masai, Terunobu Fujimori, Hidenobu Jim-mai, Hiroshi Tanabe, Noboru Kawa-zoe. Hiroshi lohikawa et Shigeru mai, Filroshi Tanabe, Nobort Kawa-zoe, Hiroshi Iohikawa et Shigeru Ito). Une convergence de vues s'est esquissée sur les limites de l'espace homogénéisé, où prévaut la raison instrumentale. Les vraies villes sont peut-être les villes secrètes, celles qui se plient à la ville invisible que l'habitant porte en lui : la ville est alors belle et secrète comme l'évi-

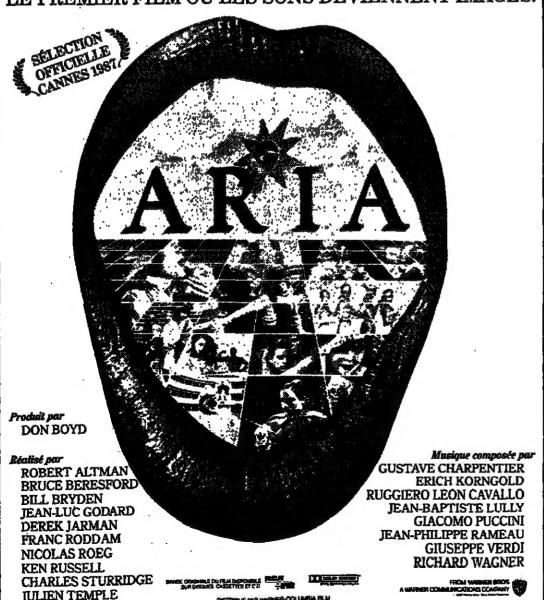
(1) Fondé en 1924 par Paul Claudel et Etichi Shibusawa, la Maison franco-japonaise a pour fonction de promouvoir les échanges culturels et scientifiques entre le Japon et la France.

Berlin. Jetez un regard par dessus la cicatrice, la ville respire. Berlin c'est lundi 8 juin, la Sept invitée par FR3. Berlin, la mémoire de l'Europe est à vous.

ACTUELLEMENT EN PREMIÈRE SORTIE MONDIALE A L'UGC NORMANDIE

R.V.P. PRODUCTIONS et VIRGIN VISION

LE PREMIER FILM OÙ LES SONS DEVIENNENT IMAGES.



MUSIQUES

à partir du 10 jain.

Tél.: 46-33-97-77.

Lata Mangeshkar, la chanteuse aux trente mille tubes

Hier encore, la France ignorait jusqu'à l'existence de Lata Man-geshkar, la chanteuse vedette du cinéma indien, la star incontestée du play-back depuis quarante-trois ans. La voix devenue un visage au long des concerts donnés dans le monde entier, une voix reconnue entre mille, de l'Afrique à l'Asie, partout où les films indiens s'exportent, partout où les trente mille chansons de ses quatre mille films ont été

Lorsque Lata Mangeshkar pénètre sur la scène du Zénith, la salle, en majorité indienne, l'ova-tionne. Malgré l'âge, elle a gardé la voix enfantine de ses premiers enregistrements. La main tendue vers l'avant, paume tournée vers le ciel, elle se tient debout devant sa partition. Elle chante, encore et toujours, l'amour et les sentiments contrariés des jeunes amants. Des succès que son public reconnaît des les premières mesures de l'orchestre, et qu'il n'hésite cas à lui réclamer. en venant déposer à ses pieds, au bord de la scène, des petits papiers portant le titre demandé.

Vêtue comme d'habitude d'un sari blanc, sa couleur préférée, elle chante, accompagnée d'un orchestre où ne subsistent de la tradition musicale indienne que le tabla et le tambour horizontal. Inutile de chercher un sitar et un tenpura, un sarod ou un sarangi, il n'y en a pas. La musique populaire, telle que l'a produite le cinéma, n'a qu'un très lointain rapport avec la tradition classique. Et les rares Français venus goûter quelque rag du soir en sont pour leurs frais. On est ici plus près de la variété internationale version orientale.

Les chanteurs préférés de Lata Mangeshkar s'appellent Frank Sinatra, Diana Ross et Barbra Streisand, et elle écoute cer-tainement plus souvent Mozart ou Beethoven que Ravi Shankar ou Subramaniam. En matière de show-biz, la frontière entre Orient et Occident est décidé-ment parfois mince. En tout cas, le show de Lata Mangeshkar est une curiosité.

JEAN-LOUIS MINGALON. * Zénith. Dernière, ce samedi 6 jain, à 20 h 30.

Culture

THÉATRE

Nanterre 88 avec Patrice Chéreau

Patrice Chéreau a doané, le 5 juin, une conférence de presse au Théâtre des Amandiers à Nanterre. Il y avait autour de lui : Pierre Romans, Jérôme Deschamps, le compositeur Arnaud Petit, Luc Bondy, Pierre Boulez, Michel Piccoli, Richard Peduzzi, Bernard-Marie Koltès, tous seront présents dans les programmes à venir... ainsi qu'un homme souriant, coiffé hérisqu'un homme souriant, coiffé héris-

son, metteur en scène et Américain.

Patrice Chéreau a fait le point sur la marche et la démarche du Théâtre des Amandiers depuis les débuts, il y a trois ans. « Nous avions parié, a-t-il dit, sur la rencontre entre cinéma, théâtre, école, en espérant que cette rencontre ferait naître des choses qui n'auraient pas existé autrement. » Il y a les activités et leurs retombées. Les opérations « auxquelles rien ne nous oblige si ce n'est le plaisir ». Par exemple,

l'intégrale de Helmat, la trilogie des films d'Axel Corti : Vienne pour mémoire « Des milliers de spectateurs sont arrivés le matin voir huit heures de cinéma, sont repartis le soir, bouleversés, éblouis. »

Le Théâtre des Amandiers est celui de Chéreau, qui a son public. Sans doute, mais il dit vrai quand il constate que si travailler à Nanterre facilite la concentration, les sanctions y sont plus dures qu'ailleurs. « L'objectif pourtant ne peut pas être autre chose que s'empêcher de tourner en rond. » Il souhaite rassembler un groupe de comédieus permanents et faire de Nanterre ce lieu de travail, d'inventions ce qui porte un très beau nom : Académie. Rien à voir bien entendu avec l'académisme. C'est l'endroit où se réunissent maîtres et disciples.

Daniel Emilfork prépare un specta-

cle sur le théâtre. Quant à Patrice Chéreau, il travaillera avec les

élèves de l'école et espère tourner un

* Renseignements-abonnements : 47-21-18-81.

COLETTE GODARD.

Le programme

En alternance du 18 septembre au 31 octobre, les spectacles des élèves créés au Festival d'Avignon : Pen-thésilée et Catherine de Helbronn, de Kleist, Platonav, de Tchekhov. Simultanément, Bob Wilson présente (1= au 10 octobre) le Hamlet Machine, de Heiner Müller, qu'il a monté avec les élèves de l'université de New-York et Luca Ronconi (18 au 22 novembre) – la Morte Îna-morata et Amor bello specchio, deux textes du seizième siècle avec ses élèves de l'Académie de Rome, en coproduction avec le Festival d'Automne, qui accueille également sa mise en scène de la Serva Amo-rosa, de Goldoni (13 au 17 octobre), puis le spectacle de Jean-Marie Patte, Scènes d'un roi Lear (17 novembre au 13 décembre).

D'autre part, Patrice Chéreau reprend Dans la solitude des champs de coton, après une tournée (20 au 29 novembre). Il y aura un concert Boulez le 13 novembre, et, du 14 au 17 janvier 1988, la Jeanne d'Arc de Dreyer, accompagnée par une musique originale d'Arnaud Petit, interprétée par l'Ensemble intercontemporain. Luc Bondy va mettre en scène le Conte d'hiver—avec Bulle Ogier, Michel Piccoli, Nada Strancar...) dans une traduction nouvelle de Bernard-Marie Koltès.

Jérôme Deschamps (4 mai au 18 juin) créera un nouveau spectacle qui n'a pas encore de titre, et



Le comédies DIDIER BEZACE joue cette aventure avec beaucoup d'esprit, dans un décor magique de YANNIS KOKKOS. Voilà un beau et fuscinant speciacle <u>se M</u>ande

On ne dira Jameis assez que les Heures Blanches de FERDINANDO CAMON, adapté, mis en scène et joné par DIDIER BEZACE est un mest... C'est du grand théâtre.

Us texte admirablement écrit, en spectacle drolatique et savoureux, d'ene rare intelligence. 14 mans

THEATRE DE L'AQUARIUM Cortoucherie 4374 99 61. 3 FNAC

Fin de la grève à la Comédie-Française

Le vendredi 5 juin, le Syndicat national des personnels administratifs et techniques de la Comédie-française (SYMPACT-CGT) a signé l'accord salarial annuel proposé par l'administration de la Comédie-Française, et déjà accepté par les autres organisations syndicales. Un texte a été ajouté, spécifiant l'octroi d'une prime exceptionnelle accordée à certaines catégories de persoannels.

Cet accord met fin à la grève qui a entravé les activités de la Comédie-Française, de façon sporadique depuis janvier 86 et plus continue depuis le 23 mars 1987.

Les représentations avaient dû être interrompues salle Richelieu, où elles ne reprendront d'ailleurs que le 15 septembre. En effet, l'organisation des spectacles est désormais fixée ainsi : à la porte Saint-Martin, Esther jusqu'au 14 juin, suivie, du 23 juin au 30 juillet, de Monsieur Chasse, de Feydeau. Tandis que le Bourgeois gentilhonune doit être repris à l'Odéon du 26 juin au 19 juillet.

C.G.

VARIÉTÉS

Que reste-t-il

Le show-biz au caf'conc'

des cent cinquante cafés-concerts en activité à Paris au siècle dernier ? Rock et variétés s'intéressent tout à coup aux quelques survivants.

Armande Altaï est aux Folies-Pigalle. Elle reconstitue ses voyages intérieurs avec son rock baroque, lyrique, romantique. Elle brasse avec une voix de soprano « noire » une énergie indomptable. Soir après soir, elle enregistre ainsi un album dans cet ancien temple de l'érotisme touristique laissé à l'abandon.

Présenté pour les besoins d'un enregistrement, le spectacle a néenmoins valeur de symbole : il met l'accent sur l'intérêt que suscitent à nouveau les petites salles d'anciens cel'conc' de la fin du siècle demier, pour la plupart très fréquentés quand la chanson s'épanouissait en une multitude de genres.

Ainsi la Cigale, au 120, boulevard Rochechouart, vit défiler de nombreuses revues avec Mistinguett, Max Linder, Raimu, Max Dearly, Maurice Chevaller, Yvonne Printemps, Florelle, Musidora, et Arlettv à ses débuts, avant que Jean Cocteau lui-même y joue le rôle de Marcutio dans son adaptation de Roméo et Juliette. Voués aux revues ultra-légères après la deuxième guerre mondiale, la Cigale, mille places, vient de retrouver la chanson avec le spectacle des Rita Mitsouko. En anvier prochain, Michel Jonasz y présentera ses nouvelles chan-

Pour l'instant, l'actuel propriétaire se contente de louer sa salle à d'éventuels producteurs. Tout le contraire de la politique menée

MERCREDI

SELECTION OFFICIELLE CANNES 87

par la direction du Bataclan, qui a récemment pris ses risques avec les concerts de Sapho et la comédie musicale de Pierre Barouh, avant d'abriter le triomphe de Jane Birkin.

Construit en 1864 dans le style d'une pagode chinoise, totalisant à l'origine deux mille cinq cents places, le Bataclan eut pour propriétaire (en 1892) Paulus, le « roi » du caf'conc'. William Cody, alias Buffalo Bill, dans son numéro au tir à la carebine, y blessa un soir son partenaire. Et, plue tard, la salle accueillit Dranem, Félix Mayol et Maurice Chevalier. Refait au début des années 50 et réduit à mille trois cents places, le Bataclan s'impose à présent comme un petit music-hall original.

Des cadres plus chauds

Seule salle survivante de l'époque du boulevard du Crime, le Théâtre Dejazet ne se cantonne pas non plus dans un rôle de « garage », mais présente depuis deux ans sa propre programmation : couleur rive gauche des années 60; primauté du texts. Têts d'affiche de la rentrée : Gilles Vigneault.

Ainsi, paradoxalement, trois ans après la folie des grands lieux et des superproductions de plusieurs dizzines de militions de francs, le show-biz redécouvre des salles aux cadres plus intimes, plus chauds, où l'artiste entretient des rapports plus vrais et plus directs avec le spectateur. A la fin du siècle demier, il y avait cent cinquents cafés-concerts dans Paris et sa périphérie. La Cigale et le Bataclan sont les vestiges de cette époque bénie...

... CLAUDE FLÉOUTER.

(SOMETHING WILD)

Communication

M. Robert Maxwell prend 25% de l'agence Sygma

La société Maxwell Media vient d'acquérir une participation de 25 % dans le capital de Sygma. L'agence, pour sa part, devient le partenaire de l'International Network Systems, filiale américaine du groupe de M. Maxwell. Cette association complète de manière significative le dispositif du milliardaire britannique en France.

Côté presse écrite, M. Maxwell dispose maintenant, avec Sygma, d'un service photos couleurs capable d'alimenter, via le satellite d'International Networks Systems, ses quotidiens britanniques comme des journaux américains. Son fils, lan Maxwell, qui possède la double nationalité française et britannique, développe l'Agence centrale de presse (ACP). M. Maxwell a donc de sérieux atouts en main pour lancer son projet de grand quotidien populaire à deux millions d'exemplaires.

Côté andiorisuel, M. Maxwell ne se contente plus d'être un partenaire financier de M. Francis Bonygues dans TF 1. Il développe maintenant sa propre stratégie : le laucement des l'an prochain d'une chaîne européeane d'information par satellite émettant depuis l'aris, et la création de coproductions internationales distribuées aux Etats-Unis par sa filiale SI international. Sur ces deux créneaux, l'association avec Sygna fournit à M. Maxwell la source de production d'images qui lui manquait encure.

Qu'est-ce qui fait courir « Captain Bob » ?

A Londres, «Captain Bob» est connu comme le loup blanc. Depuis qu'il s'est emparé du Daily Mirror — plus de trois millions d'exemplaires chaque jour, pin-ups et tir an canon contre M Thatcher, — l'exdéputé travailliste a jeté, sans succès, son dévoln sur à peu près tous les grands titres, du Times à l'Observer. Depuis février dernier, il livre une bataille au couteau sur le créneau de la presse du soir, après avoir lancé à grand fracas de feux d'artifice et de réceptions mondaines le London Daily News. Succès moyen, pour l'instant, malgré ce dési jeté à son adversaire du moment, lord Rothermere, propriétaire de l'Evening Standard: « Nous verrons bien qui a les poches les plus profondes. »

Les siennes le sont, assurément. Les bénéfices de la British Printing and Communication Corporation, première entreprise d'impression et d'édition du Royaume-Um, ont quadruplé l'an dernier, atteignant 80 millions de livres (800 millions de francs). Et il ne se passe pas de semaine sans que M. Robert Maxwell achète ou vende queique chose, poursuive quelqu'un en justice ou renfloue un club de football.

Aux Etats-Unis, le monde de l'édition assiste à son tour, un peu interloqué, incrédule aussi, au passage de la tornade Maxwell : une OPA de 2 milliards de dollars sur le principal éditeur scientifique et scolaire Harper-Brace-Jovanovich. Un chiffre jamais atteint en ce domaine.

En France, M. Robert Maxwell a fait un peu plus que montrer le bout de son nez. Propriétaire, aux côtés de M. Francis Bouygues, d'une partie de TF 1, plus que jemais candidat au satellite français TDF 1 avec l'idée de développer - une télévision européenne sans frontières », il proclame aussi son intention de lancer un journal à grand tirage. En attendant, il possède, par son fils Ian interposé, l'ACP, seconde agence de d'un cheveu que le Provençal ne tombe dans sa besace. Et quand M. Paul Quilès cherche d'urgence des fonds pour renflouer le Matin, c'est évidemment M. Robert Maxwell qu'il va voir à Londres, au mois de mai. Mais, cette fois, c'est apparemment le patron de presse qui fait la fine bouche. Il y a queiques jours, à Paris, ne déclarait-il pas : Le Matin est un homme mort. On ne ressuscite pas un cadavre... > ?

Cet homme-là est partout. A Cannes, pendant le Festival, sur le yacht qu'il a acheté l'an dernier 16 millions de dollars; à l'Elysée, où le président Mitterrand l'a reçu début mai. Et que croyez-vous que le général Jaruzelski offre à ses visiteurs, sinon le livre dithyrambique que lui a consacré le « journaliste » Robert Maxwell?

« Suite présidentielle comme d'habitude »

On a beau avoir un goût modéré pour les riches et les puissants, M. Robert Maxwell impressionne. Il y a la stature, imposante, et le poids, considérable. L'aisance aussi, un peu débonnaire, de celui qui a amplement « réussi ». Mais aussi ces yeux qui bougent sans cesse derrière les épais sourcils noirs, ce regard aux aguets d'un homme qui est toujours sur la brèche, qui en veut encore, qui en veut énormément.

On aurait aimé qu'il vous raconte sa vie, expose ses projets. « Vous avez dix minutes. Mais pour un brillant journaliste comme vous, c'est largement assez...» Pusqu'il faut aller vite, disons que la remarque adressée à un parfait incommu révèle déjà un caractère : expéditif, faussement flatteur et vraiment méprisant.

Cela durera tout de même un peu plus longtemps, avec ces coups de téléphone qui l'assaillent du monde entier. Et qui eux aussi permettent de situer le personnage. Ses petites vanités : «Appelez-moi demain à New-York. Au Waldorf-Astoria, la suite présidentielle, comme d'habitude. » Son seas des réalités : «Ne vendez pas la peau du lapin avant d'avoir attrapé la foutue chose. » Et la capacité de décider vite : «D'accord, je pale. »

Parlons un peu de sa vie, tout de même, depuis qu'il a *émergé des*

brouillards de la Ruthénie », pour reprendre la méchante formule de William Jovanovitch, un autre self made man, fils de mineur, mais you-goslave, furieux que Maxwell ait entrepris de lui « voler », comme il dit, Harper.

Services secrets

De fait, Jan Ludwik Koch est né en Ruthénie, à l'extrême est de la Tchécoslovaquie d'avant-guerre, tont près de la frontière roumaine, sur un territoire annexé depuis par l'URSS. « Elie Wiesel kabitats



juste de l'autre côté de la frontière. » Son père, dit-il, était « ouvrier agricole, la plupart du temps au chômage. » « J'ai fai trois ans d'école primaire, puis f'ai été éduqué à l'autresité de la vie. » Une vie où tout va vite.

En avril 1940, mivent une filière qui fut celle de bien d'autres jeunes gens d'Europe centrale, il se retrouve en France, à dix-sept ans, ngage dans l'une des unités combattent aux côtés de l'armée française, est blessé, évacué par un torpilleur vers l'Angleterre où il s'engage dans l'armée britannique, participe au débarquement en Nornandie, est promu officier « ser le champ de bataille ». En 1945, il est à Paris en tant que « nembre des services secrets anglais », avec le grade de capitaine, « autorisé à revêtir n'importe quel uniforme ou vêtement civil ». Ce sont les services secrets anglais qui lui ont donné, ditil, son nom actuel, Maxwell, de même que les deux autres noms qu'ils avait ou le temps de porter

En insistant un peu, on apprend que sa mission était de surveiller les réfugiés d'Enrope de l'Est, Polonais, Tchèques, etc. (il parle slovaque, bien sûr, mais aussi, dit-il, russe, un peu polonais, hongrois, allemand, sans compter l'anglais et le français — sa femme est française). On le trouve ensuite à Hambourg, puis à Berlin où, explique-t-il, il est responsable de la presse allemande dans le secteur britannique de Berlin. C'est là qu'il rencontre Axel Springer — futur magnat de la presse allemande — qui fait de lui son représentant en Grande-Bretagne dans le domaine des éditions scientifiques.

Effacer Pinsulte

Nous n'irons pas plus loin. Mais la suite est comme. La fondation de Pergamon Press, en 1951, à partir d'une idée lumineuse : les scientifiques rêvent de se faire publier, pour la renommée et sans penser à en tirer bénéfice. Ce qui permet à Maxwell de se constituer un fonds d'auteurs impressionnant, et à bas prix. Il y aura ensuite, en 1964, l'élection comme député travailliste du Buckinghamshire. L'année noire de 1970, où il perd son siège et surtout la présidence de Pergamon Press, tandis qu'on commence à dire et à écrire pis que pendre sur lui et ses méthodes en affaires. Et puis l'impressionnante reconquête de Pergamon Press, le rachat, au prix fort, du Daily Mirror, et de furienses batailles avec le Sun, à coups de Bingo et de «photos de charme >, sans compter les combats livrés aux syndicats d'imprimeurs.

Cela, on savait. Mais au fait, pourquoi, du temps où il était député travailliste, son parti, le Lahour, était-il si réticent à son égard : « Je m'en fous. » Bien. Et que penso-t-il de Robert Hersant. « J'adudre sa réusaite. » « Mais il n'est pus aussi malin qu'il le croit. » (Maxwell a très mal pris qu'aucun journal de la presse Hersant n'ait rendu compte de la conférence de presse qu'il a donnée lors du MIP-TV, à Cannes). Pourquoi hésite-t-il à renflouer le Matin, qui ne représenterait pas pour lui une bien grosse dépense : « L'argent, ce n'est pas facile à gagner. Tout est impor-

Resterait, évidemment. l'essentiel : qu'est-ce qui fait courir Maxwell ? Que veut-il ? A Londres, certains évoquent cette étrange énergie qui l'aniane, lui et quelques autres hommes d'Europe centrale, venus faire fortune en Grande-Bretagne, admirateurs enthousisses des institutions britainsiques, monarchia en tête, et révent toujours d'être vraiment admis dans un establishment qui pince encore le nez...

Autre hypothèse: Maxwell a'surait de cesse de faire rendre gorge à son éternel rival, Rupert Mardoch, qui, bien souvent, a réussi là ch il a échoué (le rachat du Times, entre autres). Murdoch l'Anstralien, dont il dit avec mépris qu'il ne distingue même pas la France de l'Espagne...

Maxwell, explique-t-on encore, est pountaire par une obsession: effacer l'insulte qu'il a subre en 1970 quand, à la suite d'un conflit d'affaires qui a ému la City, un rapport officiel du Board of Trade (le ministère du commerce et de l'industrie) conclusit à son propos, dans un understatement cinglant: « M. Maxwell n'est pas une personne en laquelle on pourrait avoir conflunce pour exercer la étrection d'une société par actions. »

120

125 C

«Mammote»

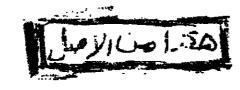
Un journaliste, qui travaille dans une publication qui lui appartient, avence une explication plus triviale. Ce qui fait courir Maxwell, ce sersit, tout simplement, l'argent. Comment expliquer antrement la très étrange collection dont il s'occupe personnellement : «Lea-ders of the world», spécialisée dans l'édition luxueuse de recueils de discours et autres écrits d'hommes d'Etat d'un genre très déterminé : Tchernenko, Andropov, Husak, escu et consorts. Le tout précédé d'une biographie fournie par le commanditaire et d'une interview de complaisance recueillie par Robert. Maxwell en personne. Ce qui donne cette question à M. Ceausescu : « Monsieur le président, tout en approuvant totalement votre point de vue, je voudrais aimablem vous demander... », et au général Jaruzelski, qu'il considère comme «le plus grand Polonais depuis la guerre»: «La raison pour laquelle j'ai souhaité vous rencontrer, c'est avant tout le respect et l'admira-tion», etc.

Résultat: des ouvrages naturellement invendables — et invendus — en Occident mais fort appréciés par les «dirigeunts du monde» (communiste) qui ne manquent pas d'en faire commander des montagnes par les ministères, ambassades et bibliothèques... Cela dit, Robert Maxwell — également éditeur de la Grande Encyclopédie soviétique — estime apparenment utile d'élargir un peu sa palette de «leaders», paisqu'on y trouve aussi, désormais, Deng Xiaoping, l'ancien ministre indien Desai, et bientôt... François Mitterrand.

AB boat du compte, le mystère, naturellement, reste entier. « Cet homme-là. je lui al envoyé dix-sept balles dans le front, et il est tou-jours débout », a dit de lui un de ses adversaires. Un journaliste qui le connaît bien reste perplexe devant ce mélange « d'Intelligence remarquable et de mégalomanie ». Mais il ajoute que jamais il ne lui ferait confiance. Un autre le compare à un « toureau ». Le Financial Times l'assimile à une « baleine tueuse », pour l'Observer, il est « Mammon » (le dien de l'argent). On peut bien multiplier les images et les adjectifs, se perdre en conjectures et en questions. Pendant ce temps-là, Maxwell, lui, fonce.

JAN KRAUZE





Spectacles

théâtre

Les salles subventionnées

ence Syen

with a real miles

Same and the control of the control

Erence Daniel

The state of the state of

Harry for 12 - Sec. Aff

mains de l'interes le

St. Sandania in state of the

THE RESERVE THE PARTY OF THE PA

* Same and Contraction

The same of the sa

The second secon

11 18 50

1 - 2

d re.

100

 $x = x_0$ $x = x_0$ $x_1 = x_2$

A DESCRIPTION OF

200

1.00

.....

.

1.50

 $B_{O_{ij}^{L}}$

100

 $\frac{1}{2}$ -1

1.95

OPERA (47-42-57-50), sam. 19 h 30 : le COMPDIE-FRANÇAISE Thestre de la

Perte-Saint-Martin (40-15-00-15), sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 : Esther. ODÉON-COMÉDIE-FRANÇAISE, (43-25-70-32), sam. 20 h 30, dim. 15 h : la Ronde.

PETIT ODEON (43-25-70-32), sam., dim.

18 is 30 : Madame de La Carilère, de Denis Diderot. BEAUBOURG (42-77-12-33), le 7, le cen-

SEAURUCIEG (42-77-12-33), le 7, le cen-tre est ouvert de 10 à 22 h; Vidéo : Cycle say le cimina bréalitea, se reporter à le rubrique Cinéma-Cinémathèque ; Vidéo-Information : 13 h : Chanel, Chanel, d'E. Herston ; 16 h : Saint glacieus sublimes, de P. Siegrist, H. Rossier ; 19 h : Pani Delvanx, d'A. Mabon ; Vidéo-Mantanan • 12 h · Mary Cruze de Desi-19 h: Pani Delvami, d'A. Mabon; Vidéo-Maniques: 13 h: Mary Smart, de Doni-zetti; 16 h: Il trittico, de Puccini; 19 h: Répons: A propos de P. Boulez; jem. 15 h, 15 h 30; van. de 15 h à 19 h; sam de 15 h à 17 h; dim. de 14 h 30 à 17 h 30; hm. de 15 h à 18 h: Hommaga à Janine Charrat; Cancerts-Spectacle: sam. de 17 h à 19 h: Invention, technique et langage en musique (séminaire de P. Boulez); Danne: sam. 20 h 45, dim. 16 h: le Palais des glaces, de P. Rhallys (Chorégraphie et mise en soène; Janine Charrat).

THEATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). sam. 20 h 45, dim. 14 h 30 : Ballet de l'Opéra de Hambourg, John Neumeier. CARRE SILVIA MONFORT (45-31-

CARRE SELVIA MONFORT (45-3)-28-34), sam. 20 h: Tango-chéri, par le groupe Gotan.

MARSON DES CULTURES DU MONDE (45-44-72-30), Afrique-a à Paris. Festival de musiques, danses, rituels : sam. 20 h 30 : l'Ouganda.

Les autres salles

ANTOINE (42-08-77-71), sem. 21 h, dim. 15 h 30 : Harold et Mande. ARCANE (43-38-19-70), sam. 21 h : En os

ARTISTIC-ATHEVAINS (43-79-06-18), sam. 20 h 30, dim. 16 h : les Crin ATALANTE (46-06-11-90), sum. 20 h 30 : Ce qui est resté d'un Rembrandt déchiré es petits carrés bisa réguliers, et foutne

ATELIER (46-06-49-24), mm. 21 h, dim. 15 h : le Maisde imaginaire. BASTILLE (43-57-42-14), mm. 19 h 30 :

BOUFFES - PARTSIENS (42-96-60-24), sam. 16 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : le Therriques. BOURVIL (43-73-47-84), sem. 20 h 30 : Lady Pensiope; 22 h : Pas deux comme alle.

CARTOUCHERIE: Aquarium (43-74-99-61) (D. soir, L.) 20 h 30, clm. 16 h: im Houres blandles.

CITÉ INTERNATIONALE (45-89-38-69), Recentre, sum. 20 is 30 : Credo.

38-69). Researce, sum. 20 h 30: Credo.
COMÉDHE - CAUMARTIN (47-42-43-41), sum. 21 h, dim. 15 h 30: Reviens dormir à l'Elysés.
COMÉDHE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-08-24), sum. 20 h 30, dim. 17 h 30: Flour de cactus.
COMÉDHE DE PARIS (42-81-00-11), sum. 17 h et 21 h, dim. 15 h 30: Celluloid.

COMMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22), ann. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Orlando Furiceo. CRYPTE SAINTE-AGNÉS (47-00-19-31), sam. 20 h 30 : le Misanth

DAUNOU (42-61-69-14), sam. 21 h, dim. 15 h 30: Une grande famille. DÉCHARGEURS (42-36-00-02), tam. 18 h 30, dim. 15 h : le Premier Quart d'houre : 22 h 15 : Verdun-Plage.

DIX - HEURES (42-64-35-90). m. 16 h : Maman ; 22 h 30 : le eza de la carotte. EDOUARD - VII (47-42-57-49), 18 h 30 et 21 h 30, dkm. 15 h 30 : les

ESSAION (42-78-46-42), sam. 19 h: le Chemin d'Anna Bargeton. FONDATION DEUTSCH DE LA MEURTHE (43-79-81-96), mm. 20 h :

FONTAINE (48-74-74-40), aum. 21 h : An cors, icer va bien. GATTÉ - MONTPARNASSE (43-22-16-18), sam. 21 h, dim. 15 h : le Perico-

CRAND EDGAR (43-20-90-09), sam. 20 h 15 : Palier de crabes ; 22 h : C'est os

CRANDE HALLE DE LA VILLETTE (40-13-02-42), sam., dim. 20 h 30 : Tran-nt chevelier. GUICHET-MONTPARNASSE (43-27-88-61), sam. 21 h : Melio-toi Pheles.

GYMNASE (42-46-79-79), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : la Famille Hernandez. HUCHETTE (43-26-38-99), sem. 19 h 30 : la Cantatrice chanve ; 20 h 30 :

an Leçon.

LA BRUYÈRE (48-74-88-21), sam.
20 h 30, dim. 16 h : M. Johvet.

LIERRE-THÉATRE (45-86-55-83), sam.
20 h 30, dim. 17 h : le Jen de Robin et de Marion.

LUCERNAIRE (45-44-57-34). I 1 sam., dim. 19 h 30 : Bandelaire ; 21 h 15 : Moi zéro magnifique. — II : 20 h : la Petit

MADELETNE (42-65-07-09), sum. 17 h 30, 21 h, dim. 15 h 30 : Antigone.

MARIE - STUART (45-08-17-80), sep. MARIGNY (42-56-04-41), sam. 20 h, dim.

MICHEL (42-65-35-02), sam. 18 h 45 et 21 h 40, dim. 15 h 30 : Pyjems pour six. MICHODIÈRE (47-42-95-22). sam. 18 h 30 et 21 h 30 : Donbie mixte.

MOGADOR (42-85-28-80), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30, le 7 à 15 h 30 : Cabaret. MONTPARNASSE (43-22-77-74), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Conversations après

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : Mais ani est ati?

ŒUVRE (48-74-42-52), sam. 20 h 45, dim. 15 h : Léopold le bien-aimé. PALAIS DES GLACES (46-07-49-93), sem. 20 h 30 : Eile hai direit dans l'île. PALAIS - ROYAL (42-97-59-81), sam. 19 h 15 et 21 h 45 : l'Amuso-gueule. 19 h 15 et 21 h 45 : l'Ammegne

Le Monde Informations Spectacles POCHE (45-48-92-97), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : la Belle Famille. 42-81-26-20 POTINIÈRE (42-61-44-16), sam. 20 h 30 : Journal d'un curé de campagne.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

23-35-10), sam. 21 h : Sean rivage.
STUDIO DES URSULINES (43-2619-09), sam. 20 h 45 : Taxi.
TAC STUDIO (43-73-74-47), sam. 20 h ;
in Double Inconstance. In Double Inconstance.

TAI TH. D'ENSAI (42-78-10-79), sam. 20 h 30: Astigone; sam. 22 h : l'Ecume des jours; sam. 20 h 30: Huis clos.

TH. D'EDGAR (43-22-11-02), sam. 20 h 15: les Babas cadres; sam. 23 h 30: Nous on fait od on nous dir de faire.

TH. DU MARAIS (46-66-02-74), sam. 20 h 30: Nuits cliines. FIAP (45-89-89-15), le 6 à 20 h ; Festival de la chanson sud-américaine.

MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-41-42), le 6 : Baganda-S, Massaba-S. TH. DU TEMPS (43-55-10-88), sam. 20 h 30 : Antigone; 18 h 30 : Deux Larmes pour un sourire.

Larines pour an source.

THÉATRE 13 (45-88-16-30), sam.
20 h 30, dim, 15 h: A pied.

TOURTOUR (48-87-82-48), sam.
20 h 30: Nons, Théo et Vincent Van Gogh. 20 h 50 : Aread. OLYMPIA (47-42-25-49), le 6 à 20 h 30 : G. Gil. PALAIS DES CONGRÉS (42-66-20-75), sam., dim. 15 h 30 et 20 h 30 : Dream-girls, deru. le 7. TRISTAN - BERNARD (45-22-08-40), sam. 18 h 30 : Autour de Martin. VARISTÉS (42 - 33 - 09 - 92), sam. 20 h 30, dim. 15 h : C'est encore mieur l'après-midi.

TH. DE PARES (48-74-10-75), sum. 21 h, dim. 15 h 30 : Tango... Tango.

ESPACE CARDIN (42-66-17-81), le 6 à partir de 17 à : Rencontres indo-

18-THEATRE (42-26-47-47), 20 h 30, le 7 à 16 h : Cancoliberi.

FORTH SAINT-MARTIN (40-15-00-15), sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 : Esther.

RANELAGH (42-88-64-44), sum. 20 h 30, dim. 17 h : les Petites Filles modèles.

ROSEAU - THÉATRE (42-71-30-20), sam. 19 h : Hérodule; 21 h : Ulrich Elgar.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47), sam. 20 h 45, dim. 15 h : les Seins de Lole. STUDIO DES CHAMPS-LLYSEES (47-

La danse

SAMEDI 6 JUIN 15 h, Charmanto Famille, de O. Premin-ger (v.o.); Quinzzine des réalitations ; 17 h, la Photo, de N. Paparakis (v.o., a.f.); 19 h, Maccara, de P. Courad (v.o., a.e.£); 21 h, Un certain regard : Sofia (v.o., a.

DIMANCHE 7 JUIN 15 h. Mannequin, de F. Borzage (v.o.); Quinzaine des réalisateurs : 17 h. Shadows in Paradise (v.o. s.-L.C.); 19 h. la Rue, de J. Schatzberg; 21 h. Us cortain regard Terre de for, ciel de cuivre, de Z. Livaneli

BEAUBOURG (42-78-35-57)

15 h, Angas violfa, de K. Wakametra (v.o., s.-t.f.); 17 h, Ils simulent la vic, de A. Wajda (v.o., s.-t.f.); Quinzaina des ris-lississus; 19 h, Heaves, de D. Koann (v.o., s.-t.f.); 21 h, Matewan, de J. Sayles (v.o.,

DUMANCINE 7 JUIN 15 h, Ben Hur; Quinnaine des réalisa-teum: 19 h, l'Ange sardien, de C. Parkaije-vic (v.o., s.-t.f.); 21 h, The Big House, de Q. W. Hill (v.o.).

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SAMEDI GITTIN 14 h 30, Muito Prazer, de D. Neves; 17 h 30, O Guesa, de S. Santeiro; Maca-naima, de Jossquim Pedro de Andrade; 20 h 30, Cabaset Mineiro, de Carlos Alberto Pratas Correia; Veruda Tropical, de Josquim Pedro de Andrade.

DIMANCHE 7 JUIN 14 h 30, TGThesoure Perdide, d'H. Maure; O Descobrimento de Brasil, d'H. Maure; 15 h 30, Os Inconfidentes, da Josquim Pedro de Andrade; 20 h 30, Noites do Seriao, de Carlos Alberto Prates

Les exclusivités

AFTER HOURS (A., v.o.) : Studio Galande, 9 (43-54-72-71).

L'APSCULTEUR (Fr.-Gr.) (v.a.) : Forum Orient-Express, 1st (42-33-42-26) ; 14-Juillet-Parnasse, 6st (43-26-58-00) ; St-André-des-Aris, 6st (43-26-48-18).

ARIZONA-JUNIOR (A., v.a.): Ciné-Beaubourg, 3º (42-71-52-36); UGC Odéon, 6º (42-25-10-30); Biantiz, 8º (45-62-20-40); 14-Juillet-Beaugreaulle, 15· (45-75-79-79). v.f.: UGC Mont-partizate, 6º (45-74-94-94); UGC Boule-vard, 9º (45-74-95-40).

ASSOCIATION DE MALFAITEURS (Fr.): George-V, & (45-62-41-46); Lumière, 9 (42-46-49-07); Galaxie, 13* (45-80-18-03); Parmassiens, 14* (43-20-

AUX PORTES DE L'AU-DELA (*) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) : Lumière, 9 (42-46-49-07).

RASIL DÉTECTIVE PRIVÉ (A., v.f.) :

LES BISOUNOURS Nº 2 (A., v.L) : St-Lembert, 15° (45-32-91-68).

MORT. Film soviétique de Constantin Lopouchanski (v.o.) : Cosmos (45-44-28-80). PEE-WEE BIG ADVENTURE. Film agnéricain de Tim Barton (v.c.) : Ganmont Hailes, != (42-97-49-70) ; Saint-Germain des Prés, 6 (42-22-BRAZIL (Brit., v.o.): Epée-de-Bois, 5-(43-37-57-47); St-Lambert, 15^a (45-32-91-68). 87-23); Publicis Champs-Elysées,

LES ENFANTS DU SILENCE (A., v.o.) : Hautefenille, 6: (46-33-79-38); Ambassade, 8: (43-59-19-08); v.f. : Paramount-Opéra, 9 (47-42-56-31); Montparnos, 14 (43-27-52-37); Convention St-Charles, 15 (45-79-33-00).

L'ÉTÉ EN PENTE DOUCE (Fr.) : Gaumont-Halles, 1= (42-97-49-70); Hautefeuille, 6= (46-33-79-38); Mari-gnan, 8= (43-59-92-82); Français, 9= (47-70-33-88); Nation, 12= (43-43-04-67); Gaumont-Alésia, 14= (43-27-84-50); Montparnasse-Pathé, 14 (43-20-12-06); Pathé-Clichy, 18 (45-22-46-01).

FAUX TÉMOIN (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26). FIEVEL ET LE NOUVEAU MONDE (A., v.f.) (b. s.p.) : St-Ambroise, 11° (47-00-89-16) ; St-Lambert, 15° (45-32-

LE FLIC ÉTAIT PRESQUE PARFAIT (A., v.o.) : Triomphe, 3 (45-62-45-76). GAUGUIN, LE LOUP DANS LE SOLEIL (Fr.-D., V. Ang.): Elysées-Lincoln, 8º (43-59-36-14); Parmassicus, 14º (43-20-32-20).

GOLDEN CHILD (A., v.s.) : Triomphe, \$ (45-62-45-76). - V.I. : Res., 2 (43-36-

83-93). 83-93).

GOOD MORNING BARILONIA (It.-A., v.o.): Gaumont Opéra, 2º (47-42-60-33); 14-Juillet Odéon, 6º (43-25-59-83); 14-Juillet Parnasse, 6º (43-26-58-00): Colisée, 8º (43-59-29-46); George V, 8º (45-62-41-46); St-Lazare Pasquier, 8º (43-87-35-43); 14-Juillet Bastille, 11º (43-57-90-81); 14-Juillet Beaugrenelle, 15º (45-75-79-79); Bienvenile Montparnasse, 15º (45-44-25-02).

V.f.: Montparnasse Pathé, 14º (43-20-12-06); Gaumont Alésia, 14º (43-27-84-50).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : FOTHER LE GRAND CHEMIN (Pr.): Forum Horizon, 1= (45-08-57-57); Impérial, 3- (47-42-72-52); St-Germain Village, 5- (46-33-63-20); Ambassada, 3- (43-59-19-08); George-V, 3- (45-62-41-46); UGC Gare de Lyon, 12- (43-43-01-59); Fauvetta, 13- (43-31-56-36); Momparnos, 14- (43-27-52-37); Pareassions, 14- (43-20-32-20); Gaumont-Convention, 15- (48-28-42-27); Mailles, 17- (47-48-06-06); Pathé-Clichy, 18- (45-22-46-01); Gaumont-Gambetta, 20- (46-36-10-96).

L'HISTOIRE DU JAPON RACONTRE PAR UNE HOTESSE DE BAR (Jap. v.o.), Cluny-Palnos, 5 (43-25-19-90).

HOTEL DE FRANCE (Fr.), Forum Arc-en-Ciel, 1st (42-97-53-74); Racine-Odéon, 6s, (43-26-19-68); Balzac, 8s (45-61-10-60); Parnassiens, 14 (43-20-

INSPECTEUR GADGET (Fr.): Saint-Ambroise, 11º (47-00-69-16). TEAN DE FLORETTE (Fr.) : George V, B (45-62-41-46).

LA JEUNE FILLE XIAO XIAO (Chia., v.o.): Utopia, 5 (43-26-84-65). LAPUTA (All., v.o.) : Epéc-de-Bois, 5-(43-37-57-47).

MACBETH (Fr., v. it.): Vendôme, 2º (47-42-97-52); Publicis Matignon, 8º (43-59-(43-59-92-82); v.f. : UGC Montpar-name, 6 (45-74-94-94).

MANON DES SOURCES (Fr.) : Élysées-Lincoln, 8º (43-59-36-14). MAUVAIS SANG (Fr.) : Epés-de-Bois, 5-

LES FILMS NOUVEAUX

MELO (Fr.) : Templiers, 3 (42-72-94-56). LA MÉNAGERIE DE VERRE (A., v.o.) : Ciné-Becubourg, 3º (42-71-52-36) ; UGC Odéos, 6º (42-23-10-30) ; UGC Rotonde, 6º (45-74-94-94) ; Biarritz, 8º (45-62-20-40) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15º (45-75-79-79).

LA MESSE EST FENIE (IL, v.o.) : Tem-MIKEY ET NICKY (A., v.o.) : Epóo-do

Bois, 5- (43-37-57-47). MISSION (A., v.o.) : Chatelet-Victorie, le (45-08-94-14); Elysées-Lincoln, 8 (43-59-36-14).

LES MOIS D'AVRIL SONT MEUR-TRIERS (Fr.): Parmassiens, 14 (43-20-

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.): Cinoches, 6- (46-33-10-82). NEUF SEMAINES ET DEMIE (Hong., NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA

TETE (A., v.o.) : Républic-Cinéma, 11s (48-05-51-33). LE NOM DE LA ROSE (Fr., v. angl.): Balzac, 8r (45-61-10-60); v.f.: Français, 9r (47-70-35-83); Montpernos, 14r (43-27-52-37).

LA PELICULA DEL REY (Arg., v.a.) : Latina, 4 (42-78-47-86).

PIERRE ET DIEMILA (Fr.) Forum Arc-PERRE ET DEMILA (Fr.) Forum Arc-en-ciel, 1st (42-97-53-74); Gaumonat-Opéra, 2st (47-42-60-33); Hautefeuille, 6st (48-33-79-38); Colisée, 3st (43-59-29-46); Gaumoni-Alésia, 1st (43-28-84-50); Gaumoni-Parnasse, 1st (43-35-30-40); Gaumoni-Convention, 15st (48-28-42-27); Clichy-Pathé, 1st (45-23-46-41) 22-46-01).

PLATOON (A., v.o.) (*): Forum-Orient, 1* (42-33-42-26); Marignan, 8* (43-59-92-82); v.o. et v.f.: George-V, 8* (45-62-41-46); v.f.: Français, 9* (47-70-33-88); Galaxie. 13* (45-80-18-03); Mistral, 14* (45-39-52-43).

QUATRE AVENTURES DE RAI-NETTE ET MIRABELLE (Fr.) : Luxembourg, 6º (46-33-97-77).

RADIO DAYS (A., v.o.): Gaumont-Halles, 1= (42-97-49-70); Gaumont-Opéra, 2* (47-42-60-33); Action Rive gauche, 5* (43-29-44-40); 14-Juillet-Oction, 6* (43-25-59-83); Pagode, 7* Ocion, 6 (43-25-59-83); Pagode, 7 (47-05-12-15); Gaumont Champs-Elysées, 8 (43-59-04-67); 14-Juillet Basille, 11 (43-57-90-81); Gaumont-Alésia, 14 (43-57-90-81); Gaumont-Parmasse, 14 (43-35-30-40); 14-Juillet-Beaugrensile, 15 (45-75-79-79); Mayfair, 16 (45-25-27-06); Maillot, 17 (47-48-06-06); (y.f.) Rest, 2 (42-36-83-93); Si-Lazare-Pasquier, 9 (47-42-56-31); Nations, 12 (43-43-04-67); UGC Gobelins, 13 (43-43-04-67); UGC Gobelins, 13 (43-62-344); Miramar, 14 (43-20-89-52); Gaumont-Cowemien, 15 (48-28-42-27); Pathé-Clichy, 18 (45-22-46-01).

LE RETOUR DE JEAN MAURICE (Fr.) Studio 43, 9 (47-70-63-40). ROSA LUXEMBURG (All., v.o.) : Cino-

ches, 6 (46-33-10-82). SABINE ELEIST, 7 ANS (AIL, RDA, v.o.) : Républic-Cinéma, 11º (48-05-51-33).

STAND BY ME (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5: (46-34-25-52) ; UGC Biarritz, 8: (45-62-20-40).

STRANGER THAN PARADISE (A. v.o.) Utopia, 5 (43-26-84-65).

SWEET COUNTRY (Grec, v.o.) : Mer-cury, 8- (45-62-96-82).

THAT'S LIFE (A., v.o.): Cinoches Saint-Germain, 6 (46-33-10-82); Ambassade, 8 (43-59-19-08).

THE AMERICAN WAY (A., v.a.): Forum-Horizon, 1* (45-08-57-57); Ciné-Beanbourg, 3* (42-71-52-36); Danton, 6* (42-25-10-30); Normandte, 8* (45-63-16-16); v.f.: Rex. 2* (42-36-83-93); UGC Montparmasse, 6 (45-74-94-94); UGC Bostlevard, 9 (45-74-95-40); UGC Gobelins, 13- (43-36-23-44); Mis-tral, 14 (45-39-52-43); UGC Conve-tion, 15 (45-74-93-40); Images, 18- (45-

THÉRÈSE (Fr.): UGC-Rotonde, 6º (45-74-94-94); UGC Gare de Lyon, 12º (43-43-01-59).

37-2 LE MATIN (Fr.) : Saint-Michel, 5-(43-26-79-17); George-V, 8- (45-62-41-46); Montparnos, 14- (43-27-52-37).

LE TRÉSOR DE SAN LUCAS (A., v.o.) L INESUR DE SAN LUCAS (A., v.o.) Triomphe, 8' (45-62-45-76); v.f.: Hally-wood Bd. 9' (47-70-10-41); Paris-Ciné, 10' (47-70-21-71); UGC Gare-de-Lyon, 12' (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13' (43-36-23-44); Images, 18' (45-22-47-94).

TRUE STORIE (A., v.o.) : Templiers, 34 (42-72-94-56).

UN HOMME AMOUREUX (Fr., UN HOMME AMOUREUX (Fr.. v. angl.): Gaumont Halles, 1° (42-97-49-70); Gucmont Halles, 1° (42-98-10-30); Publicis St-Germain, 6° (42-22-72-80); Pagode, 7° (47-05-12-15); Colisée, 8° (43-59-29-46); 14-Juillet Bestille, 11° (43-57-90-81); 14-Juillet Bestille, 11° (43-57-90-81); Maillot, 17° (47-48-06-06); v.f.: Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); Fauvette, 13° (43-31-56-86); Miramar, 14° (43-20-89-52); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-30).

LA VEUVE NOIRE (A., v.a.): UGC Danton, & (42-25-10-30): UGC Nor-mandy, & (45-63-16-16); v.f.: UGC Boulevard, 9 (43-74-95-40).

WELCOME IN VIENNA (Autr., V.Q.): Utopia, 51 (43-26-84-65).

Le château de Vincennes »,
 15 heures, entrée principale (Paris et son histoire).

« Moulins et vieux village de Mont-martre », 14 h 30, métro Abbesses (Les

«Cours et passages du vieux fan-bourg Saint-Antoine», 15 heures, métro Faidherbe-Challgny (Résurrection du

- Les salons du ministère de la

marine -, 15 houres, 4, rue Royale (Tourisme culturei).

«L'hôtel de Sonbise», 15 beures, 60, rue des France-Bourgeois (I. Haul-

«La Mosquée de Paris», 15 heures, place du Puits-de-l'Ermits (Anne Fer-

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 7 JUIN

«Le potager du Roy et le jardin de la comtesse de Balbi», 10 h 30, Versaillea, 10, rue du Maréchal-Joffre (Monuments historiques). «La galerie dorée de la Banque de France ., 10 h 30, 2, rue Radziwill (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

«L'Opéra», 11 heures, hail d'entrée (M.-C. Lasnier). « Une heure au Père-Lachaise», 10 heures, 11 h 30, 14 h 30 et 16 heures, mievard Ménilmontant, face rue de la

Roquette (V. de Langlade). «Une heure dans le Marais», 14 h 30 et 16 heures, metro Saint-Paul

«Le château de Maisons-Laffitte», 15 heures, vestibule gauche du château, côté parc (Monuments historiques).

«Un aperçu du futur : La Villette, 15 heures, sortie mêtro Corentin-Carlou (Monuments historiques).

«Du Montmartre gallo-romain à la bohème artistique», 15 heures, métro Abbesses (Lutèce Visites).

de la Roquette (V. de Langlade). Une heure à Montmartre »,
 11 houres,
 14 heures,
 15 h
 30, mêtro
 Abbesses (M.-C. Lasnier).

«L'Institut de France, la coupole», 15 houres, 23, rue Conti (Tourisme

«Le vieux village de Saint-Germain l'Auxerrois», 15 beures, sortie métro Pont-Neuf (Présence du passé). - Le ministère des finances », 17 heures, 93, rue de Rivoil (Ars confé-

 Le vieux Belleville et ses jardins»,
 15 heures, sortie métro Télégraphe (Résurrection du passé). «L'Opéra», 15 heures, devant l'entrée (Counsissance d'ici et d'allleurs).

"Mystérieuse symbolique à Notre-Dame de Paris », 15 boures, sortie mêtro. Cité (I. Haniler).

« Les jardins secrets de la rue d'Enfer », 15 heures, 92, avenue Denfert-Rochereau (Anne Ferrand).

«Le vieux village d'Auteuil»,...

15 heures, métro Michel-Ange-Auteuil
(Présence du passé).

«Les salons du ministère de la marine», 15 heures, 2, rue Royale (Arts conférences).

CONFÉRENCES

DIMANCHE 7 JUIN

règne du Saint-Esprit et la transforma-tion du monde», par M.-A. Motte; «Voyance et prophétie» (Natya).

**L'Espagne musulmane ** (M. Brum-feld).

**11 bis, rue Keppler, 17 h 30 : **La 60. boulevard Latour-Maubourg, magie et la prière » (Loge unie des théo-14 h 30 : «La Crête et la Grèce»; sophes).

1, rue des Prouvaires, 15 heures : «Lo 16 h 30 : «La Thailande» ; 18 h 30 :



lde 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés! Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Samedi 6 - Dimanche 7 juin

Le music-hall

ARLEQUIN (45-89-43-22), sam. 20 h 30 : Grain de folie. CINQ DIAMANTS (45-70-84-29), & 7 à 21 à : Ch. Grimm.

GRANDE HALLE DE LA VILLETTE (45-81-30-84 et 40-13-02-42), les 6, 7, 20 h 30 : Tournoi de chevalerie. I.A BRUYERE (48-74-88-21), sam., 21 h, dim. 16 h; M. Jolivet.

MUTUALITÉ (43-29-12-99), in 6 à

TROTTORS DE BUENOS AIRES (42-33-58-37), sam. 22 h et 24 h : Sexisto Tango ; Lun. 22 h : Gomina. ZENITH (loc.: 42-78-80-53), le 6 & 20 h 30 : Lete Mangerkhar.

CAVEAU DE LA RÉPURLIQUE (42-78-44-45), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : l'Accroo-babitation. DEUX-ANES (46-06-10-26), sem. 21 h, dim. 15 h 30 : Après la ross, c'est le boupasse.

Les chansonniers

cinéma

Les Glass sparqués (*) sont interdits aux moias de treine aux, (**) sux moias de dis-init aux.

1 of Cantago de Linea.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-84-24-26)

SAMEDI & JUIN

AJANTRIE (Ind., v.o.) : Républic-Cinéma, 11* (48-05-51-33) ; h. sp. ANGEL BEART (*) (A., v.o.) : Gammont-Halles, 1st (42-97-49-70) ; St-Michel, 5st (43-25-79-17) ; 14-fuilles-Odéon, 6st (43-25-59-83) ; Ambassade, 8st (43-59-19-08) ; Bienventle-Montpar-nases, 15st (45-44-25-02).

ARIA (Brit., v.o.) : Normandia, 3º (45-63-16-16).

AUTOUR DE MINUIT (A., v.o.) : Tem-piiers, 3 (42-72-94-56).

BIRDY (A., v.c.) : Lucerneire, 6 (45-44-

CHAMBRE AVEC VUE (Brit., v.o.): 14-Juillet-Odéon, 6" (43-25-59-83). CHRONIQUE DES ÉVÉNEMENTS AMOUREUX (Pol., v.o.): Tampliers, 3º (42-72-94-56); Cluny-Palace, 5º (43-25-19-90).

25-19-90).

CHRONIQUE D'UNE MORT ANNON-CÉE (It-Fr., v.k.): Gaumont-Halles, 1-(42-97-49-70); Hautefeuille, 6-(46-13-79-38); 14-Juillet-Odéon, 6-(43-25-59-83); Marignan, 8-(43-59-92-82); Farnassions, 14-(43-20-30-19); 14-Juillet-Beangrenelle, 19-(45-75-79-79), -V.£: Rex, 2-(42-36-83-93); Bretagne, 6-(42-22-57-97); Français, 9-(47-70-43-83-83); UGC Garodo-Lyon, 12-(43-43-61-99); Gaumont-Convention, 15-(48-28-42-27); Gaumont-Gambette, 20-(46-36-10-96).

LA COULEUR DE L'ARGENT (A. v.o.) : Gaumont-Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Cinoches Saint-Garmain, 6 (46-33-10-82) ; Marignan, 6 (43-59-92-82). CRIMES DU COEUR (A., v.a.) : Cino-ches St-Germain, 6 (46-33-10-82). CROCODILE DUNDEE (A., v.o.) :
Marignan, 8° (43-59-92-82). - V.I. :
Impérial, 2° (47-42-72-52) ; Bastilla, 11° (43-42-16-80) ; Montpurnasse-Pathé, 14° (43-20-12-06).

LA DAME DE MUSASHINO (Jap., v.o.) : Templiers, 3º (42-72-94-56). LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRI-CAIN (Can.): Studio de la Harpa, 5 (46-34-25-32); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Garo-do-Lyon, 12 (43-43-

DOWN BY LAW (A., v.a.) : St-André-dos-Arts, 6* (43-26-48-18).

ATOMIC COLLÈGE (*). Film américain de R.W. Haines et S. Well (v.f.): Forum Orient-Express, 1e (42-33-42-26); Lumière, 9 (47-70-10-41); Montparnasse-Pathé, 14 (43-20-12-06). ATTENTION BANDITS. Pilm fran-

ATTENTION BANDITS. Film tran-cais de Claude Lelonch. Forum Horizon, 1" (45-08-57-57); Rex, 2" (42-36-83-93); UGC Danton, 6" (42-25-10-30); Marignam, 8" (43-59-92-82); Publicis Champs-Elysées, 8" (47-20-76-23); Saim-Lazare Pasquier, 8" (43-87-35-43); Paramount Opéra, 9" (47-42-56-31); Nations, 12" (43-43-04-67); Fauvette, 13" (43-31-60-74); Mistral, 14" (45-39-52-43); Montparnasse Pathé, 14" (43-20-12-06); Gammont Convention, 15" (48-28-42-27); Maillot, 17" (47-48-06-06); Wepler Pathé, 18" (45-22-46-01); Socrétan, 19" (42-06-79-79); Gammont Gambetta, 20" (46-36-10-96). BACKLASEL Film anstraßen de Bill

BACKLASH. Film anstralien de Bill Bennett (v.o.) : Ciné Beaubourg, 3º (42-71-53-6) ; Luzembourg, 6º (45-33-97-77) ; Balzac, 8º (45-61-10-60) ; Escurial, 13º (47-07-

28-04).

BEYOND THERAPY. Film américam de Robert Altmen (v.o.): Ciné-Beanbourg, 3° (42-71-52-36); UGC Odéon, 6° (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6° (45-74-94-94); UGC Binrritz, 8° (45-62-20-40); Banille, 11° (43-42-10-80).

CEURS CROISES, Film français de Stéphanie de Marcuil : Saiat-Germain Huchette, 5° (46-33-63-20); Elysée-Lincoln, 8° (43-59-36-14); Parnassiens, 14° (43-20-30-19).

LES LETTRES D'UN HOMME.

LES LETTRES D'UN HOMME

8 (47-20-76-23); UGC Champs-Elysées, 9 (45-63-16-16); Escarral, 13 (47-07-28-04). – V.I.: Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Rez, 2 (42-36-33-93); Miramar, 14 (43-20-89-52); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

15° (48-28-42-27).

LA PETITE BOUTEQUE DES HOUREUES. Film américain de Frank Oz (v.o.): Forum Horizon, 1° (45-08-57-57); UGC Monstparnássée, 6° (45-74-94-94); UGC Odéon, 6° (42-22-510-30); Bretagne, 6° (42-22-57-97); UGC Champseltysées, 8° (45-62-20-40); UGC Boulevard, 9° (45-74-95-40); Kinopanorama, 15° (43-06-50-50). – V.f.: Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31); Nations, 12° (43-43-04-67); UGC Gobelins, 13° (43-43-04-67); UGC Gobelins, 13° (45-74-93-40); Chichy Pathé, 18° (45-74-93-40); Chichy Pathé, 18° (45-22-46-01).

QUEST-CE QUE PAI FAIT POUR

46-01).

QUEST-CE QUE PAI FAIT POUR MÉRITER CA. Film espagnol de P. Almodovar (v.o.): Luxembourg, 6 (46-33-97-77).

REBEL. Film américain de M. Jenkins (v.o.): Forum Orient-Express, 1* (42-33-42-26); Canoches, 6 (46-33-10-82); Paransumt Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Gare de Lyon, 12; Galazie, 13* (45-80-18-03); UGC Gobelins, 13* (43-36-23-44); Convention Saint-Charles, 15* (45-79-33-00); UGC Convention, 15* (45-74-93-40); Images, 18* (45-22-47-94); Secrétau, 19* (42-06-79-79).

79-79).
UNE FLAMME DANS MON
CŒUR Film saisse d'Alain Tamer.
Ciné Beaubourg. 3º (42-71-52-36);
Saint-André des Arts. 6º (43-36-

Samt Andre des Ars, 6 (43-36-48-18); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Bonlevard, 9 (45-74-95-40); Bantille, 11 (43-42-16-80); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); UGC Convention, 15 (45-74-93-40)

pessé).

«Une heure au Père-Lachaise», 10 heures, 11 h 30, 14 h 30 et 16 heures, boulevard Ménilmontant, face à la rue

«Une heure à Moulfetard», 14 h 30, mêtro Censier-Daubenton (Les Flane-

«L'ateller du peintre Delacroix», 15 heures, 6, place Furstenberg (Paris et son histoire).

Informations «services»

MÉTÉOROLOGIE

Evolution du temps en France entre le samedi 6 juin à 00 h et le dimanche 7 juin à 24 h.

Une dépression située sur l'Irlande dirige un flux de sud-ouest perturbé sur

Les régions de la moitié sud-est seront touchées par des précipitations ora-geuses. Tandis que de l'air instable et plus frais atteindra dimanche après-midi les régions du Nord-Ouest.

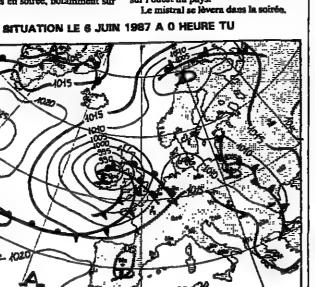
Prévisions pour dimanche 7 juin :

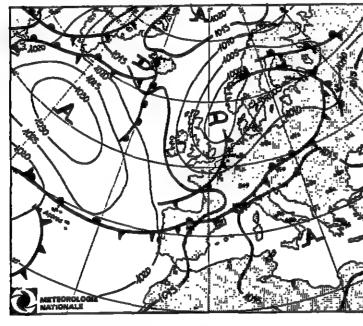
Un temps manssade se généralisera sur une grande partie du pays. Des Pyré-nées au Massif Central et aux Alpes, le ciel sera très mageux dès le matin. Il pleuvra parfois et les pluies pourront ises en soirée, potamment sur

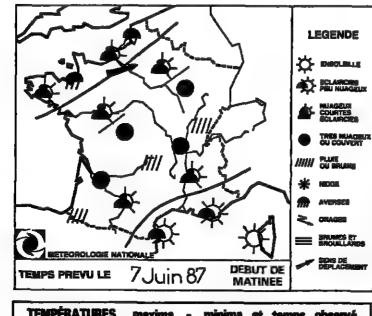
Du nord de l'Aquitaine aux Pays de Loire, au Centre, jusqu'au Nord et à l'Alsace, on ne verra que très rarement le soleil.

Le matin, des averses assez fortes et parfois orageuses toucheront la Breta-gne, la Normandie et la Picardie. Dans la soirée, elles atteindront les régions situées de la Vendée aux Ardeunes. Sur le littoral méditerranéen et la Corse, ce sera du beau temps. Mais, en soirce, des orages isolés éclateront près de la Méditerranée.

Les températures maximales seront sans grand changement, sauf sur le Nord-Ouest où elles baisseront un peu. Lundi: le temps reste pluvieux de la Méditerranée aux Alpes. Ailleurs, les averses seront fréquentes, notamment sur l'ouest du pays.







5-6 à				s relevé 6-6-19			eures	TU:		5-6-1	198	7	
	FRANC	E		TOURS		19	14	C	LOS ANGE	LES	23	16	
TYCCIO "	23	11	D	TOULOUSE		24	12	a	LUXENBO	(BEG	16	11	
EARRITZ .	2	14	D	POINTEAP		32	25	٥	MADRID .	********	30	18	
ORDEAUX	22	14	C	É	TRAN	IGE	R		MARRAKE		36	18	
OURGES .	18	11	C	í		-			MEXICO .		22	13	
	16	12	N	ALGER		30	17	D P	MILAN		27	14	
ÄEN	18		P	AMSTERDA		14	12		MONTRÉA		22	10	
	G 16	- 11	A	ATHÈNES .		24	19	D	MOSCOU .		18	18	
LEWONE		10	N	BANCKOK			26	ç	NAIRORI .		24	17	
00N	19		N	BARCELON		24	15	Þ	NEW-YOR		27	16	
	S-HH 24	10	N	BELGRADE		26	10	D	OSLO		18	11	
ILLE	19	14	P	DERLIN		20	9	N	PALMA-DE		29	13	
DIOCES .	17		C	RUXFILE		18	14	C	PÉKIN		28	11	
YON	20		D	LE CAIRE .		30	18	Ð	RIO-DE-JA		28	20	
(A COURT			D	COPERELAG		17	8	8			_	_	
ANCY	15		C	DAKAR		27	25	N	ROME		24	16	
antes	19		P	DELEI		41	29	D	SINGAPOU		32	23	
ICE	21		N	DIPREA		25	17	N	STOCKHO		19	6	
ALC: NON			C	CENEVE		20	7	N	SYDNEY .		16	15	
AD	24		D	BONGKON			25	A	TOKYO			23	
	24		Ď	ISTANBUL		27	17	C	TUNIS	*******	29	15	
	19		P	PERUSALEN		25	13	D	VARSOVIE		15	11	
TÊTENE			N	LISBONNE		25	16	D	VENEZE		22	15	
TRASPOR	G 20	11	N	CONDRES .		16	12	P	AIENNE "		17	13	
A	В		C	D	N		C	•	P	T		*	:
27CI30	brume		iel vert	ciel dégagé	cie nuage		ora	ge	pluie	tempē	ᇣᆝ	пец	

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; neure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4500 HORIZONTALEMENT

I. On ne peut plus la croire spontanée. Solidement bâti. - II. Où il n'y a pas lieu de mettre son nez. Pas voilée. Passe à Perpignan. — III. Jaune, dans les marais. Un dieu beau comme un astre. Un travailleur étranger. —

cher les grains. -V. Demi-tour. Geste gracieux. On en fait des bâ-tous. - VI. Comté pour Gaston. S'allonge dès que quelqu'un passe. Contri-buent à faire une belle main. -VIL Fait réfléchir. Traverse les Flandres. Quartier de Nice. Retourne partout où l passe. - VIII. Utile pour celui

IV. La sienne par

exemple. Déta-

qui ne peut das se mettre dans le bain. A le bras long. Matière pour boucher. - IX. Comme ceraines neiges. Le deuxième calife. -X. Un port sur le lac du même nom.

Une certaine rudesse, - XL Arme au pied. Redevient neuf quand on arrive au bout. Est bien nourri quand il y a beaucoup de pruneaux.

— XII. Peut soutenir la culotte. S'oppose à l'instinct de mort. Une nappe. - XIII. Un peu de vanille. Peut être un élément dans un tissu. Qui a tout quitté. - XIV. Où il y a une certaine égalité. S'exprimer comme un poète, — XV. Donner des raisons de se plaindre. Pas atteinte. Son retour est parfois redouté.

VERTICALEMENT

1. Instrument à vent. On n'a aucune chance d'y trouver une aiguille. - 2. Le moitié de rien. Paraît plus grande quand elle est froide. Placée. - 3. Petit, au café. Peuplèrent une péninsule. Ne se déplace pas sans mai. - 4. Nous tient les pieds chauds. Outil de tail-leur. La moitié de cent. - 5. Fait la belote avec sa dame. Coule en Sibérie. Charge pour une bête. Envoie de dangereux paquets. - 6. Un certain sel. Pas imaginaire. - 7. Est souvent sur la planche. Unité monétaire. Enguiriander par exemple. 8. Prouve qu'il y a eu un acquitte

ment. Vastes plaines. - 9. L'épilobe et le fuchsia, par exemple. Est parfois traité de coquin. - 10. Comme parfois un propriétaire. Ligne de tête. Ville étrangère. Pas admis. -11. Un aspect du papier. Fait partie des mystères. - 12. Tirée par celui qui voulait se mesurer. Bon à cueil-lir. Coule dans le Bocage. d'un fils de Noé. Morceau de rabane. - 14. Servit de monnale d'échange. Peut obliger à mettre une gaine. - 15. Degré, Réaliser ses aspirations. On y voit parfois du

Sokstion du problème nº 4499 Horizontalement

I. Sommelier. - II. Amour. Gê. - III. Rat. Ogres. - IV. Dressoirs. - V. Ul. Asie. - VI. Nérée. Scm. -VII. En. 10. - VIII. Ré. Tell. -IX. Igioo. Eté. - X. Orie. Ré. -XI. Set. Etais.

Verticalement

1. Sardineries. – 2. Omar. Eneg. (Géné). – 3. Moteur. Lot. – 4. Mú. Stentors. – 5. Eros. Ecie. – 6. Gos. Il. Et. - 7. Rissole. - 8. Egérie. Tri.

GUY BROUTY.

Le Carnet du Monde

Dúcás

BORGETTO,

de Doha (Qatar), z été rappelé à Dieu le 1= juin 1987, dans sa quarante-neuvième année. L'inhumation a su lieu, le 5 juin

professour à l'École française

13, square Saint-Charles, 75012 Peris.

- Saint-Etimme, Paris.

M. et M™ Claude Gaudin M. Jérôme Gandin Et toute leur famille,

ML Autoine GAUDIN,

survenu le 5 juin 1987, dans sa quatre

La messe de funérailles sera célébrés le mardi 9 juin, à 10 h 15, eu l'église Sainte-Marie à Saint-Etienne.

2, place Jean-Moulin, 42000 Saint-Etienne. 15, rue Michel-Ange,

- Ses enfants, perits-enfants et amis, Ses camarades de combat et de déportation, ont la douleur de faire part du décès de

> VALENTIN-CHEVALIER. officier de la Légion d'honneur, croix de guerre avec palmes, médaillée de la Résistance, déportée résistante NN. nbattante volontaire de la Résistance, illée d'argent

survenu le 26 mai 1987, à Fleury-Mérogis.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-

Remerciements

 M. et M. Georges Action,
 M. et M. Henry Saltiel, Et leur famille. ceux qui leur out témoigné leur sympa-thie i l'occasion du décès de lour mêtre,

M^{er} Samuel SALTIEL, not Marie Molito.

<u>Anniversaires</u>

née Bitous Une pensée est demandée à tous coux qui l'ont comme et aimée.

M= Adeline ATTALI,

De la part de ses enfant de ses enfants, Pierre, Liliane et Guylaine, et de ses frères, Roger et Paul Bitoun.

- Marie-Lieure aurait on vingt ans lo 4 juin 1987.

Elle est morte à quinze mois, victime de l'alcoolisme au volant. Ses parents, Yves et Mireille Mounié, Ses sœurs, Claire, Anne-Violaine et vous prient d'avoir une pensée pour elle.

Le Perit-Gaudrier, Thorispe, 35510 Comos.

Communications diverses

Aniourd'hui, ouverture de la Bien nale 87, porte principale du Grand Palais des Champs-Elysées: «Pano-rama de l'art contemporain (SNBA).» rama de l'art contemporain (SNBA).» Vernissage officiel le 10 juin 1987, à 15 bennes.

Soutenances de thèses

 Université René-Descartes.
 Paris-V. - Le samedi 6 juin, à 14 heures, amphithéare Durkheim, galerie Claude-Bernard, escalier J., 3º étage, 17, rue de la Sorbonne.
 M. Michel Malherbe: « Analyse cupho-M. Michel Malherbe: «Analyse cupho-nique et stylistique des «Romances sans paroles», de Paul Verlaine.

- Université Paris-I. Panthéon-Sorbonne. - Le mardi 9 juin, à 14 h 15, salle de commissions (centre Pan-théon). M. Résni Grenier : « Le second

— Université Paris-III. — Le mardi 9 juin, salle Bourjac, 17, rue de la Sor-bome, 75005 Paris. M. Hamed Farzat : « Pour une sémiotique de l'espace roma-nesque. Essai d'anaiyse structurale de la Curée d'Emile Zola.»

- Université Bordeanx-III. - Le mardi 9 juin, à 14 h 30, selle des Actes de l'université Bordeanx-III, domaine universitaire à Talence. M. Christian l'insul : « Propagation et duplication de la communication interpersonnelle, exégèse des figures techniques de la télécommunication on le message du médium. »

- Université Paris-X. Nanterre. -Le mardi 9 juin, à 14 heures, saile C 22. M. Jean Pellegrin : « Réversibilité de Pandation

Religions

La troisième visite du pape

Jean-Paul II chez des Polonais sans espoir...

(Suite de la première page.)

La tactique utilisée est à peu près aussi transparente. D'abord, on fait en sorte que la visite du pape, à laquelle la presse accorde dès maintenant une très large place, apparaisse clairement comme l'affaire de deux institutions, l'Etat polonais et l'Eglise de Pologne qui, conjointement, invitent le souverain pontife. La population - ou plutôt les - fidèles - - est là pour suivre les cérémonies, voir passer le pape dans sa buile de plexiglas, prier amant qu'elle voudra mais rien de plus,

Ensuite, on insiste beaucoup sur la nécessité de bien se tenir pour accneillir dignement l'hôte illustre. C'est une Pologne « sobre, propre et efficace » qui accueille le pape, comme le prociame le slogan qui

à lèvres sur la chemise qu'il mettrait pour aller voir le pape... L'affaire des banderoles peut sembler secondaire, mais cet enjeu-là est important pour le syndicat dis-

sous qui a plus que jamaf besoin de manifester son existence. C'est aussi pour prouver que Soli-darité représentait toujours quelque chose et que son influence dépassait le cadre de ses militants, que Lech Walcan avait invité soixante-cinq personnes, éminentes à divers titres, à se réunir le dimanche 31 mai à huit jours de l'arrivée du pape. Il s'agissait non seulement de divers responsables du mouvement, mais anssi de personnalités élues démocratiquement à des fonctions diverses dens la période 1980-1981 et aussi des intellectuels connus

mais touz à fait extériours au syndi-

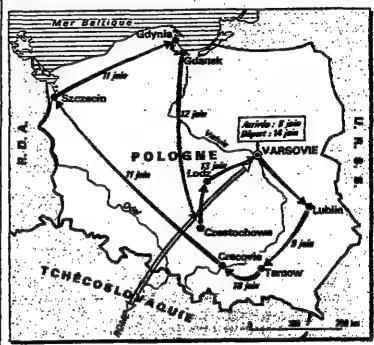


figure même sur les tampous de la poste. En somme, les Poionais sont des enfants priés de bien se tenir. Ce n'est pas exactement ce dont révait la génération d'août 1980,

Les appels à la vertu, bien entendu, ne sont pas tout. La pano-plie des mesures de dissussion n'est pas oubliée. Interpellations d'oppo-sants comus, conversations de mise en garde, se sont multipliés récenment. Jeudi 4 juin, le général Pudysz, vice-ministre de l'intérieur, est apperu à la télévision. Après avoir longuement évous le blemes d'organisation, d'intendance et de sécurité (de quoi faire passer à quiconque l'envie d'aller voir le pape tellement tout cels persit lourd et fastidieux), il a changé de ton pour annoncer que les services compê-tents avaient « eu connaissance de projets ourdis par des aventuriers appartenant à l'ex-Solidarité ». Selon le policier, il s'agit d'arrêter le cortège du pape à Gdansk pour le forcer à - modifier son programme » (une affirmation ansaitht qualifiée de grotesque per le porte-parole de Solidarité, M. Onyszkiewicz). Le général Pudysz a ajouté que les extrémistes projetaient aussi de distribuer des tracts, de déployer des banderoles et de scander des slogans. La menace est claire, puisque le général parle de risques considérables que de tels actes feraient conrir à la foule, en particulier aux enfants, aux vieillards et aux

L'affaire des banderoles

Des avertissements du même style avaient été lancés à la veille de la précédente visite. Il est primordial pour le pouvoir que les banderoles pro-Solidarité n'apparaissent pas auasus des foules rassemblées autour du pape, et surtout devant les caméras de la télévision. Déjà, à l'époque, les autorités avaient insisté pour obtenir la collaboration du service d'ordre de l'Eglise, avec quelques résultats dans certains cas. Mais les banderoles s'étaient faites de plus en plus nombreuses à chaque étape de la visite, en même temps que les homélies du pape gagnaient en audace. Cette fois encore, tout est fait pour persuader la population que manifester son attachement à Solidarité serait manquer de respect au pape et enfreindre la volonté de l'Eglise. A Wroclaw, au cours de récentes « conversations de mise en garde», la police politique a même affirmé agir à la demande de l'Eglise autant qu'à celle de l'Etat.

Affirmation pour le moins abu-sive. Mais il est tout de même vrai que le primat, Mgr Glemp, a, par l'intermédiaire de son porte-parole Mgr Orszulik, demandé à M. Walesa de faire en sorte qu'il n'y ait pas de banderoles. Lech Walesa a fort mai pris la chose. Lui que l'on croît souvent, mais à tort, aux ordres de l'épiscopat, a répondu que dans ce cas il écrirait Solidarité au rouge

cut. Toutes les personnes sollicitée à une exception près, ont répondu à l'appel et out signé un texte qui, tout en s'absteuent de demander quoi que ce soit au pape, laisse entendre que les signataires comptent sur lui pour *- renforcer les aspirations des Polomais* - à l'indépendance et à la démocratie. A la suite de quoi la propert d'entre eux ont été qués par la police politique.

20.2.7.

247 (44)

A FINT FOR

P. Carrie

Paris .

L'escale de Gdansk

Le programme du voyage a été longuement négocié insque dans les moindres détails. Mais Jean-Paul II avait post une condition sine qua non : pouvoir cette fois aller à Gdansk, Il s'y rendra donc après avoir percouru en hélicoptère ou en avion une bonne partie de la Pologne, s'arrêtant, après Varsovie, dans deux villes de l'est du pays : Lublin, siège de l'eniversité catholique favec un arce au camo d'externination de Majdanek, tout proche) et Tarnow. Puis, ce sera Cracovie, dont il fut l'évêque. De là, il se rendra pour une demi-journée à Szczecia, dans l'extrême Nord-Ouest et ensuite à Gdansk avant d'aller autre innovation - à Czestochowa, haut lies du catholicisme polonais. puis dans la ville industrielle et socialement sensible de Lodz et enfin de nouveau à Varsovie. Il est certain que, dans la capitale,

le pape ira se recueillir sur la tombe du Père Popieluszko, assassiné à l'antompe 1984 - mais les antorités ont obtenu que cela ne figure pas au programme officiel. A Gdansk, il est aussi acquis que le pape rencontrera M. Walesa. Et on imagine mai qu'il puisse ne pas se rendre an pied du célèbre monument érigé du temps de Solidarité à deux pas des grilles du chantier Lénine où les ouvriers avaient, pendant la grève d'août, accroché le portrait du pape au milien de monceaux de fleurs. Au Vatican, on laisse entendre que le pape fera le geste si attendu, mais tout indique, tant son programme est étroitement minuté, que ce sera tout au plus un bref arrêt, presque à la sauvette. Et l'image qui risque surtout de rester dans les mémoires, ce sera celle du pape célébrant, au dernier jour de sa visite, la messe sur l'immense place des défilés, en plein centre de la Varsovie officielle, avec juste derrière l'autel. l'énorme silhouette stalinienne du Palais de la culture, «cadeau de l'URSS à la Pologne » et symbole par excellence du régime.

Après le Chili et l'Allemagne, Jean-Paul II se lance donc ici dans une entreprise fort difficile, une entreprise qui, logiquement, devrait surtout profiter un général Jaru-zelski. Mais l'attitude du pape et de la population polonaise peut suffire à faire pencher la balance de l'autre côté. Une élémentaire prudence incite à attendre encore avant de conclure, comme on serait tenté de le faire, que trois, c'est trop. JAN KRAUZE.

1991年48年中華

The second secon

The same against the

A second second

Maria de la companya del companya de la companya de la companya del companya de la companya del companya de la companya de la companya de la companya del companya de la companya dela companya de la companya dela companya dela companya de la companya dela companya dela companya dela companya dela companya

Marie Committee Committee

W Wille

yers of the second

Croissance

Net ralentissement au premier trimestre

en France

Au pramier trimestre 1987, le produit intérieur brut marchand français (évalué au prix de 1980) n'a progressé que de 0,1 % d'après les comptes nationaux trimestriels publiés par l'INSEE vendredi 5 juin. Expliqué en partie par la rigueur de l'hiver, le ralentissement de la croissance est très sensible (au cours des deux trimestres précédents, le rythme avait été de 0,4 % à chaque fois). Malgré une hausse de la production énergétique (+ 2,2 %), la production, pour l'ensemble des branches industrielles, n'a aug-menté que de 0,1 % après une baisse de 0,3 % au trimestre précé-

Outre la stagnation de la production, le premier trimestre de cette année a été marqué par une légère baisse de l'investissement, une nette reprise des importations et une poursuite de la baisse des exportations, Selon les premières stimations de l'INSEE, la formation brute de capital fixe totale serait en diminution de 0,6 % par rapport au trimestre précédent, l'investisse-ment des entreprises non finan-cières étant orienté à la baisse. Après leur recul au trimestre précédent (- 4,5 %), les importations ont progressé de 3,3 %. Enfin, les exportations sont stables (- 0,1 %) «au bas niveau atteint au quatrième trimestre 1986 ».

Chômage

dans la CEE...

Le nombre des chômeurs dans les douze pays de la CEE s'élevait, à la fin du mois d'avril 1987, à 16.3 millions de personnes, en connées brutes, soit une diminution de 2,6 % per rapport à mers 1987

(- 433 000 personnes). Selon Eurostat, qui publie ces statistiques c'est un phénomène « tout à fait normal pour catte période de l'année », même s'il s'agit de la plus forte baisse enregistrée depuis 1980 entre mars et avril. Sur un an, la hausse est cependant de 1,4 %. Le taux de chômage pour l'Europe des Neuf (les comparaisons n'étant pas possibles pour la Grèce, l'Espagne et le Portugal) atteint 11,2 % fin avril, contre 11,5 % fin mars. Dans chacun des neuf pays, les taux sont les suivants : 19,6 % en Irlande, 14,6 % en Italie, 11,7 % en Belgique, 11,6 % aux Pays-Bas, 11,4 % en Grande-Bretagne, 11,1 % en France, 8,2 % au Dane-

mark, 8,1 % en RFA et 1,7 % au

... et au Canada

Luxembourg.

REPÈRES

Au Canada, le taux de chômage est tombé, en mai, à 9,1 % de la population active (9,3 % en avril), son niveau le plus bas depuis cinq ans, a indiqué, vendredi 6 juin, l'office de statistiques gouvernemental. Le nombre des chômeurs, en diminution de 23 000, était alors de 1,2 million, 11,9 millions de Canadiens ont un emploi (62 000 de plus qu'un mois auparavant). Selon l'agence officielle, l'emploi a augmenté en mai dans l'industrie, la construction et les services, mais a continué à baisser dans l'administration et les industries primaires.

Stabilité aux Etats-Unis

Le taux de chômage s'est maintenu à 6,3 % de la population active civile en mai aux Etats-Unis, malgré une légère augmentation du nombre de personnes sans emploi, a annoncé vendredi le département du travail à Washington. Le nombre des châmeurs s'élevait le mois dernier à 7,546 millions, contre 7,5 millions en avril, soit une progression de 46 000 personnes. En mei, la population active civile a. augmenté de 658 000 personnes. Parmi elles, 612 000 ont trouvé un emploi.

AFFAIRES

Une procédure de location-gérance pour Normed

Encore cinq navires et on ferme

Avec l'aval de M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, le procureur de la République a déposé, le jeudi 4 juin, devant le tribunal de commerce de Paris une requête tendant à prolonger l'existence légale de la société de construction navale Normed audelà du 30 juin, date à laquelle, normalement, elle devrait disparaftre par liquidation.

Cette demande s'appuie sur l'article 42 de la loi du 25 janvier 1985 sur le redressement et la liquidation judiciaire des entreprises (1). Le comité central d'entreprise est convoqué pour le 11 juin et les juges devraient se prononcer le

Ainsi donc, un an après la déci-sion de M. Madelin de mettre fin à une situation de commandite en supprimant brutalement les subventions - extrêmement importantes - que l'Etat versait à cette entreprise privée depuis plusieurs années pour lui permettre de surnager, Normed s'achemine en douceur vers la mort lente, mois après mois. Un constat de décès qui devrait être officialisé lorsqu'il n'y aura plus de navires à achever et plus de métalios à employer, c'est-à-dire an juillet

La mise en liquidation officielle de Normed dans quelques jours – après les renouvellements successifs des «périodes d'observation» autorisées par le tribunal de commerce depuis la déclaration de cessation de paiement – a paru inopportune à MM. Madelin, Denis Bouychou, administrateur judiciaire, et Jacques Dollois, PDG de Normed. En effet, l'entreprise fonctionne, elle livre les navires encore en carnet en respec-tant les délais fixés dans les contrats avec les clients, et met en œuvre, apparemment sans heurts, le plan social annoncé lui aussi il y a un an. Il lui faut donc un soubassement

commerce c'est toujours l'Etat, et en sans retrouver un travail. Car teur. Normed cherche pour ce l'occurence M. Madelin, qui restera

Economie

en première ligne. Sans qu'il soit possible d'affirmer que les prochaines semaines seront calmes, il est évident en tout cas que l'agitation parfois très violente, dans le Midi notamment, qui avait émaillé la chronique pendant l'été et l'automne 1986, a fait place depuis quelques mois à un climat d'apaisement, voire de résignation, pour la majorité des salariés de Dunkerque, de La Seyne et de La Ciotat.

Engagements tenus

Il est un fait que - même si la méthode à la hussarde et sans concertation préalable employée par M. Madelin l'an dernier a choqué le personnel de Normed – les engage-ments pris à l'époque par le ministre de l'industrie ont été tenus, Normed a reçu de l'Etat en temps utile les sommes nécessaires pour honorer ses marchés, bien que des retards - dus à la procédure judiciaire - aient pu apparaître pour le paiement de cer-tains fournisseurs et le règlement des créances de nombreux soustraitants. Mais surtout, indique-t-on à Normed, les dispositions du plan social (congés de conversion, efforts de reclassement des salariés), dont beaucoup sont significatives, voire attrayantes - 200 000 F au minimum pour tout salarié qui part et qui veut capitaliser son congé de conversion -- ont été et seront appliquées pour les salariés qui sont employés à l'achèvement des navires jusqu'à juillet 1988 (2).

Entre le 1= janvier 1985 et le 30 avril 1987, 6 635 personnes out quitté Normed, dont 4934 ont choisi la formule des congés de conversion, la grande majorité optant pour les « congés-capitalisation », c'est-à-dire l'attri-bution en une fois, au moment de lour départ, de la prime de 200 000 francs au moins (en fait, 240 000 francs en moyenne).

Il lui faut donc un sonbassement
d'existence légale. Ce fondement
sera trouvé en confiant à une filiale
de Normed (qui, elle, n'est pas en
dépôt de bilan) la location-gérance
et donc les responsabilités opérationnelles. Mais à travers ce montage
juridique, soumis au tribunal de

retrouver un travail à Dunkerque, à La Ciotat on à La Seyne n'est pas chose aisée.

Sans doute les «zones d'entreprises - décidées pour ces trois sites par le gouvernement offrent-elles es avantages fiscaux très substantiels aux sociétés qui veulent s'y implamer, bien qu'elles créent des distorsions locales, voire des contradictions avec les orientations de la politique d'aménagement du territoire. Il reste que, pour La Ciotat et Dunkerque, M. Madelin a pu faire état récemment d'une tendance encourageante de création d'emplois. A La Sevne, en revanche la mise en place officielle de la zone d'entreprises est toujours bloquée en raison de querelles politiques

Sements d'illusions

Quant aux espoirs de reprise -totale ou partielle - de tel ou tel site, ils sont vite partis en fumée. Certains émanaient de semeurs d'illusions; d'autres étaient le fait de chasseurs de primes ; les derniers, les plus élaborés (pour les sites du Midi), exigeaient des aides telles des pouvoirs publics que M. Made-lin, de toute façon très réticent a priori, n'y a jamais donné suite.

Normed, qui employait au début de 1985 10 000 personnes, n'en avait plus que 6 750 à la fin juin 1986 et 3 536 au 1= mai dernier. La chute a été donc très rapide, et le mouvement va s'accélérer. En effet, au fur et à mesure que les navires sont achevés et livrés, les métallos qui étaient affectés à cette mission quit-tent l'entreprise, bénéficiant d'ailleurs des diverses modalités du plan

A Dunkerque (750 personnes) un trait sera tiré sur le chantier quel-ques jours après Noël prochain, lorsque le train-ferry en cours de finition sera livré à la SNCF. A La Seyne (980 personnes), la situation est à la fois grave pour l'emploi et ubuesque, puisque le navire en construction est un pétrolier ravitailleur d'escadre, n'a toujours pas d'acquéreur. Il est financé par le ministère de l'industrie, mais le ministère de la défense refuse d'en devenir l'ache-

 navire baladeur » des clients étrangers. Il devrait être achevé fin juillet 1988.

Enfin, à la Ciotat (1 700 salariés), trois porte-conteneurs sont en construction pour le Mexique, mais un lourd contentieux oppose le client au chantier. Arguant de retards, l'armateur a refuse de prendre livraison du premier navire terminé en avril dernier, ce que Normed a fait constater par huissier. L'incertitude plane donc sur la destination des deux autres cargos identiques qui seront finis en octobre et en avril prochains. Un tribunal va être saisi pour trancher la querelle.

La question se pose déjà de savoir ce qu'il adviendra des terrains en bord de mer sur lesquels sont installés les chantiers de Dunkerque, de La Seyne et de La Ciotal. Évidemment, les appétits et les convoitises commencent à s'aiguiser. L'Etat aura son mot à dire avant de donner le seu vert à telle ou telle opération immobilière, pour une marina ici, pour un palais des congrès ailleurs, puisqu'il s'agit en général de terrains du domaine public maritime. Investisseurs, banquiers, grands noms du bâziment et des travaux publics sont l'arme au pied. L'après-Normed a déjà com-

FRANÇOIS GROSRICHARD.

(1) Cet article est ainsi libellé : « Le (1) Cet article est ainsi libellé: « Le tribunal, à la demande du procureur de la République et après consultation du comité d'entreprise ou, à défant, des délégués du personnel, peut, au cours de la période d'observation, autoriser la conclusion d'un contrat de locationgérance, même en présence de toute clause contraire, notamment dans le bail de l'immeuble, lorsque la disparition de l'entreprise serait de nature à causer un trouble grave à l'économie nationale ou régionale.

Le contrat est conclu pour une durée maximale de deux ans. La durée de la période d'observation est prorogée jusqu'au terme du contrat. »

(2) Ces dispositions avantageuses (et qui coûtent à l'Etat aussi cher que les subventions qui étaient versées pour remporter des commandes et assurer la trésorerie de l'entreprise) n'ont pes été appliquées à l'identique, loin de là, pour les salariés d'autres chantiers pavals

En achetant 36 % de la CISI

Cap Sogeti conforte sa première place

LOGEMENT

Une mesure en faveur des accédants à la propriété en difficulté

accédants à la propriété, victimes de la désinflation parce qu'endettés à l'époque où les taux d'intérêt étaient très élevés : l'exonération initiale de la taxe sur la valeur ajoutée, atta-chée aux logements construits par des organismes d'HLM avec des PAP (prêts à l'accession à la propriété), ne sera pas remise en cause en cas de remboursement anticipé de ces prêts ou en cas de revente à une personne qui reprend partiellement en charge le précédent prêt.

Ce maintien d'exonération touche les logements acquis entre le 1ª juil-let 1981 et le 31 décembre 1984. Les ménages contraints de renoncer à leur opération d'accession à la propriété n'auront donc pas à rembourser le montant de la TVA.

FAITS ET CHIFFRES

SOCIAL

Le report de l'augmentation des honoraires médicaux

Un beau désordre

5 F du tarif des consultations des n'entend pas renoncer. généralistes va-t-il provoquer un conflit ouvert? Les m déjà commencé à appliquer cette augmentation, et il est peu vraisemblable que ceux qui l'ont fait reviennent en arrière.

La Confédération des syndicats

médicaux français (CSMF), qui avait déjà donné la consigne à ses adhérents. l'a maintenue : elle estime que l'accord conclu le 16 décembre formait un tout. Les médecins, qui avaient accepté de coopérer à un nouveau système d'exonération du ticket modérateur, ont respecté leur part du contrat. La CSMF regrette que le gouverne-ment refuse « pour des raisons conjoncturelles » d'appliquer l'aug-mentation à la date prévue. La Fédération des médecins de France

Le report de l'augmentation de souhaite un arrangement, mais ment ». D'autre part, les médecins

du gouvernement, rembourser davantage les assurés, ceux-ci vont-ils payer les 5 F de leur poche? La CFDT, on tout cas, no l'entend pas ainsi : elle demande « que l'on ne prenne pas les malades en otage ». Elle appelle les caisses à faire respecter par tons les moyens possibles les tarifs en vigueur. Quant à la CGT, elle parle de « nouveau coup porté à la convention médicale, c'est-à-dire aux garanties accordées, tant aux médecins qu'aux assurés sociaux ».

Si les médecins refusent de respecter les tarifs officiels, les caisses penvent leur adresser des avertissements, voire mettre en route une procédure de « déconventionne-

concernés peuvent également être sanctionnés par les services de la Est-ce réaliement possible? On

voit mai le gouvernement ajouter à l'irritation des médecins par des contrôles supplémentaires. Quant aux caisses, en raison du retard mis par l'administration à publier le texte réglementaire sanctionnant l'accord du 16 décembre, elles avaient dà appliquer celui-ci sans attendre pendant plusieurs mois. Peuvent-elles sévir aujourd'hui?

Seul recours pour les malades continuer à payer les médecins à l'ancien tarif, comme les y invite la CFDT. Ils ont le droit pour eux. Il n'est pas sûr qu'ils scient très nom-breux à le faire. Mais le gouverne-ment a sans doute provoqué un bean désordre.

Les médecins ne sont pas les seuls irrités par ce coup de canif dans le contrat. M. Maurice Derlin, président (Force ouvrière) de la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés (CNAM), a déploré que · les parties contractantes - n'aient pas été consultées, et s'est élevé contre le poids du ministère des finances, excessif et dangereux pour la démocratie ».

Quant à M. Jean Vandermeulen. représentant du CNPF au conseil d'administration de la CNAM, il déclare « approuver la position des médecins ». « On ne peut pas joues avec la politique contractuelle, ajoute-t-il. Si l'on voulait reportes l'application de cette hausse, il fallait négocier auparavant avec les

Rude déception en effet. Les

socialistes au pouvoir avaient limité la liberté de négociation de la CNAM en matière tarifaire. M. Fabius avait même refusé d'entériner un accord signé avec les dentistes et plusieurs professions paramédicales. Le nouveau gouvernement avait promis de mieux respecter l'autonomie de la Caisse. Mais M. Derlin constate aujourd'hui que cette promesse n'est pas tenue. La mésaventure risque d'aigrir quelque peu ses relations avec le gouvernement.

francs pour un chiffre d'affaires de

une participation de 36 % dans la CISI (Compagnie internationale de services informatiques), filiale à 100% du Commissariat à l'énergie atomique et numéro deux français et européen du secteur. Cette opération sera menée par le

biais d'une augmentation du capital de la CISI (368 millions de francs actuellement), réservée à Cap Gemini. Elle constitue une nouvelle illustration du mouvement de concentration observé dans le monde des sociétés de services informati-ques qui ont besoin de moyens et de savoir-faire croissants. Elle ne surprend pas : on savait

que le CEA, confronté au ralentisse-

dans les services informatiques Cap Gemini Sogeti, première ment du programme nucléaire, sousociété française et européenne de haitait ouvrir le capital de cette services informatiques, va prendre société qui avait rencontré des difficultés en 1983 et 1984, mais avait et 1986 : l'an passé, la CISI avait dégagé un bénéfice de 2 millions de

du CEA, M. Alain Vidart, avait d'ailleurs pris les rênes de l'entre-Cette alliance conforte encore la position de Cap Sogeti (2,9 mild'affaires), devant son challe

liards de francs de chiffre français Sema-Metra (1,2 milliard de chiffre d'affaires).

F. V.

ICI acquiert Stauffer pour 10 milliards de francs

Le numéro un britannique de la chimie, ICI élargit son implanta-tion aux Etats-Unis. Après avoir racheté Beatrice Chemicals (décembre 1984) pour près de 7,2 milliards de francs, puis Glidden (août 1986) pour 3.9 milliards de francs, le groupe augmente sa mise et vient de conclure avec le géant anglo-néerlandais Unilever un accord pour lui reprendre Stauffer Chemicals (le Monde du 6 juin), ce pour la somme de 1,7 milliard de dollars (10.2 milliards de francs).

Stauffer Chemicals est filiale de Chesebrough Ponds, un grand fabricant de produits de soin aux Etats-Unis, dont Unilever avait pris le contrôle complet. l'an dernier, à l'occasion d'une OPA amicale. Unilever n'avait pas caché sa décision de revendre la filiale Stauffer (environ 10 milliards de francs de chiffre d'affaires dans la chimie de base et l'agrochimie), dont les activités n'avaient rien à voir avec les siennes. Plusieurs candidats étaient en lice. En acceptant de payer 36 % de plus que le prix initial (1,25 milliard de dollars, ICI a remporté

Plus de 100 000 salariés actionnaires de la CGE

Plus de 100 000 salariés (101 497 très exactement) de la CGE sont devenus actionnaires de leur entreprise, dont plus de la moitié par le biais du fonds commun de placement qui leur permettra de disposer de deux sièges au conseil d'adminis tration de la holding du groupe.

Le fonds commun de placement a connu un grand succès parmi les salariés des filiales françaises, les seuls à pouvoir y adhérer : sur les 120 000 personnes travaillant dans ces filiales, 65 000 sont devenues actionnaires, dont 52 381 par le fonds commun de placement. En outre. 14 000 anciens salariés des filiales françaises ont souscrit à l'opération de privatisation.

A l'étranger, 21 900 salariés et anciens salariés des filiales étrangères sont devenus actionnaires. Ce chiffre est à comparer avec les 100 000 salariés travaillant dans des filiales situées dans des pays dits ouverts > (c'est-à-dire autorisant l'achat de titres).

Environ 60 000 salariés de Saint-Gobain étaient devenus actionnaires de leur groupe lors de sa privatisa-tion. Chez Paribas, on comptait 28 423 salariés et anciens salaries actionnaires, rappelle-t-on.

Talbot-Poissy : « indul-gence» pour le salarié qui avait introduit une boutaille de pastis ? - Le conseil des prud'hommes de Poissy rendra sa décision le 19 juin sur la demande de réintégration de M. Christian Plantec, cinquante-deux ans, licencié en janvier, après trentecinq années chez Talbot-Poissy, pour avoir introduit une bouteille de pastis dans l'entreprise. Le juge départiteur du conseil des prud'hommes, M. Pierre Chabaud, a estimé la sanotion enon point injuste mais sévères et a donné une semaine au groupe

 Airbus Industrie lance offiement les programmes A-330 et A-340. - Airbus Industrie a officiellement décidé de construire deux -nouveaux avions, le biréacteur A-330 et le quadriréacteur A-340, a-t-on appris le 5 igin auprès du construc-

Peugeot pour esigner un protocole

d'accord » et « faire bénéficier

M. Plantec d'une mesure d'indul-

gence». Celui-ci devrait reconnaître

par écrit «les méfaits de l'alcool au

teur aéronautique auropéen.

ressés (Grande-Bretagne, France, RFA et Espagne), Ambus a decidé la lancement de ces programmes, afin de permettre la certifica de l'A-340 en mai 1992 et de l'A-330 au printemps 1993 (le Monde du 5 juin).

Airbus industrie a reçu des cengagements d'achat et des déclarations d'intérêt » de dix compagnies portant sur cent trente apparails de ce type.

• La CFDT conteste M. de Charette sur la titularisation des non-titulaires. - L'union fédérale de l'équipement CFDT conteste les propos de M. Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique, selon lesquels la titularisation des agents non titulaires des catégories C et D serait ement terminée» à la fin de l'année 1987 (le Monde du 15 mai). L'union fédérale de l'équipement CFDT affirme que dans son ministère «plus de treize mille agents C et D ne seront pas titularisés en 1987 soit per manque de poste budgétaire de Après avoir reçu le soutien des été entamée ». Elle demande à méthodes à caractère purement spégouvernements des quatre pays inté- M. de Charette d'intervenir « pour culatif seraient interdites.

que les postes scient prévus en tota lité dès le budget 1988 si ce n'est dans le collectif budgéteire 1987 ». ● GRANDE-BRETAGNE

grève des fonctionnaires. - Les deux plus importants syndicats de nnaires du Royaume-Uni ont appelé les deux cent mille employés qu'ils représentent à une grève de deux jours, kındi 8 et mardi 9 juin afin d'obtenir une hausse de 15 % à 20 % des salaires de la fonction publique. Le gouvernement de M^{ns} Thatcher propose une augmentation de 4,5 %. La plupart des services publics devraient être affectés par ce mouvement.

· ÉTATS-UNIS : un projet de loi contre les «raiders». - Ur projet de loi visant à limiter les prises de contrôle sauvages sur les entre-prises a été déposé, jeudi 4 juin, au Sénat américain. Selon ce projet, les auteurs d'une OPA devraient se faire connaître à la SEC dès qu'ils possè dent 3 % du capital de la société visée (5 % actuellement). L'acquisititulaire, soit parce que la procédure tion d'actions supplémentaires permettant leur titularisation n'a pas devrait être déclarée. Certaines

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

ALE temps! Pour la seconde fois depuis la mi-mai, une forte secousse 2, cette semaine, ébranié la Bourse de Paris. Elle a été si sévère que les derniers gains acquis depuis le début de l'amée se sont éparpilles et que leur montant est revenu au voisinage de zéro.

voisinage de zéro.

C'est surtout à partir de mardi, après une première séance plus que médiocre (= 0,39 %), que l'état de santé du marché a commencé à se détériorer (= 1,04 %).

Mercredi, il devenait franchement préoccupant, au point que, sur ordre vena d'en haut, les escadres de « zinzins » s'efforcèrent du mieux qu'elles purent de colmater les brêches. Ce jour-là, en laissant faire, la baisse aurait largement dépassé les 3 %. Les « zinzins » rémoitrent à la contenir à 2,33 %.

Les décor. Les maées

Jeudi, changement de décor. Les nuées Jeudi, changement de décor. Les nuées commencèrent à se dissiper, et quelques rayons de soleil pénétrèrent jusqu'an cœur de la Bourse. Las! Ce ne fut qu'une embellie. Entre le début de la matinée et la fin de l'après-midi, la hansse se réduisit comme sue pean de chagrin (de 1,5 % à 0,65 %). A la veille du week-end, personne n'attendait plus rien de bou de la dernière séance. Elle fut pis encore que préva. A 13 h 15, la baisse dépassait déjà 1,6 %. Alors, derechef, les « zinzins » furent appelés à la rescousse, et, en cióure, la perte était limitée à 1 %. Reste que, d'un vendredi à l'autre, les valeurs françaises se sont en moyenne dépréciées de 4,5 %. Et l'indice CAC est revenu à son miveau du 14 janvier dernier, ne conservant ainsi qu'une maigre avance de 2,5 %. maigre avance de 2,5 %.

Inutile de le préciser, un véritable climat de strose a régné autour de la corbeille.

A dire vrai, la Bourse n'a pas eu de chance. Les mauvaises nouvelles sout tombées dru, et son moral, qui n'était déjà pas, loin s'en faut, au beau fixe, en a pris un déficient casses.

sérieux coup.

Premier responsable de ce commencement de déroute, M. Chirac. En sommant M. Léotard de choisir entre son appartenance au gouvernement et son rôle de chef de parti, le premier ministre a ouvert la porte à une véritable crise politique. Et malgré les apaisements donnés par Matignou, stupéfait de l'ampleur prise par l'événement, on ignorait encore en fin de semaine quelle voie le turbulent ministre de la culture avait choisi de sanive, entre celle de la démission et celle de la somnission.

Parallèlement à ce mélo politico-majoritaire s'est joué un véritable psychodrame monétaire. Alors que tous

La sinistrose

les milieux financiers donnaient M. Paul Voicker partant pour briguer un troisième mandat à la présidence du FED, déjouant tous les pronosties, le patron de la banque centrale des Etats-Unis déclarait forfait. Et le président Reagam de lui désigner un successeur, M. Alan Greenspan, qui fut conseiller économique de Gerald Ford de 1974 à 1976. La nouvelle fit d'abord l'effet d'une bombe giacés. Le prestige de M. Voicker est en effet considérable, et la seule idée de le voir contres les affaires a fait frienames les marchés M. Voicker est en effet considérable, et la seule idée de le voir quitter les affaires a fait frissonner les marchés des changes. D'où la nouvelle glissade du dollar. Finalement, la nomination de M. Greenspan, consu pour som orthodoxie, est apparue comme plutôt safisfaisante. Quelques analystes allèrent jusqu'à le comparer à un clone de M. Voicker. Le billet vert a freiné des quatre fers. Mais, au passage, la Bourse en a pris un petit coup supplémentaire sur le moral.

supplémentaire sur le moral.

Une manvaise nouvelle poussant l'autre, le hausse des taux d'intérêt est encore veuse ajouter au malaise!

La première adjudication meusuelle de l'Etat (8,25 milliards de francs d'OAT) ne s'est pes très bleu passée (voir ci-coutre). Le Trèsor a été contraint de payer le prix du marché, c'est-à-dire un loyer supérieur d'environ un demi-point par rapport su mois dernier. L'effet produit a été pour le moiss facheux. Le marché obligataire a eu un sérieux accès de faiblesse, et le MATIF a tourné de l'exil.

Pour correr le tout, su méliminaire à l'ouverince.

MATIF a tourné de Paul.

Pour corser le tout, en préliminaire à l'ouverture, lundi prochain, du sommet de Venise, l'Allemagne fédérale a fait savoir qu'elle me céderait pas aux pressions américaines pour relancer son économie. Autant dire qu'autour de la corbeille nul se croit plus à un miracle, encore moins à une initiative spectaculaire en matière économique et monétaire d'un quelconque participant à ce sommet. Tant d'événements pourant survenir durant le long week-end de la Pentecôte — la Bourne ne rouvrira ses nortes que le mardi 9 inin — ome Bourse ne rouvrira ses portes que le mardi 9 juin — que bien des investisseurs out jugé prudent d'allèger leurs positions. Ce qui ne faisait pas obligatoirement l'affaire de la Rue de Rivoli, tout employée qu'elle est à forcer les feux de la privatisation. Ou le sait maintenant : à l'automne, ce sera le tour du Suez de sortir du giron de

Semaine du 1" au 5 juin

FEtat. Il convient d'autre part que la désétatination de la Société générale se panse bien — c'est un grou morrosen — et que la deuxième tranche de TF 1 trouve prement. Comme les augmentations de capital sont en outre nombreuses, il va falloir que la «foule aux confa d'or» passe à l'action. N'ayant pour ainsi dire jamais comm la haisse, elle regarde pour l'instant, aburie, le phénomène se dérouler devant elle. Ses rangs sont serrés. D'après les dernières statistiques, le nombre des actionniers directs a plus que triplé durant les six mois de privatisation, passant de 1,5 million à 5,5 millions. Les demandes des salariés out largement excédé les 10% de titres réservés. La proportion de salariés devenus actionnaires dépasse dans tous les cas 50%, et atteint même parfois 90%. Qui l'ent cur ?

Bref, il convensit de mettre tout en œutre pour un

actionmaires dépasse dans tous les cas 50%, et atteins même pariois 90%. Qui l'efit cra?

Bref, il convenit de mettre tout en cauve pour nu pas effrayer tout ce bean moude, su mousest où l'Etat a tant besoin d'argent pour rembourser les dettes de la France. L'intervention des brigades légères de «zinzins» n'a pas d'autre but que de calmer un jen qui est en train de tourner au désavantage de la majorité gouvernementale. Mais l'interventionnisme a ses limites, en Bourse comme ailleurs. A moins que le marché ne retrouve quelquas raisons d'espèrer me smélioration de la situation, ce qui paraît douteux avec l'ouverture prématurée de la campagne présidentielle, les «rinxims» auront bien du mal à contenir le flot des ventes s'il vensit à grossir. Avec la dinsimition de l'activité en période estivale (lamdi dermet, les transactions sur les valeurs françaises sont tombées à moins de 1 milliard de francs), le marché n'est plus aussi bien armé. A fin mai, le montant des achats à découvert atteignait 7,77 milliards de francs (7,65 milliards fin avril). El les échanges quotidiens se maintiement entre 1,5 milliard et 2 milliards de francs, il n'y a pas de manvais sang à se faire. Cela représente de trois à quaire séances pour sheorher le flot. Ce n'est pas encore décastreux, mais déjà très éloigné de la situation idéale.

Tout dépendra, en définitive, du nouvel seffamarient de masse sécrété par la privatination et de su capacité à encaisser les coups. Saura-t-il conserver son sang-froid ? Aucun boursier ne se lassarde, authrellement, à répondre à cettre question déficate. Tous reconnaissent être en terrain inconnu. La CGE, qui a fait cette semafas son entrée en Bourse après cinq ambées d'absence, avait mel choisi son moment.

ANDRÉ DESSOT.

Matériel électrique

Siemens 2 305
Signanz 510
Télémée. Electrique 2 900
Thousen-CSF 1 430

Filatures, textiles, marasins

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Or fin Side on herre)

— (allo on linged)

— (tillo on linged)

Pièce française (20 fr.)

Pièce suine (20 fr.)

Pièce suine (20 fr.)

m Pièce tombiesne (20 fr.)

56-87 Diff.

Cours Cours 28 mai. S jain.

85 390 88 100

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

BONS DU TRÉSOR

Déc. 87 ... 92,18 92,05 92,10 - 0,18

Mars 87 - 92,23 92,87 92,15 - 8,15

(1) Coupon 19 F. .

services publics

Bâtiment, travaux publics

	5-6-87	Diff.
Auxil. d'entrepr	1 345	- 63
Bourygues	1 060	- 106
iments Français	1 903	- 79
Dumez	2 165	- 91
TM	645	- 63
Lefebyre	2 637	- 73
aforge	1 455	- 121
Asisons Phénix	121	- 2,7
oliet et Charason	2 202	- 147
CREG	768	- 42
JE-SB	76.10	- 51

Métallurgie construction mécanique

	5-6-87	Diff.
Alsoi	472	- 41
Avions Dassault-B	1 158	- 62
hiers-Châtillon	85	- 3
e Dietrich	2 235	- 225
ACOM	1 620	- 90
ves-Lille	195	- 6
arine Wendel	470	- 43
mhoët (1)	1 459	- 71
eugeot SA	1 519	- 48
oclain	17_10	- 0.30
ugem	3 625	- 173
trafor	650	- 45
aleo	555	- 25
Iloures	79	- 10.50

(1) Dreit 49 F.

outre-mer				5-6-87	D
Géophysique Imétal Michelin	5-6-87 569 118 3 122	Diff. - 48 - 5,60 - 258	Elf-Aquitaine Easo Exxus Petrolist Primasaz	369 510 539 1 779 112	+ + 3
Min. Penarroya RTZ ZCI	51,60 103 1,28	- 2,48 + 1,70 + 0,61	Raffinage Royal Dutch Sogerap Total	124 762 442 513	- 1

Cetelem Chargeurs SA CFF (1)

CFI

Locindus

OFP Paris, de réese

Schneider

Alimentation

(1) Coupon 52 F.

titre (une nécessité), le CEPME a adopté un ensemble de tacimi-

ques qui s'inspirent largement de

celles pratiquées par le Trésor français sur ses propres titres.

Les bons seront mis aux enchères à l'occasion d'« adjudi-cations à la hollandaise » régu-lières et fixées à l'avance per un

Un groupe bancaire sera chargé du placement des bons et animers le marché secondaire.

Sécurité supplémentaire, en cas de nécessité, le CEPME rachètera

éventuellement lui-même les bons en vente. Ceux-ci seront

cotés en permanence. Enfin, les

autour de quelques dates

d'échéence (trois, cinq et sept

ans au moment de l'émission)

permettant la constitution de « gisements significatifs ».

Vendus à un prix légèrement supérieur à celui des titres d'Etat, les BIFS le seront à des

taux fixes ou variables. La pre-mière émission dans ces condi-tions doit intervenir le jeudi

11 juin (pour un montant d'envi-ron 500 millions de francs). La

conjoncture sur les taux (voir ci-contre) n'est guère favorable. Avec ce programme d'émission, le marché des BIFS com-mence à prendre forme. Avec les

3 milliards de francs), du Crédit foncier (2 milliards), du CEPME déjà émis (1 milliard), des SDR (600 millions) et de la Caisse

centrele de coopération économique (200 militions), l'encours

total approche les 7 milliards. La CAECL, une fois transformée en

société anonyme, pourre égale-ment émettre dans quelques mois des BIFS. Le marché fara alors un nouveau... bond en

ÉRIK IZRAELEWICZ.

A son tour,

le CEPME fait des bons

Mines, cooutchouc,

5-6-87	Diff.
Beghin-Say 495	- 10
Bongrain 2 759	- 41
BSN 4965	- 255
Carrefour 3 230	- 169
Casino (1) 1 970	+ 62
Euromarché 3 620	- 39
Guyenne et Gesc 660	- 50
Lesiour 1 800	+ 15
Martell 2145	+ 95
Moët-Hennessy 2 470	- 50
Nestlé	+ 1 050
Occidentale (Gle) . 1 139	- 78
Olida-Caby 199	- 11
Pernod-Ricard 1045	- 32
Promodès 2 175	- 25
St-Louis-Bouchon 1 133	+ 4
C.S. Saupiquet 1 310	+ 23
Source Perrier 770	- 24

Une entreprise peut gagner de

l'argent en réduisant ses coûts d'exploitation. Elle doit aussi,

aujourd'hui, faire la chasse au

gaspi du côté de ses finance-ments. La règle s'applique aux industriels, mais aussi aux finan-

ciers. Banques et établissements financiers sont, de ce fait, de

plus en plus actifs dans la gestion de leurs propres ressources. Le Crédit d'équipement des

petites et moyennes entreprises, le CEPME, l'a bien compris.

« Nos résultats, on les fera

autant sur nos ressources que sur nos emplois», explique la

Pierre Aubert, C'est, avec la recherche d'une meilleure adé-

quation entre la durée de ses emplois et celle de ses res-

sources, l'objectif de l'important

programme d'émission de bons d'institutions financières spéciali-

sées (des BIFS) que vient

La programme de réduction s effectifs est certes en bonne

voie: 200 salariés se sont déjà voie: 200 salaires se sont ceja déclarés volontaires au départ depuis mars dernier (400 emplois doivent être supprimées d'ici à la fin de 1988).

Le programme visant à diminuer le coût des contentieux aussi. La troisième voie pour améliorer se rentabilité, c'est « le diminution

du prix de revient de ses

matières premières », en clair de ses moyens de financement. Comme d'autres institutions

financières spécialisées, le

CEPME s'apprête donc à émettre

des BIFS. Sur des besoins de financement totaux estimés cette année à 11 milliards de francs, l'établissement compte en satisfaire environ 4 milliards

d'annoncer le CEPME.

sident du directoire, M. Jean-

Valeurs à revenu fixe

	5-6-87	Diff.		5-6-87	Г	Diff.
	300,	244			┝	
mitaine	369	+ 1	41/2%1973(1) .	1 915	+	65
	510	- 2	7 % 1973 (2)	\$ 920	+	174.4
	539	+ 5	10.30 % 1975	101.10	-	1
ma	1770	+ 30	PME 10.6 % 1976	102.20	_	6.1
B.P.	112	- 1.50	8.80 % 1977	126	_	6.2
92	200	- 15	10 % 1978	102.30	_	6,1 6,2 6,2 6,5
	124	- 9,86	9.80 % 1978	101.50		4.6
Duich			9 % 1979	99,30	_	0,4
Den	762	+ 3			_	9/4
	442	leck.	10,30 % 1979	104	+	6,2
*********	513	- 16	13,80 % 1980	101,79	-	8,2
			16,75 % 1981	102,07		8.2
			16,20 % 1982	116,23		8,2
ques, assu	rances		16 % 1982	118,65	_	0,7
			15,75 % 1982	113,53	_	0.3
étés d'inve	eticean	omf	CNE3%	4 270	<u> </u>	
CICA IN SILVE	arrancin	NE186			_	7,0
			CNB bq. 5 000 F	101,75		9,23
	5-6-87	Diff.	CHB Parker 5 000 F			9.4
	2001	246	CNB Suez 5 000 F .	102,20	+	0.4
	1		CATT C DOOR E	HAT THE		6 1/

1 6,16 6,20 6,25 6,45 6,25 6,21 6,21 6,21 6,21 6,21 6,25 6,15 6,45 6,45 6,45 6,45 101,75 + 102,19 + 102,29 + 101,75 + (1) Compte tens d'un coupon de 4,50%
(2) Compte tens d'un coupon de

	5-6-87	Diff	
Inst. Méricax	5 030	- 100	
Labo. Bell	1 910	- 160	
Roussel UC BASF	1 485	+ 11	
Bayer	1 029	- 9	
Hoechst (1)	894	+ 3	ı
Imp. Chemic	148	+ 3	
Norsk Hydro	180,46	+ 1	,56

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

Valeurs diverses

432 - 25 448 - 20 871 - 25 1450 - 75 400,10 - 23,90 1620 - 80 460 - 61 1330 - 30 525 - 48 314,20 - 22,30

- 42 - 81 - 83 - 35 - 186 - 31

681

5-6-87 Diff.			TRAITÉES AU RM (*)			
Bic Bic Bic CGIP CCUP CCUP CCUP CCUP CCUP CCUP CCUP CC	465 2 488 671 1 352 1 436 623 3 520 679 2 934 675 4 084 1 103 176 3 450 418 7 1230	- 26 - 157 - 70 - 95 - 33 - 200 - 75 - 125 - 27 - 256 - 77 - 2,30 - 34 - 34	Nbre de titres 1703 201	cap. (F) 5 551 186 198 5 390 308 224 6 339 874 026 6 339 874 026 6 194 293 909 8 147 045 743 1 137 478 531 0 137 478 531 0 135 638 069 7 134 051 895 2 110 695 348 6 102 558 425		

MATIF

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 5 juin 1987

COURS	ÉCHÉANCES							
COURS	Jain 87	Sept. 87	Déc. 87	Mars 88				
Premier	103,30	103,65	103,50	103,35				
+ haut	103,35	103,70	103,55	103,40				
+ bes	102,75	103,05	102,90	102,80				
Densier	102,85	103,30	103,20	102,95				
Compensation	102,85	103,25	103,15	102,95				

Nombre de contrats : 52 274.

LE VOLUI	ME DES T	RANSAC	TIONS (er	milliers o	de francs
	l= juin	2 juin	3 juin	4 juin	5 juin
RM Comptant	1116320	1 297 392	2292853	- 1794343	1 555 766
R. et obl Actions	9 154 172 201 787	10 328 855 255 546	10444977 251 806	8 362 253 355 068	10 953 482 302 690
Total	10472279	11 881 793	12 989 636	10511664	12811938
INDICE	S QUOTID	IENS (INSI	EE base 100,	31 décembr	re 1986)
Françaises		104,4	102	103	-
Étrangères	114,7	114,7	115,1	116,5	-
	COMPAGN	ME DES A	CENTS DE	CHANGE	V

(base 100, 31 décembre 1986) 105 | 103 | 104,2 | 102,6 (hase 100, 31 décembre 1981)

Indice gen. 1 430,4 | 426,8 | 416,3 | 418,3 | 413,4

Séance du 5 juin 1987 34 87 .. 92,12 92,88 92,10 - 0,13 Sept. 87 . . 92,23 92,87 92,10 - 9,16

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Maigré l'émotion cansée par l'annouce du départ de M. Paul Volcher, suc assélieration s'est produite ces der-niers jours à Wall Street. Les investismers jours à wait street. Les investi-seurs ont été es grande partie mattirés par les étoges faits de tous côtés sur le seccesseur de président de la Réserve fédérale, M. Aless Greenspan. Toutefais, en mison des incertitudes économiques, également des résultats plus qu'hypo-thériques de prochain sommet de 2 326,15 (contre 2 291,56 le 29 mai). L'activité indulementaire a porté sur l'échange de 736,76 millions de titres coutre 633,17 millions précédemment.

	Control 29 mais	Cours 5 jain
Alons	47 3/4 86 1/2	SI 39 7/3
ATT	253/4	25 5/8
Booking Cheste Minst, Benik	45 1/4 35 5/8	39 3/8
De Pout de Nameurs Bestuiss Kodek	333	114 5/6 76 1/8
Food	91	93.5/4
General Mactric	51.3/4 35.1/4	53 35 7/1
Goodyear	46 3/4	68 1/4
TEM	100 3/8 55 1/2	1597/
Mobil OG	46 5/8 45 1/8	46 1/4
Schlamberner	371/3	31/4
Texaco Unios Carbide U.S.X.	28 3/4 30 1/8	29 1/1 31 1/2
Vestinghouse	25/4	E 5/1

LONDRES

Le marché londonien a, cette Le marché londozien a, cette semaine, vagné très nervesement au gré dot sondages électoraux. A doux reprises (handi et marcrotti), il a pulvéries de nouveaux, records. Dens l'intervalle et après, il a sévèrement rechnié sur des remeuns selon lesquelles les travaillisses auraient réduit il 2 % lour fourt.

| Second | S Reste que le marché à été recoud et Rest que le marché à été secoud et s'a pes pu donner le meilleur de hai même melgré les très bonnes mouvelles économiques données pur le patronné. Indices «FT» du 5 jain ; indus-nielles, 1729,9 (coutre 1712,1) ; mines d'or, 398,3 (coutre 388,6) ; fonds d'Etst, 72,15 (contre 92,43).

State State States

200

Water

9-37-6 Commercial Commercial Section 1985

	25 mm	5 jeks
Beechmin Bonzier	38	551
Beit, Petroleum Charter Courtsaids	354 363	360 1/ 360 477 1/
Proc Gold (")	111/4	11 7/1 15 3/
Glents Gr. Unitr. Stores Issue, Chemical	16 3/32 19 7/8 14 23/64	19 3/4
Shell	13 1/32 39 15/64	13 7/3 31 51/4
War Loss	205 40 1/16	

(*) Endelbes.

FRANCFORT Efficiences

précédente ne s'est pas poursuivie et, dans l'attente du sommet de Venise, les investisseme out campé sur leurs posi-tions. Les cours se sont de ce fuit effrités. Les automobiles et les biers d'équipement sont néarmoins restés

Indice de la Commerzbank du 5 juin : 1749,9 (contre 1759,6).

	Cours 29 mai	Cours 5 jain
APG-BASP Bayer Commercionic Destachabank Hooday Kantada Mannessan Siement Voltamana Voltamana	312,50 281,50 313 289 663,50 281 436 164,50 699	310,50 287 312 247 594 272 435 154,90 699 376,40

TOKYO

Au-dessus des 25 009 points

Pour la première fois de son histoire, l'indice Nikhaï a, cette semaine, franchi la barre des 25 000 points. La nouvelle hausse du marché a été largement due à l'entrée en force sur le marché des inves-tisseurs institutionnels, dont les achats

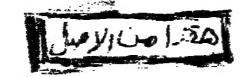
Indices du 6 juin : Nikket : 25 364,21 (contre 24 901,59) ; indice général : 2 180,01 (contre 2 146,26).

E TONOT (COUNTES TANKED).		
	Cours 29 mai	Contr 5 juin
Aker Bridgestoms Canon Puji Bunk Honda Motans Matmuhita Electric Mistubishi Heny Sony Corp. Toyota Miotoes	428 985 897 3 810 1 400 1 920 558 3 130 1 820	45. 1 99. 3 85. 1 51. 1 89. 69. 3 20. 1 83.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements: 45-55-91-82, peste 4330

The wife of the second of the first factor of





Crédits, changes, grands marchés

L'EUROMARCHÉ

WRSES

NEW-YORK

Sales amenda

Br. Lange

And State of the S

LONDRES

FIGURE NOTES

Harris Harris House Ar 1

Part of the second of the seco

more productive man

1000

Les habiles et les autres

Les émissions d'actions nouvelles qu'engeadreront les privatisations dans le monde, au cours des cinq prochaines années, vont représenter au moins l'équivalent de 100 milliards de dollars. L'ampleur de ce volume devrait, à elle seule, favoriser tout à la fois la prospérité présente et à venir du marché des actions internationales et le grand mouvement de libéralisation qui depuis deux ans s'est progressivedepuis deux ans s'est progressive-ment étendu à l'ensemble du globe. Cette vision optimiste tirée d'une étude publiée ces jours-ei par la ban-que américaine Salomon Brothers, vient à point pour compenser l'apa-thie, pour cause d'incertitude, qui continue d'étreindre le marché intercontinue d'étreindre le marché inter-national des capitaux. Celui-ci, après avoir été secoué il y a quinze jours par l'« effet Citicorps». Pa de nouveau été cette semaine par l'« effet Volcker/Greenspan» après que le premier eut fait part de sa décision de ne pas solliciter, au mois d'août, le renouvellement de son mandat à la tête du Fed. mandat à la tête du Fed.

mandat à la tête du Fed.

Le compartiment actions continue donc dêtre le principal soutien
de l'euromarché malgré les critiques
qui, ici et là, tentent de détecter un
affaiblissement de l'intérêt pour ce
type d'investissement. En France,
comme ailleurs, la ruison a fait place
à la spéculation des permiers jours
pour tout ce qui était privatisé.
Ayant tiré jusqu'à épuisement sur
ses carnets de Caisse d'épargne, ses
comptes bancaires, la clientèle privée avait été initialement échandée
an cours des premières transactions, an cours des premières transactions, celles de Saint-Gobain et Paribas. celles de Saint-Gobain et Paribas, pour n'avoir reça qu'uce poignée d'actions alors qu'elle en espérait beaucoup pius. Cela l'a contrainte de retourner dans ses cantonnements, autrement dit d'investir sagment, modérément et à long terme dans des actions de père de l'amille. Que la CGE, société au profil difficile à définir, ait rénssi à attirer quelque 2,3 millions d'actionnaires, prouve, néaumoins, que l'intérêt prouve, néanmoins, que l'intérêt demeure. Il fallait, peut-être, qu'à l'effervescence des premiers jours succède un climat plus serein qui, dernièrement, a permis aux institudernièrement, a permis aux institu-tionnels de pouvoir, enfin, accéder à la terre promise des privatisations

Ce retour à la sugesse devrait inci-ter les autorités françaises à ne pas fixer trop au-delà de 350 F français le prix de l'actiou-Société Générale lorsqu'il sera déterminé vers la fin de la semaine prochaine. En fait, un prix légèrement, en dessous de la barre des 350 francs serait, peut-être le mieux annourié nour le être, le mieux approprié pour la Société générale par rapport aux estimations théoriques de 410 francs à 430 francs, faites par différentes maisons de courtage. Si dans toute émission d'actions le prix est le fac-teur nécessaire, il n'en est pas l'élé-ment suffisant. Peugeot nous en a fait la démonstration cette semaine. Son image de marque s'est révélée

prédominante dans l'émission, tant nationale qu'internationale, que le «lion» de Belfort a lancée à la fin « non » de Belfort a lancée à la fin de la semaine dernière (voir rubri-que précédente). L'offre assortie de warrants a bénéficié d'une réception extrêmement chaleureuse tant en France qu'à l'étranger. Les « bons de souscription » (warrants) se sont particulièrement arrachés. Ils se traitaient en fin de semaine entre 360 F et 390 F français sur le mar-ché gris.

ché gris.

ché gris.

Dans le cadre de journées d'information organisées pour les 10 et 11 juin. Michelin, le groupe français, qui, récemment, était eacore la plus secrète des sociétés tricolores a décidé de dévoiler son intimité aux investisseurs et aux analystes dans ses locaux clermontois. Ce dépucelage va s'effectuer au moment même où la Compagnie financière Michelin à Bâle, la holding qui coutrôle l'activité non française du groupe, va proposer 300 000 actions groupe, va proposer 300 000 actions nouvelles à un prix de 1 000 francs suisses par titre. L'offre qui sera également répartie entre le marché suisse des capitaux et l'international est attrayante. Elle représente une décote de quelque 10 % par rapport au cours actuel de 550 francs suisses (550 F × 2 = 1 100 F) de l'action

ancienne d'une valeur nominale de 100 francs belvétiques, alors que les

Lazard Frères à Paris et le Crédit suisse-First Boston sont les deux coordinateurs de la transaction Michelin. Le placement de la tran-che internationale sera assuré, sur la base d'ane répartition géographique, par trois syndicats bancaires: Daiwa et Yamaichi pour le Japon; Deuts-che Bank et Crédit suisse-Effectenbank pour l'Allemagne; Bruxelles-Lambert, BNP, Paribas, Cazenove, Crédit lyonnais, EBC-Amro, Salomon Brothers, Société générale et la camdienne Wood Gundy pour le reste du monde.

cais d'investissement de l'inénarra-ble Monsieur Bouygues, offerts vers la fin de l'an dernier à un prix de 1 085 francs français, continuent de se trainer aux environs de 895 francs, soit une décote de l'ordre de 18 %. Il vaut mieux pour ses entreprises qu'elles n'aient pas à sol-liciter le marché international des capitanx. Les euro-investisseurs ont la mémoire acérée.

Les investisseurs internationaux demeurent réfractaires aux euro-émissions obligataires, mais les emprunteurs qui s'entêtent à en pro-poser choisisseut souvent très mal leur moment, et leurs conditions sont inadéquates. La Banque mon-diale vient d'en fournir l'exemple. Le marché du dentschemark étant actuellement par sécurif lement. diale vient d'en fournir l'exemple. Le marché du deuischemark étant actuellement peu réceptif lorsque les emprunts libellés dans la devise germanique out une durée de plus de sept ans, la Banque mondiale s'est tournée vers la livre sterling pour lever des capitaux à long terme. Malheureusement, elle ne pouvait choisir pire moment. A huit jours des élections en Grande-Bretagne, alors que le spoctre d'un Parlement sans majorité se profile au travers des sondages, il était imprudent de demander à la communauté des euro-investisseurs d'acquérir du sterling. Aussi ne faut-il pas s'étonner si l'euro-emprunt de la Banque mondiale, qui s'étendre sur vingt ans et dont le montant de 200 millions de livres est de surcroît le plus grand jamais offert dans ce secteur, a été mal reçu. Proposé à un prix de 92,75 avec un coupon amuel de 9,25 %, il s'est rapidement traité sur le marché gris avec une décode de 300 points de base, c'est-à-dire bien en dehors des commissions bancaires globales.

Hachette est le premier groupe français à tirer parti des récents assouplissements apportés au contrôle des changes en France et

assouplissements apportés au contrôle des changes en France et tout particulièrement de la suppres-

nouvelles actions auront une valeur nominale de 200 francs.

Tout le monde ne peut malheu-reusement se prévaloir de la réputa-tion et de l'habilité financière de Pengeot on de Michelin. Les certifi-cats d'investissement de l'inénarra-

Hachette innove

sion de l'usance d'un an sur les emprunts en devises des société tri-colores. Sous la direction du Crédit coores. Sous la direction du Credit lyonnais, Hachette a innové en-offrant une «facilité» à option mul-tiple («MOF», Multiple Option Facility) sur cinq ans de 150 mil-lions de dollars qui, par suite de sa structure, peut être considérée comme une transaction euronationale, c'est-à-dire tout à la fois internationale et française. internationale et française. L'emprunteur aura le choix d'utiliser le « MOF » soit en francs français, soit en devises. Il pourra le faire au travers de papier commercial, d'avances bancaires à court terme ou d'une ligne de crédit de confirmation (standby) qui, bien que libellée en dollars, pourra également être utilisée en francs. Il en coûtera à Hachette 10 points de base en plus du Libor si la facilité est utilisée en devises et 20 points en plus du Pibor si le débiteur préfère des francs. En outre, toute utilisation excédant 75 millions de dollars sera rémunérée par le versement de 5 points de base. Pas moins de soixante-dix banques françaises et soixante-dix banques françaises et étrangères installées à Paris ont été alléchées par des commissions allant de 3 à 7 points de base selon les montants souscrits. Le montage, comme les conditions, est attrayant tant pour Hachette que pour les pré-teurs. Ces derniers ne s'y sont pas trompés qui ont réservé un très cha-leureux accueil à cette ingénieuse

CHRISTOPHER HUGHES.

LES DEVISES ET L'OR

L'effet Volcker

Pour une belle secousse, ça a été une belle secousse. La semaine avait pourtant commencé en fanfare pour le dollar qui, lundi le juin, accentuait sa hausse surprise amorcée la semaine précédente en poussant gaillardement une pointe à 6,12 F (1,8350 DM et 145 yens). Rachats de vendeurs à découvert qui se cou-vraient par précaution à l'approche nourris par ce même sommet, reprise du marché d'obligations aux Etats-Unis, contrôle officieux sur les ventes de dollars au Japon, tous ces facteurs se confirmaient pour affermir le billet vert.

C'est alors que mardi 2 juin à 17 heures, heure européenne, on apprit que M. Paul Voicker, président de la Réserve fédérale des Etats-Unis, ne demandait pas lo renouvellement de son mandat de matter en contra de son mandat de mandat d quatre ans qui prend fin en août pro-chain.

plonger de près de 2 % sur tous les marchés, revenant en-dessous de 6 francs, de 1,80 DM et de 142 yens, reperdant ainsi toute son avance des ours précédents.

De leur côté, les cours des obliga-tions chutaient à New-York, et leur rendement remontait d'autant.

Aux yeux du monde entier, le départ du respecté et redouté président de la Réserve fédérale, seul gardien de l'orthodoxie, l'homme qui avait muselé l'inflation américaine à partir de 1980 en faisant monter sauvagement les taux d'inté-rêts jusqu'à 20 %, était de mauvais augure pour la solidité du dollar. Le dernier rempart contre le laxisme des pouvoirs publics n'allaitil pas tomber?

L'effet de surprise passé, et une fois comu le nom de son successeur, M. Alan Greenspan, économiste monétaire qualifié de modéré et de pragmatique, les marchés reprirent un pen de sang froid. De sorte qu'en fin de semaine le dollar avait rega-gné une part appréciable de ses pertes, dans un climat nettement rassérène.

Certes, le nouveau venu va devoir faire ses preuves, mais on croit M. Greenspan capable de dureir la politique de la Réserve fédérale en l'inflation. Dès sa désignation, il éprouvait le

besoin de déclarer que l'on avait probablement vu le taux de change du dollar toucher le fond et que le retrait des capitaux étrangers hors des Etats-Unis avait pris fin appa-remment il y a quelques semaines, après avoir provoqué un net recui du dollar depuis le début de l'année. Ces capitaux, assurait-il, sont en train de revenir aux Etats-Unis. train de revenir aux Etats-Unis. Pour lui, l'écart des taux d'intérêt entre l'Amérique et le Japon sont devenus si importants que la stabi-lité du dollar constitue un objectif pas trop difficile à atteindre.

Quelques semaines anparavant, M. Greenspan avait déclaré à plusieurs journalistes que, à son avis, le dollar allait encore baisser de 10 % environ, l'essentiel étant que cette baisse soit lente, contrôlée et ordonnaisse son tente, controlee et ortun-née. De son côté, le secrétaire au Trésor, M. James Baker, assurait que le déficit budgétaire des Etats-Unis serait réduit cette année de 40 milliards de dollars, revenant de 220 milliards à 180 milliards, ce qui ne manquerait pas, disait-il, de ras-surer les prêteurs étrangers.

Maintenant, les marchés attendent le sommet de Venise – dont, à vrai dire, ils n'espèrent pas grand-chose, si ce n'est la confirmation solennelle des accords signés au Louvre le 22 février dernier. Ces accords ont permis, il faut bien le dire, au dollar de ne pas trop dériver par rapport aux cours en vigueur le 22 février deruier, au prix, il faut le dire aussi, d'interventions massives des banques centrales, (60 milliards de dollars en quatre mois, dont 4 milliards de dollars pour la Réserve fédérale américaine).

Nombre d'opérateurs estiment que le billet vert se tiendra jusqu'au lendemain du sommet de Venise. Mais pas plus longuemps. Ils considèrent que, à ce sommet, les essais de coordination des politiques économiques buteront sur les réticences de l'Allementes celleci estime avoir de l'Allementes celleci estime avoir de l'Allemagne; celle-ci estime avoir assez agi pour la relance et que faire plus compromettrait ses grands équilibres. C'est tout à fait plausi-ble. Mais, ces dix derniers jours, les

D. mark Franc Beige Florin

cas de reprise trop sensible de marchés des changes ont bien noté que le dollar pouvait tout à coup se mettre à remonter violemment, les opérateurs se trouvant contraints d'inverser rapidement et coûteuse-ment leurs positions.

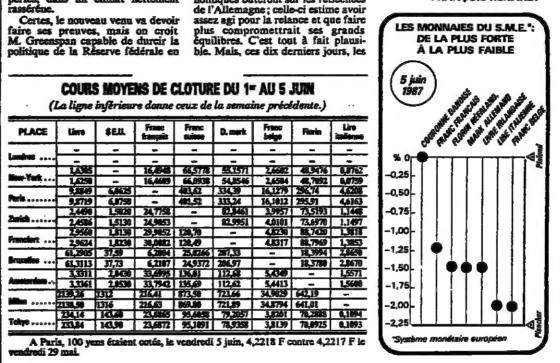
Prudence donc, en provenance des nouvelles de l'économie américaine. Cette dernière, semble-t-il, ne se porte pas si mal. La dernière enquête mensuelle auprès des direc-teurs d'achats des entreprises d'outre-Atlantique indique une hausse sensible des commandes en mai. Un climat est qualifié de • meilleur • depuis juin 1984 •. Une indication importante sera don-née également par les chiffres de la balance commerciale américaine pour le mois d'avril, disfusés au milieu du mois de juin. Certains pensent qu'ils pourraient ne pas être bons mais que ce serait pour la der-nière fois, avant une amélioration

On relève, en outre, que les importateurs américains de produits japonais avaient accéléré leurs achats, dans la crainte d'un relève déstockage pourrait être enregistré bientôt, provoquant une baisse du chiffre des importations.

En fin de semaine toutefois, les opérateurs avisés croyaient déceler un réaffermissement du mark et de toutes les monnaies, y compris le franc suisse, comme si on allait faire payer à l'Allemagne son refus de relancer son économie. En revanche, le yen semblait se stabiliser, en récompense du grand programme de relance décidé par le gouvernement japonais, considéré bon élève dans la classe américaine.

Si le mark montait, le franc francais en souffrirait. A la veille du week-end, quelques sorties de devises ont été enregistrées, bien fai-bles (200 à 300 millions de marks). La raison en est l'alourdissement du climat politique qui pèse sur notre

FRANÇOIS RENARD.



LES MATIÈRES PREMIÈRES

Les denrées tropicales en plein marasme

teur du stock empêchent sculement les prix de s'effondrer. Quant au

L'annonce brutale par les auto-rités d'Abidjan de l'incapacité de la Côte-d'Ivoire à honorer le paiement de su dette a montré combien le développement d'un pays du tiers-monde reste aléatoire lorsqu'il dépend, pour l'essentiel, de quelques matières premières. Leader mondial du cacao, troisième pour le café (robesta), la Côte-d'Ivoire subit aujourd'hui de plein fouet la chute aujourd'hmi de plein fouet la chute des prix de ces deux deurées tropicales. Pour la troisème campagne consécutive, les surplus de cacao s'accumulent. Depuis deux semaines, le directeur du stock régulateur, chargé par ses interventions sur le marché de soutenir les cours, a acheté 32 000 tonnes. Or les prix ne cessent de baisser. « Les opérateurs ont anticipé l'action du stockont anticipe t action au stock-tampon. The stock-acquis 75 000 tomes, la tendance restera défavorable», confisit ces jours derniers un professionnel.

PRODUITS	COURS DU 5-6	
Culvre h. g. (Lesion)	934,5 (+ 27)	
Trois mois	Livres/tonne	
Alemandesen (Louises)	385 (+ 12)	
Trois mois	Livres/tome	
Nickel (Lodes)	2 686 (+ 52)	
Trois mais	Livres/toppe	
Sucre (Paris)	1 128 (- 5)	
Août	Francs/tonno	
Caff (Lorden)	1 383 (- 45)	
Juillet	Livres/tonne	
Cacao (Nea-Yett)	1 828 (- 53)	
Juillet	Dollars/tonne	
Hilé (Chicago)	265,25 (~ 9)	
Juillet	Cents/bossess	
Mais (Chap)	189,25 (+ 6,50)	
Juillet	Cents/boisseau	
Soja (Chicago)	174,99 (+ 6,89)	
Juillet	Dollars/t, courte	

café, il n'est plus soumis à aucune régulation depuis février 1986, date de la levée des quotas d'exportation qui a suivi la flambée des prix. Mais depuis lors, le marché est redevem baissier, l'abondance ayant très vite fait oublier la sécheresse brésilienne. Certains producteurs concurrents de Sao-Paulo, soutenus par les pays consommateurs, refusent que les quotas d'exportation du café soient rétablis. En se privant de la seule arme efficace pour enrayer la baisse, ils contribuent à l'accentuer. Pour Is contribuent a l'accentuer. Pour l'indonésie et quelques Etats d'Amérique centrale, cette intransigeance répond à un objectif précis : forcer le Brésil à leur céder un peu de sa part de marché (30 % avant la séchesers de 1925-1926). Deux une eresse de 1985-1986). Dans une telle bataille commerciale, la Côte-d'Ivoire comme les pays africains francophones partent avec plusieurs handicaps. Leur appartenance à la zone franc leur interdit de procéder à des dévaluations compétitives, arme dont abusent les producteurs latino-américains. Le franc CFA n'a cessé depuis dix-huit mois de s'enrichir face au dollar, monnaie de facturation des échanges de café et de cacao. Le cruzado, pour ne citer que la monnaie brésilienne, s'est en revanche affaibli contre le billet vert. Le jeu des changes à sans conteste pénalisé l'Afrique.

Autre obstacle mis en lumière par l'APROMA (Association des pro-duits à marché, CEE-ACP), réunie du 25 au 29 mai à Paris, les cafés d'origine africaine (robustas) souf-frent d'un manque de promotion face aux arabicas. L'examen des différents systèmes de commercialisation du café en Afrique révèle aussi un manque de coordination de l'offre. En vendant de manière Le chiffre entre parenthèses indique la désordonnée, les producteurs excrarization d'une samaine sur l'autre.

désordonnée, les producteurs excrarization d'une samaine sur l'autre.

Antrement dit, les achats du direc- sur les prix, grévant d'autant leurs recettes en devises. Enfin. l'APROMA (en concertation avec l'organisation interafricaine du café), a constaté le besoin des pro-ducteurs « d'acquérir plus d'infor-mation technique et d'outils spécifiques pour profiter des avantages offerts par les marchés à terme ». La remarque n'est pas gratuite. Par le passé, les Etats du tiers-moude sont toniours entrés sur ces marchés du mauvais côté, celui de la spéculation. Jamais ils n'ont utilisé les «future markets» comme des instruments de converture du risque de prix. Une formation de leurs respon-sables commerciaux à ces techniques paraît aujourd'hui urgente.

Si le café et le cacao out poursuivi cette semaine leur recul (le cacao tombant à son niveau le plus bas de ces quatre dernières années), d'autres produits se sont en revanche mieux comportés. Le cuivre s'est ainsi raffermi après l'annonce d'une diminution des stocks liée à un certain réveil de la consommation. L'aluminium, dont la production s'est ralentie an cours des derniers mois, et le nickel, dont les stocks à Londres ont chuté de 1884 tonnes la semaine passée, se sont aussi raf-fermis. En hausse, lundi et mardi, après l'annouce d'une poursuite de la grève (commencée le 9 mai) chez le producteur canadien Noranda, les cours du plomb et du zinc se sont

Du côté des céréales, les observateurs out retenu l'estimation du Conseil international du blé, selon laquelle l'Union soviétique achète-rait cette année 35 millions de tonnes de grain, contre 31 millions de tonnes lors de la précédente campagne. Cette annouce n'a pas empê-ché les cours de blé de fléchir. Ils restent déprimés par la surproduc-tion et par la guerre des subventions que se livrent les grandes puissances

ÉRIC FOTTORINO.

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 5 juin, 4,2218 F contre 4,2217 F le vendredi 29 mai.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 1" AU 5 JUIN (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

Noir pessimisme

Vendredi 5 juin 1987, en début rubrique - Les devises et l'or -), et d'après-midi, le cours de l'échéance septembre sur le MATIF tombait à 103,05 contre 103,75 la veille et 105,20 huit jours auparavant. Ce cours de 103,5, qui correspond à un rendement de 9,30 %, était le plus bas depuis la dernière semaine de tembre sur le MATIF tombait à février 1986, peu de jours après le démarrage du MATIF le 20 février, au niveau de 102 (100 correspon-dant au cours d'un emprunt d'Etat autour de 10 % à dix ans). Entre-temps, on était monté à près de 115 en mai, puis de 114 au début de sep-tembre, ce qui équivalait à un rende-ment de 7,40 % sur les emprunts

Après la «cassure» intervenue à

Les motifs: d'abord des résultats de l'adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor (OAT) à hanteur de 8,5 milliards de francs, qui se sont traduits par l'accentua-tion de la hausse des rendements: 9,23 pour la tranche à sept ans contre 8,81 % en mai, pas moins de 9,60 % pour la tranche à vingt-cinq ans contre 9,13 en mars. On notera ans contre 9,13 en mars. On notera qu'à ce niveau la tranche à vingt-cinq ans offre un rendement supé-rieur à celui de l'emprunt à trente leurs, – il reste une marge suffians du Trésor américain (8,75%).

Ajoutons-y l'alourdissement du climat politique, la crainte d'une reprise de l'inflation et la médiocre mark à nouveau recherché (voir la en Allemagne,

on aura l'explication du pessimisme

On observera tontefois que l'écart entre les taux à long terme et ceux à court terme s'était sensiblement réduit - moins d'un point - et qu'il était devenu beaucoup plus faible que dans les autres pays occiden-taux. Il fallait donc qu'un jour ou l'autre un réajustement se produise, rétablissant un écart plus normal, soit par la hausse (élévation des taux longs), soit par le bas (abaissement des taux courts). Comme la Banque de France, dans les circonstances actuelles, surtout si le dollar se remet à baisser, ne peut guère donner le signal d'une désescalade l'automne, qui vit les cours sur le MATIF chuter jusqu'à 103,90 au début de janvier, puis remonter parfois jusqu'à 108, c'est maintenant la rechute brutale.

donner le signal d'une désescalade des taux à court terme, ce sont les taux longs qui ont monté. L'an dernier, jusqu'au mois de septembre, ce fut le processus inverse, avec de formidables anticipations à la baisse et une soif inextinguible de papier.

Le paradoxe est bien que les taux d'intérêt français hors inflation, surtout sur le court terme, sont supé-rieurs aux taux allemands, de deux points au moins, l'écart étant plus réduit ou presque nul sur les taux ones.

En haut lieu, on estime que le marché français se trompe, mais, sante pour une détente du court terme dans notre pays. Du reste, avance-t-on, les taux réels, du fait de la reprise d'une certaine inflation, tenue du franc par rapport à un s'inscrivent partout en baisse, même

Ce raisonnement serait tout à fait valable si le dollar restait stable. Or rien ne permet d'assurer qu'il en sera ainsi dans les mois qui viennent. Si le billet vert se remettait à 116chir, le mark se raffermirait aux dépens du franc, que la Banque de France devrait défendre en maniant

En revanche, si le dollar restait stable, ce qui n'est pas impossible, la désescalade pourrait se produire. De toute facon, le rôle amplificateur du MATIF, qui avait joué l'an dernier en faveur d'une baisse des taux, joue maintenant à la hausse, à tel point que le marché à terme entraîne celui du comptant, avec des soubresauts plus accusés qu'ils ne devraient

En attendant, les taux américains à long terme, notamment celui de l'emprunt 2017 (trente ans), émis récemment à 8.75 %, après avoir fait un bond à 8,90 % au lendemain de l'annonce du départ de M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, sont revenus vendredi soir à 8,71 % environ. Il y a quinze jour à peine, le rendement de l'emprunt 2017 était monté à 9,11% sur la crainte d'une nouvelle baisse du dollar et d'un regain d'inflation.

Relevons enfin que le Trésor va ramener de 130 ou 140 milliards à 120 milliards de francs le total de ses appels au marché en 1987. Le succès des privatisations va permettre à la nouvelle caisse d'amortissements de commencer à rembourser

16 Dimanche 7-Lundi 8 juin 1987 .

Le Monde

DATES

2 if v a quarente ans : le lannent du plan Marshali.

ÉTRANGER

- 3 Le sommet de Venise 4 La querre du Golfe.
- 5 Les élections en Grande-Bretagne et en Espagne.

6 Le conflit entre M. Chirac

et M. Léotard. ~ Un effort budgétaire de

POLITIQUE

l'Etat en 1988 pour les

André Laurens.

~ «Livres politiques», par

SOCIÉTÉ

- 7 Klaus Barbie persiste dens - La fusillade de l'avenue Trudaine : le procès des
- 8 Le dépistage du SIDA ne se fera pas dans les prisons européennes.
- Les Internationaux de France à Roland-Garros.

- Grand Palais.

tre des Amandiers de

Le show-biz au caf'conc'.

9 Le Japon primitif au

- L'architecture française à Takyo. 10 La saison 1988 au Théâ-

Communication.

ÉCONOMIE

procédure de 13 Une DOUT location - gérance - Le report de l'augmenta

tion des honoraires médi-

14 Revue des valeurs. 15 Crédits, changes grands marchés.

Caux.

MINITEL

Première chirurgicale à Caen

Un ovaire implanté dans le bras d'une femme

AFRIQUE DU SUD

Fin du conflit des cheminots

SERVICES

Météorologie 12

Mots croisés12

Spectacles11

Une jeune femme de Caen vit

depuis trois ans avec un ovaire implanté dans son bras gauche. Cette première a été réalisée par une équipe médico-chirurgicale

L'un des objectifs est de

conserver les fonctions reproduc-

inicas de cette femme qui a dû

subir une rediothérapie antican-céreuse à l'âge de dix-huit ans.

Les chirurgiens ont réusei au moyen de tachniques de micro-

Le conflit des cheminots sud-

africains, commencé il y a trois mois, a pris fin, vendredi 5 juin, per

la décision de la Compagnie natio-nale des transports de réembancher

environ 17 000 grévistes noirs, licen-

ciés le mois dernier. Cette grève

affrontements entre la police et les

cheminots et des accusations selon

lesquelles des employés des trans-

ports avaient torturé et tué des tra-

vailleurs refusant de se joindre à la

grève. La COSATU (la plus impor-

tante confédération syndicale du pays) a salué cette décision en par-

lant de « victoire majeure pour les travailleurs du rail » et de « vic-

toire sur l'arrogance de l'apar-

Les jours de grève des employés

ne seront pas payes, mais les gré-

vistes ont obtem la libération et la

réintégration d'environ 200 de leurs

camarades emprisonnés. Un autre

mouvement, qui aurait pu affecter

avait été marquée par de viole

- SEDA : interniew.exclu zive de Line Renaud.

· Lyon : Barbie présent ou absent, quelle diffé-• Une semaine dans le

rétroviseur, REP Actualité. Sports. Internation Bourse. Culture. Immobiler. 36-15 Tapaz LEMONDE

chinargie à obtenir, après implan-

tation, une revascularisation de la glande. Celle-ci a conservé as

capacité à produire des ovocyses et, au moment des règles, la jeune femme percoit au niveau

du bras un léger gordement de son ovaire, Le prélèvement d'un

ovocyte permetre ensuits, si la femme le déser, d'obserir une grossesse sprès Moundation le vitro et implantation de

24 000 employés blancs des mines

sod-efricaines, a 6té désamoros ven-

dredi grâce à la signature d'un

accord portant sur des augmenta-tions de salaires de 13,5 % à 15 %,

entre la chambre des mises et le

CMU (Coasell des syndicats

D'autre part, six mineurs noirs et

gade e

<u> 1600 - </u>

10000

A Section

Arthur Back Co.

Section of

 $|\mathbf{u}^{\mathbf{p}_{\mathbf{q}}}\rangle = |\mathbf{v}_{\mathbf{p}_{\mathbf{q}}}\rangle_{\mathcal{F}_{\mathbf{q}_{\mathbf{q}}}^{\mathbf{q}_{\mathbf{q}}}}$

Server server.

The Market

The same of the sa

And the second

Marie Control

The state of the s

Section of the sectio

200

deux responsables blancs chargés de la sécurité out été tués vendredi, au

cours d'un affrontement à la mine

d'or de la Western Holding, située

près de Welcost, dans l'Etat libre

Le président sud-africain, M. Pie-

ter Botha, a amoncé, vendredi, la

création d'un poste de ministre adjoint chargé de l'amister dans la

pontsuite de sa politique de réforme

et de «dialogue» avec la commu-nauté noire. Le titulaire de ce poste

jusque là ministre adjoint de l'information. — (AFP., Renter.)

est M. Stoffel van der Me

d'Orange.

l'embryon dans son utanus.

Publicité pour les alcools, régime social du clergé, réforme des études médicales...

Les premiers pas du projet « fourre-tout » à l'Assemblée

Pas moins de cinq ministres au banc du gouvernement : M. Philippe Séguin (affaires sociales et emplois), M= Michèle Barzach (santé et famille), MM. Jacques Valade (université et recherche), Adrien Zeller (Sécurité sociale) et Hervé de Charette (fonction publique).

Un chiffre à rendre jaloux les responsables des groupes de la majorité, qui ont parfois quelque mal à obtenir de leurs députés

La richesse de la matière permet de faire passer des dispositions qui, s seules, auraient pu donner lieu à de longs débats. Ainsi, déjà, à l'initiative de M. Jacques Bichet (UDF, Territoire de Belfort), rapporteur de la commission des affaires sociales, il a été décidé de valider la partie législative du code de la Sécurité sociale. Ce nécessaire travail de codification a été entrepris depuis longtemps, et M∞ Georgina Dufoix avait déjà essayé de lui faire donner force de loi, ce qui semblait sans difficulté puisqu'il ne s'agit que de la reprise, sous une autre forme, de dispositions déjà prises. Mais les socialistes avaient reculé. La droite y a réussi, les députés du PC ne tronvant pas les moyens de s'opposer à un wagon raccroché, tardivement, à un train déjà si long.

Tout ne sera pas cependant aussi facile pour le gouvernement lors de l'adoption du texte renforçant les peines pour les personnes conduisant en état alcoolique. M. Albin Chalandon avait promis, pour obtenir le retrait d'un amendement de M. Jacques Barrot (UDF, Haute-Loire) interdisant la publicité pour les bières sur les petits écrans, que le gouvernement déposerait un ameniement allant dans ce seas. Non seulement M. Roger-Gérard Schwart-zenberg (app. PS, Val-de-Marne) a qu'ils soient plus nombrenx dans l'hémiclycle que les ministres! Un chiffre qui démontre, plus que de longs discours, que le projet portant diverses mesures d'ordre social, dont l'Assemblée a commencé la discussion le ieudi 4 juin et pour la continuer le vendredi 5, contient des dispositions qui auraient pu, qui auraient dû, faire l'objet de physieurs textes différents.

rappelé cet engagement, prévenant que les socialistes reviendraient à la charge, mais M= Christine Boutin (app. UDF. Yvelines) a déclaré qu'elle espérait que leur « confiance dans la parole du gouvernement ne serait pas déçue » et M. Jean-Paul Fuchs (UDF, Haut-Rhin) a espéré que cette promesse n'avait été oubliée qu'involontairement ». L'ultime arbitrage du premier ministre n'ayant pas été rendu, M. Séguin n'a rien répondu. Ce sujet, il est vrai, relève aussi de la compétence ministérielle de M. François Léotard...

Le ministre des affaires sociales aura aussi à faire (ace à un autre débat délicat. M. Barrot a déjà annoncé qu'il défendra un amendement interdisant la publicité télévisée pour les partis politiques. Or le RPR veut pouvoir faire ainsi sa propagande, et s'y est déjà préparé. Les autres partis de la majorité sont pour le moins réticents, ou tout à fait hostiles dans le cas du CDS. Là encore, l'arbitrage sera délicat.

Les autres débats, déjà amorcés, sont ou seront plus simples pour la droite qui est unie face à la gauche. Ainsi de l'aide financière apportée au régime de protection sociale du clergé. Seuls les communistes, par les voix de Mª Huguette Jacquaint (PC, Scine-Saint-Denis) et M. Paul

sera consacré respectivement aux

En semaine, en début de soirée,

Philippe Bouvard précédera à 19 h 30 le journal télévisé (20 heures), qui sera présenté par Marie-France Cubbada, elle aussi venue de la Une. En revanche, le dimanche à 19 heures, juste avant le journal, diffusion du feuilleton Dallas e.

Le lundi, la soirée, dès 20 h 30,

sera occupée par un téléfilm et par des films ou des variétés les autres

jours (Stéphane Collaro le mer-credi, Patrick Sabatier le vendredi, Patrick Sébastien le samedi). Après le journal de la nuit (23 h 30), feuil-

letons, sports, spectacles. Le diman-che sera le jour du ciné-club, du

concert ou du théâtre.

Innovation enfin : la Cinq indique le tarif le plus élevé de ses spots : 270 000 F les trente secondes pour les émissions de variétés, 68 000 F

les trente secondes pendant le jour-nal de 12 h 30 et 180 000 F pendant celui de 20 heures.

sports ou à un « grand show ».

Ce regroupement « hétérogène », de l'aven même de M. Séguin, ne facilite pas un débat parlementaire approfondi. La discussion n'est pas simple, car les élus de la majorité, conscients qu'ils disposent là sans doute du dernier texte «fourre-tout» avant les élections présidentielles, tentent d'en profiter pour satisfaire un maximum de promesses électorales ou de demandes des «groupes de pression » auxqueis ils sont sensibles.

Chomat (PC, Loire), ont marqué une réticence qui ne s'est traduite que par une abstention : ils trouvent que les prêtres et les membres des congrégations religieuses ne sont pas assez - protégés -, tant en cas de maladie que lors de leur retraite, et souhaitent leur intégration complète au régime général de la Sécurité sociale, moyennant une contribution plus forte de leurs - employeurs - en fonction de la - richesse », y compris immobilière, de l'Église.

Les socialistes prement date

Les socialistes, à travers les motions de procédure (irrecevabi-lité, question préalable et demande de renvoi en commission), n'ont fait que prendre date pour des débats à venir. Ainsi M. Jean-Pierre Sacur (PS, Loiret) et Mª Martine Fraon (PS, Yvelines) out mis en cause les conditions du traitement social du chômage par M. Séguin. Accusé de vouloir réduire le nombre de chômeurs en permettant aux plus âgés de ne plus s'inscrire à l'Agence nationale pour l'emploi, celui-ci s'est emporté. Affirmant que les socialistes avaient fait rayer des listes des chômeurs « cent dix-huit mille personnes -, le ministre des affaires sociales a expliqué que son propre

dispositif n'ouvrait une telle possibilité qu'à celles des trento-six mille personnes concernées qui le souhaiteraient. Il a aussi rappelé qu'il avait accepté l'étude de l'INSEE conduisant à la prise en charge de soixante dix mille chômeurs de pins que les

statistiques de son prédeces

La gauche unie a aussi critiqué par la voix de MML Jean Le Garrec (PS, Nord) et Chomat, les dispositions sur la fonction publique qui, d'après elle, vont couper en deux classes les fonctionnaires : ceux du bas de l'échelle, réduits à des tâches d'exécution, et ceux du haut, qui, par le développement de la contractualisation, seront de plus en plus e politisés » et ainsi liés aux pouvoirs politiques en place.

La réforme des études médicales est bien entendu, malgré la suspen-sion de la grève des étudiants, le sujet le plus brülant. MM. Claude Bartolone (PS, Seine-Saint-Denis) et Jacques Roux (PC, Hérault), et professeur agrégé de médecine, ont ent critiqué une « dévalorisation de la médecine générale » ; mais ils ont aussi reçu le sontien de M. Jean-François Jalkh (FN, Seine-et-Marne), qui a contesté « la réformite » et « le manque de concertation réelle avec le monde médical ».

CENTRAFRIQUE : les plaidoiries au procès Bokassa

«Le pardon pour enterrer le passé »

5 juin, devent la cour criminelle de Bangui, par les pleidoiries des avocats de la défense. Le veille, l'avocat général avait réclamé la peine de mort pour l'accusé.

Le premier avocat, Mª Nicolas. Tiangaye, s'est attaché à démontrer que ce procès est « avent tout celui de la société centrafricaine, de notre honte nationale, de notre forfaiture, de notre lăcheté et de notre hypocrisie». « Nous sommes tous resbles, a-t-il souligné, devant le tribunal de l'histoire de ce qui s'est passé dans les années 70. »

Le procès de l'ex-empereur Mr. Trangaye a estimé que ete Bokessa s'est poursuivi, vendredi ethetilitation de tout le peuple centratricain passers par le par-don, pour que soit à jameis enterré le passé ».

> Mr Francis Szpiner, I'un des deux avocats français de Bokassa, a, de son côté, demandé que soient retenues des circonstances atténuentes, notamment parce que l'exempereur est venu se livrer à la justice de son pays. « Vous avaz le choix d'entrer dans l'histoire en tant que bouchers ou en tant que juges », a-t-il lancé à l'adresse des magistrats. - (AFP, Reuter.)

depuis cinq ans, qui e été terru pour

responsable par le gouvernement du gigantesque incendie qui a ravagé

pendant quatre semaines des cantaines de milliers d'hectares et brûlé

cinq bourgades dans l'extrême nord-

est du pays, près de la frontière

soviétique, causant la mort d'environ deux: cents-personnes. Cinq gardes

forestiera ont été amétés fin mai pour

avoir provoqué l'incendie, en jetant

des mégats de cigarettes dans des bois desséchés par les vents violents

• MADAGASCAR : peines de prison pour cinquante-six per-sonnes. - Des peines allant jusqu'à cinq ans de travaux forcés ont étéprononcées, contre cinquante-six personnes ayant participé aux émeutes contre la communauté indopakistanaise (les karanas), qui se sont déroulées en février et mars derniers, a rapporté, vendredi 5 juin, la

presse malgache. — (Reuter.)

• CHINE : le ministre des forêts limogê, — Les autorités chinoises ont annoncé, le samedi 6 juin, la « démission » du ministre des forêts, M. Yang Zhong, en posta

cui soufflent dans cette tégion en cette période de l'armée. - (Reuter, M. HERVÉ DE CHARETTE

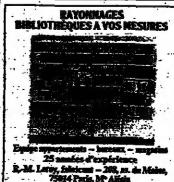
M. Hervé de Charette, ministre délégué asprès du premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan, sera l'invité de l'émission hébdounduire « Le grand jury RTL-le Monde », le dimanche 7 leiu de 12 h 12 h 20 h 20 7 julu, de 18 h 15 à 19 h 30.

invité du «Grand Jury

RTL-le Monde»

Le ministre élu en 1986 député UDF-PR de la Nièrre, membre du burem politique du Parti républicain et qui sura participé à Fréjas au dixième amévermire de sa formation politique, répondra aux questions d'André Passeron et de Daniel Carton, du Monde, et de Paul-Jacques Truffant et de Catherine Mangin, de RTL, le débat étant dirigé par Philippe Caloni.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + LEMONDE



BC EFGH

« Dallas » le dimanche et des spots dans les journaux télévisés

La grille de rentrée de la Cinq

La Cinq vient de mettre au point sa grille de rentrée. A partir de la mi-septembre, la chaîne de MM. Robert Hersant et Silvio Ber-lusconi émettra de 7 heures du matin à 3 h 30.

La journée débutera à 7 heures par «Infos-Matin» (informations, météo, dessins animés) avant d'enchaîner à 9 heures sur - Télé-Matin -, composée de magazines et de séries. A midi, ce sera le tour des jeux (le dimanche, ils seront rem-placés par un feuilleton). Le journal de la mi-journée débutera à 12 h 30 : il sera présenté par l'ancien présen-tateur de TF 1 Jean-Claude Bourret. Le dimanche, le journal télévisé se terminera par une émission sportive.

L'après-midi, dès 13 h 30, la Cinq proposera « Télé-Femmes » (le amedi, un feuilleton s'insérera dans cette plage; le dimanche, ce sera une fiction). De 17 heures à 18 heures, en semaine, émissions pour les enfants. Elle précéderont « Les grandes séries de la Cinq ». Samedi et dimanche, l'après-midi

• TF1 : la CFTC reporte son préavis de grève. - La CFTC a scidé de reporter le préavis de grève à TF 1 déposé pour le mardi 9 juin. A la suite d'une rencontre avec M. Patrick Le Lay, vice-PDG de la Une, le syndicat a indiqué que le nouvel organigramme de la rédaction sera connu « après concertation », le

 Suspension de la grève au Matin de Paris. — Après vingtquatre heures de grève, la rédaction du quotidien le Matin de Paris a repris le travail vendredi 5 juin. Le journal a donc été diffusé le 6. La direction a accepté de rencontres l'intersyndicale du titre, lundi 8 juin. Elle lui fournira les grandes lignes de la nouvelle formule du journal et jus-tifiera les suppressions de postes (la moitié des cent soixante emplois tout en précisant que le nombre de suppressions « n'était pas intangi-ble ». Le PDG, M. Jean-René Poillot, a accepté que les syndicats recen-sent d'abord les journalistes désireux à des licenciements. La nouvelle société éditrice, les Editions du Matin, devrait être mise en place le

Le numéro du « Monde » daté 6 juin 1987 a été tiré à 515 494 exemplaires Une mise en garde de M. Giraud aux industriels

Le prix de l'hélicoptère franco-allemand devra être révisé à la baisse

MARIGNANE

de notre envoyé spécial

franco-allemand anti-chars ne sera lancé, l'été prochain, que si son coût est acceptable. Pour adresser cet avertissement aux industriels concernés, le ministre de la défense, M. André Giraud, s'était déplacé, le vendredi 5 juin, à Marignane (Bouches-du-Rhône) où il a présidé la remise du millième hélicoptère Ecureuil, produit par la société nationale Aérospatiale, à un distri-buteur japonais. « Ce que je sais, a expliqué M. Giraud, me laisse craindre, à propos d'un programme qui a pourtant été simplifié en mars dernier, que les propositions indus-trielles n'entrent pas dans les prévi-

sions des gouvernements. » En s'exprimant de la sorte, le ministre français de la défense a accrédité des rumeurs en prove-

FNAIM

21.000 appartements et

maisons à vendre à Paris

et en région parisienne

(service étendu à l'Yonne et à l'Oise)

sur minitel

36.15 tapez LE MONDE

puis FNAIM

Après avoir donné vos impératifs, vous obtenez une sélection personnalisée d'affaires disponibles, ainsi

que les coordonnées des Agents Immobiliers FNAIM

responsables de leur vente.

nance d'Allemagne fédérale selon lesquelles on constatait, tant à Paris qu'à Bonn, une hausse très sensible des coûts de développement et du prix de revient à l'unité, dans les Le programme d'un hélicoptère

forces françaises et ouest-allemandes, du futur hélicoptère armé HAC ou HAP équipé de missiles antichars. « Les baisses de prix attendues

des industriels, a expliqué M. Giraud, ne semblent pas se profiler à l'horizon. Si le prix ne correspond pas au niveau demandé compte tenu des performances, ce programme devra être à nouveau révisé. Nous prendrons, mon collè-gue allemand et moi, les décisions durant l'été prochain. »

Cette mise en garde ne visait pas le seul programme d'hélicoptère armé franco-allemand, qui est, en réalité, en discussion depuis une dizaine d'années et qui subit périodi-quement des hauts et des bas. Le ministre de la défense n'a pas caché, en effet, qu'il songeait à bien d'autres équipements de défense et, probablement, au programme Rafale d'un nouvel avion de combat français.

. Un armement ne se commande pas, a indiqué M. Giraud, inconditionnellement de son prix. La tech-nologie va plus vite que tous les budgets. Il y a, un jour, un rendez-vous avec le budget, qui reste limité, et il est alors trop tard pour revenir au point de départ. Il faut donc un complot convergent, entre états-majors et industriels, pour faire baisser de concert les prix des armes. »

En revanche, le ministre de la défense a annoncé qu'il venait de décider la phase de définition du programme NH-90 d'un hélicoptère tactique commun avec l'Italie. l'Allemagne fédérale et les Pays-Bas. Il s'agit d'un hélicoptère de 8 tonnes que l'Aérospatiale destine, avec ses partenaires européens, an transport militaire (c'est la succession du Super-Puma) et à la lutte anti-sous-marine et antisurface (pour la nouvelle frégate de l'OTAN). Cette phase de définition durera douze mois et représente une dépense de 120 millions de francs (dont 32 millions pour la France). Impliquée dans un projet concur-rent, baptisé EH-101, la Grande-Bretagne s'est retirée, il y a quelques semaines, du programme

JACQUES ISNARD.

